



ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE  
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE

CONSEIL COMMUNAL DU 27 SEPTEMBRE 2023  
GEMEENTERAAD VAN 27 SEPTEMBER 2023

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES  
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00  
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

27.09.2023/A/0001 **Communication.**

---

**Mededeling.**

---

27.09.2023/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 14 juin 2023; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 14 juin 2023, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 14 juni 2023; goedkeuring.**

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 14 juni 2023. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

---

27.09.2023/A/0003 **Règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public ; modification**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu la Loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, notamment ses articles 8 à 10, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes, notamment ses articles 23 à 44, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté ministériel 21 novembre 2014 portant délégation, aux fonctionnaires généraux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, de compétence et de signature relative aux normes concernant l'accès à la profession, particulièrement en son article 2 point 1° ;

Vu l'Arrêté royal du 08 septembre 2019 établissant le Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension, le Livre 2 sur les installations électriques à haute tension et le Livre 3 sur les installations pour le transport et la distribution de l'énergie électrique ;

Vu l'Arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre

2016 relatif à la gestion des déchets, et ses modifications ultérieures ;  
Vu l'Arrêté ministériel du 14 septembre 2017 précisant les types de sacs plastiques dérogeant à l'interdiction d'utilisation des sacs plastiques à usage unique visé à l'article 4.6.2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;  
Vu le Règlement général de police commun aux dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale approuvé par le Conseil communal en sa séance du 9 septembre 2020 ;  
Considérant qu'en vertu de l'article 8 §1 de la loi du 25 juin 1993, l'organisation d'activités ambulantes sur les marchés publics est déterminée par un règlement communal ;  
Considérant qu'en vertu de l'article 9 §1 de la loi du 25 juin 1993, l'organisation des activités ambulantes sur le domaine public, en dehors des marchés, est déterminée par un règlement communal ;  
Considérant que la Commune doit tenir le registre des demandes, attribuer les emplacements par abonnements et procéder à toute mesure de suspension ou de retrait de l'autorisation ;  
Considérant la problématique liée aux déchets générés par les marchés ;  
Considérant que la modification du règlement vise à clarifier certains points et en préciser d'autres ;  
Que la modification du règlement a également pour but d'exécuter les réglementations en vigueur relative au tri sélectif des déchets et à l'interdiction de distribution de sacs destinés à l'emballage de marchandises utilisés dans l'espace de vente des marchands ambulants ;  
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;  
Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;  
Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;  
Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public du 17 décembre 2007 et ses modifications ultérieures ;  
Considérant la transmission du projet en date du 26 juin 2023 à la Ministre en charge de la Transition économique et de la Recherche scientifique Madame Barbara Trachte ;  
Considérant qu'un avis a été émis par la Ministre précitée en date du 18 juillet 2023 et que ces remarques ont été intégrées dans le règlement ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

De modifier le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés et sur le domaine public de la manière suivante :

## **CHAPITRE 1. ORGANISATION D'ACTIVITES AMBULANTES SUR LES MARCHÉS PUBLICS**

### **Article 1<sup>er</sup> - Définitions.**

#### Marché :

1. Un « marché » est une manifestation créée ou préalablement autorisée par la Commune, rassemblant, sur l'espace public, en des lieux et en des temps déterminés des personnes qui y vendent des produits et des services.

#### Marchand :

1. Est considéré comme « marchand fixe » le commerçant ambulant titulaire d'un emplacement fixe qui lui est accordé pour une durée indéterminée.
2. Est considéré comme « marchand occasionnel » le commerçant ambulant qui fréquente les marchés de manière occasionnelle et à qui est octroyé un emplacement au jour le jour en fonction des disponibilités du marché.
3. Est considéré comme « marchand démonstrateur » le commerçant ambulant dont l'activité consiste exclusivement dans la mise en vente de l'un ou l'autre produit dont il vante la qualité et explique le maniement au moyen d'argument et/ou démonstrations visant à mieux le faire connaître au public et ainsi à en promouvoir la vente.

#### Occupation privative :

L'utilisation privative est une dérogation au caractère public du domaine. Il en résulte qu'il faut toujours un titre exprès. Les autorisations d'occuper temporairement le domaine public à des fins privées sont accordées à titre précaire et révocable.

Toute occupation de l'espace public visée par le présent règlement doit être préalablement autorisée par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

#### **Article 2 - Lieux, jours et heures des marchés**

La Commune de Saint-Josse-ten-Noode organise les marchés publics suivants sur le domaine public :

##### 1. NOM : **Marché de la Place Saint-Josse**

LIEU : Rue des Deux Eglises et place Saint-Josse sur le terre-plein situé entre la rue des Deux Eglises.

JOUR : Jeudi

##### HORAIRES :

- Départ des véhicules non affectés à la vente : à 6h
- Arrivée des marchands fixes : à 6h
- Placement des marchands occasionnels : à 8h
- Ouverture de la vente au public : à 9h
- Fermeture de la vente au public : à 14h30
- Départ des marchands ambulants : à 15h

##### 1. NOM : **Marché du Nord**

LIEU : Rue du Progrès, Place Saint-Lazare, Square Victoria Regina, Passage Rogier, Rue de Brabant, Rue de la Prairie, Rue des Plantes, Rue Linné, Place Rogier, Boulevard Pacheco, Tunnels Place du Nord

JOUR : Samedi

##### HORAIRES :

- Départ des véhicules non affectés à la vente : à 6h
- Arrivée des marchands fixes : à 6h
- Placement des marchands occasionnels : à 8h
- Ouverture de la vente au public : à 9h
- Fermeture de la vente au public : à 14h30
- Départ des marchands ambulants : à 15h

Dans les limites du présent règlement, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut

instituer de nouveaux marchés, notamment à des jours et/ou des lieux différents de ceux mentionnés dans le présent règlement.

Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un « marché » sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, si ce n'est aux lieux, jours et heures désignés par le présent règlement ou par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode.

### **Article 3 - Plan et spécialisations des marchés.**

Les marchés publics concernent la vente, l'offre en vente ou l'exposition en vue de la vente de produits et/ou services, sauf lorsqu'il s'agit de services qui relèvent de professions soumises à des règles de déontologie approuvées par les pouvoirs publics.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé du bon déroulement du marché. Il :

- arrête le plan des marchés ;
- arrête les spécialisations éventuelles des emplacements ;
- arrête les spécifications techniques éventuelles des emplacements ;
- peut limiter le nombre d'emplacements réservés à la vente de certains produits ;
- peut prévoir des zones destinées à accueillir des produits déterminés ;
- peut définir les catégories de produits acceptées sur les marchés.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce plan peut être consulté au sein du service des Classes Moyennes aux heures de bureau.

Le Collège peut modifier la localisation des emplacements lorsque l'intérêt du marché le justifie. De même, il peut supprimer provisoirement et sans préavis ni indemnité des emplacements en fonction des nécessités impératives liées à l'intérêt public. A titre exemplatif mais non limitatif, ces nécessités pourront être :

1. L'exécution de travaux privés, publics – communaux et autres – et *a fortiori* ceux nécessitant une exécution imprévue et immédiate pour des motifs de salubrité et de sécurité publiques ou par ordre de police ;
2. Toute exécution de mesures d'intérêt général ou pour cause de force majeure.

Lors de l'exécution de chantiers et/ou de fêtes foraines, en fonction des espaces publics disponibles, le Collège peut déplacer tout ou partie d'un marché dans les environs immédiats de sa localisation habituelle. Lors de ce déplacement, les marchands fixes seront admis par ordre d'ancienneté de présence sur le marché concerné sans que les marchands excédentaires puissent prétendre à une indemnisation.

Pour les cas non prévus par le règlement, il sera statué par l'autorité communale compétente dans les limites de la législation.

### **Article 4 - Conditions relatives à l'attribution des emplacements.**

§1. Un emplacement sur les marchés publics peut être attribué :

- aux personnes physiques qui exercent une activité ambulante pour leur propre compte et titulaires d'une "autorisation patronale" ;
- aux personnes morales qui exercent une activité ambulante; les emplacements

sont attribués à ces dernières par l'intermédiaire d'une personne physique assumant la responsabilité de la gestion journalière de la société, qui est titulaire de « l'autorisation patronale ».

- de manière occasionnelle, les responsables des opérations de vente sans caractère commercial dans un but philanthropique, social, culturel, éducatif, sportif ou dans un but de défense ou de promotion de la nature ou du monde animal ou de l'artisanat ou des produits du terroir, dûment autorisées en vertu de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et l'organisation des activités ambulantes. Les responsables doivent être en possession de l'autorisation délivrée par la Commune.

§2. Un marchand ambulant ne pourra bénéficier au maximum que d'un emplacement sur le même marché.

### **Article 5 - Proportion emplacements fixes — emplacements attribués au jour le jour.**

Les emplacements sur un marché public sont attribués :

- soit de manière fixe (maximum 95 % du nombre total d'emplacements) ;
- soit au jour le jour (minimum 5 % du nombre total d'emplacements).

Parmi les emplacements à attribuer de manière fixe, la priorité est accordée aux démonstrateurs à concurrence de 5% du nombre total des emplacements du marché.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins peut fixer pour chaque marché public un quota maximum d'emplacements réservés à un certain type de produits.

### **Article 6 - Règle d'attribution des emplacements au jour le jour (marchands occasionnels).**

Les emplacements attribués au jour le jour le sont par tirage au sort, le cas échéant par spécialisation. Le titulaire de l'autorisation patronale doit être présent lors de l'attribution de l'emplacement.

Les marchands occasionnels peuvent se présenter aux heures stipulées par le présent règlement ou par le Collège des Bourgmestre et Échevins pour le placement des marchands occasionnels et se voir attribuer un emplacement dans la limite des places disponibles ou éventuellement sur l'emplacement d'un marchand fixe non occupé à l'horaire réglementaire. Le cas échéant, les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège des Bourgmestre et Échevins tiendront compte de la spécialisation exercée par le postulant.

Un marchand fixe, sous le coup d'une décision de suspension pour une des causes visées aux articles 9 et 11 ne peut participer en qualité d'occasionnel à l'un des marchés publics pendant la durée de la suspension de son emplacement fixe.

Aucun emplacement occasionnel ne sera attribué à un marchand voulant faire usage d'installations au gaz sauf s'il est en mesure de présenter au placier un certificat de conformité de leurs installations de gaz remontant à moins d'un an, délivré par un organisme de contrôle agréé. Pour tout marchand désirant utiliser une bonbonne de gaz mobile sur le marché, il devra se munir à ses côtés d'un extincteur à poudre opérationnel.

Un tel emplacement ne pourra par ailleurs être attribué que dans le respect des obligations imposées par le SIAMU (<http://be.brussels/siamu/organiser-un-evenement-que-faire>).

### **Article 7 - Règles d'attribution des emplacements fixes sur les marchés publics.**

#### **§1<sup>er</sup>. Vacance et candidature emplacement fixe**

Lorsqu'un emplacement à attribuer de manière fixe est vacant, cette vacance est

annoncée par la publication d'un avis aux valves communales et sur le site internet de la Commune.

Les candidatures peuvent être introduites à la suite d'un avis de vacance ou à tout autre moment.

Elles doivent être introduites par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception, soit par courrier électronique contre accusé de réception à l'une des adresses visées au § 3 du présent article.

## **§2. Candidatures spontanées**

Les candidatures peuvent être introduites à tout moment de manière spontanée.

Pour être valables, les candidatures doivent respecter chacune des conditions suivantes :

- être adressées soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception,
- soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception,
- soit par courrier électronique contre accusé de réception à l'une des adresses visées au § 3 du présent article;
- comporter les renseignements et annexes suivants :

1. le nom, le prénom, l'adresse et les coordonnées téléphoniques du demandeur (personne physique ou morale), ainsi que son éventuelle adresse électronique ;
2. pour une personne physique : le numéro national, une copie de la carte d'identité (recto verso);
3. pour une personne morale : une copie des statuts, à jour, de la société ou de la personne morale ;
4. l'extrait intégral des données de l'entreprise délivré par la Banque Carrefour des Entreprises (avec mention d'activité(s) ambulante(s)); le cas échéant un n° de T.VA.
5. la mention du marché et/ou du jour du marché demandé ;
6. la liste et le genre de produit(s) et/ou service(s) offert(s) en vente ou, le cas échéant, la mention « démonstrateur » ;
7. l'autorisation délivrée par l'A.F.S.C.A. en cas de vente de produits alimentaires;
8. l'immatriculation du camion magasin et/ou la remorque en cas de vente de poissons, viandes, et dérivés;
9. le type de matériel utilisé (échoppe, parasols, camion magasin, remorque, ...) et les dimensions de ce dernier;
10. le certificat de conformité en cas d'utilisation d'installations électriques et/ou au gaz;
11. si l'activité est saisonnière : la mention de la période d'activité désirée;
12. le métrage souhaité;
13. une photo récente de l'étal;
14. une copie de l'autorisation patronale d'activités ambulantes réglementaire (carte électronique) délivrée au demandeur.

Le non-respect des formalités reprises ci-dessus entraîne l'irrecevabilité de la demande.

À la réception de la candidature, un accusé de réception est immédiatement communiqué au candidat mentionnant le numéro d'enregistrement et le droit du candidat à consulter le registre des candidatures.

## **§ 3. Correspondance.**

Pour l'application du présent règlement, les courriers et notifications doivent impérativement être envoyés à l'adresse suivante :

1. Administration communale de Saint-Josse-ten-Noode, Service des Classes

- Moyennes,Rue des Deux Eglises 131, 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;  
2. Ou par mail à l'adresse suivante : [classesmoyennes@sjtn.brussels](mailto:classesmoyennes@sjtn.brussels)

#### **§ 4. Registre des candidatures.**

Toutes les candidatures sont consignées dans un registre au fur et à mesure de leur réception.

Les candidats devront confirmer leur candidature au service des Classes Moyennes par courrier ordinaire et/ou électronique afin de demeurer dans ledit registre au début de chaque année civile et dans tous les cas avant le 1er février. Cette confirmation devra être introduite selon les mêmes modalités que l'introduction de la candidature. A défaut de confirmation dans le délai fixé, la candidature deviendra caduque.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté, sur rendez-vous, au service des Classes Moyennes.

#### **§ 5. Ordre de l'attribution des emplacements**

En cas de vacance d'un emplacement fixe, les candidatures sont classées comme suit dans le registre en vue de l'attribution de l'emplacement, compte tenu de l'éventuelle spécialisation :

1. aux démonstrateurs dans la mesure où ils n'atteignent pas 5 % du nombre total d'emplacements ;
2. aux personnes reprises dans les catégories suivantes, par priorité :
  - a) aux personnes qui sollicitent un emplacement suite à la suppression de celui qu'elles occupaient sur l'un des marchés de la Commune ou auxquelles la Commune a notifié un préavis pour cause de suppression définitive du marché ou d'une partie des emplacements ;
  - b) aux commerçants ambulants ayant introduit une demande d'emplacement fixe, ci-après dénommés « candidats externes ».

Les emplacements sont dévolus au sein de chaque catégorie, s'il y a lieu en fonction de l'emplacement et de leur spécialisation, selon l'ordre chronologique de réception des candidatures.

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, sont introduites simultanément, l'ordre de préférence est déterminé comme suit :

- a. Sauf la catégorie des candidats externes, priorité est donnée au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la Commune ; lorsque l'ancienneté ne peut pas être comparée, la priorité est déterminée par tirage au sort ;
- b. Pour le candidat externe, la priorité est déterminée par tirage au sort.

#### **§ 6. Notification de l'attribution des emplacements.**

L'attribution de l'emplacement est notifiée au demandeur :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par la remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- soit par courrier électronique avec accusé de réception.

Une copie du présent règlement sera jointe à la décision d'attribution d'un emplacement notifiée au demandeur.

#### **§ 7. Le registre des emplacements attribués de manière fixe.**

Un plan ou registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement attribué de manière fixe :

1. le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
2. s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social ;
3. le numéro d'entreprise et, le cas échéant, un numéro de T.V.A. ;
4. les produits et/ou les services offerts en vente ;
5. en cas de vente de produits alimentaires, l'autorisation délivrée par l'A.F..S.C.A. ;
6. s'il y a lieu, la qualité de démonstrateur ;
7. la date d'attribution de l'emplacement et la durée du droit d'usage;
8. si l'activité est saisonnière, la période d'activité ;
9. le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;
10. s'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession.

Conformément aux décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française, relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté, sur rendez-vous, au service des Classes Moyennes.

#### **Article 8 - Durée de l'emplacement fixe.**

Un emplacement fixe est attribué pour une durée indéterminée.

#### **Article 9 - Suspension de l'emplacement fixe.**

Le titulaire d'un emplacement fixe peut suspendre l'emplacement pour une période prévisible d'au moins un mois, lorsqu'il se trouve dans l'incapacité d'exercer son activité :

- pour maladie ou accident attesté par un certificat médical ;
- pour un cas de force majeure dûment démontré ;
- pour raison sociale dûment démontrée.

La suspension prend effet le jour où la Commune est informée de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise des activités. Le titulaire de l'emplacement fixe récupère son emplacement à la fin de la suspension.

La suspension implique la suspension des obligations réciproques nées du contrat. Durant la période de suspension, l'emplacement sera attribué au jour le jour.

Les demandes de suspension sont notifiées à la Commune par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception, soit par courrier électronique contre accusé de réception, accompagnées de toutes pièces justificatives.

#### **Article 10 - Renonciation à l'emplacement fixe.**

Le titulaire d'un emplacement fixe peut renoncer à son emplacement :

1. à la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
2. s'il est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité pour les raisons mentionnées à l'article 9 du présent règlement. Dans ce cas, aucun préavis n'est dû.

Les ayants-droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de cette personne, renoncer, sans préavis, à l'emplacement fixe dont elle était titulaire, ou le reprendre.

Les demandes de suspension d'un emplacement fixe visée à l'article 9 du présent



règlement et celles de reprise et de renonciation visées au présent article sont notifiées au service des Classes Moyennes:

1. à l'une des adresses visées à l'article 7§3 du présent règlement :
  - • par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
  - • par courrier électronique contre accusé de réception ;
2. par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception.

#### **Article 11 – Suspension/retrait de l'emplacement fixe.**

L'emplacement fixe est suspendu ou retiré par le Collège des Bourgmestre et Echevins dans les cas suivants :

1. en cas de non-paiement ou paiement tardif répétitifs de la taxe pour l'occupation de l'emplacement ;
2. en cas de faillite ;
3. en cas d'absence durant trois semaines successives sans en avertir la Commune ou le placier au préalable ou durant la première semaine d'absence ;
4. en cas de cession d'un emplacement fixe à un tiers sans répondre aux conditions stipulées à l'article 14 du présent règlement communal ;
5. lorsque d'autres marchandises que celles mentionnées sur la décision d'attribution d'un emplacement fixe sont vendues ;
6. en cas de trouble de l'ordre public ou état d'ébriété ;
7. si son étal n'est pas conforme aux normes d'hygiène et de sécurité ;
8. si le marchand distribue des sacs plastiques à usage unique à sa clientèle ;
9. si la Commune doit constater l'absence de nettoyage et abandon sur place de cartons, caisses, emballages de toute nature, vidange et tout déchet quelconque ;
10. pour les commerçants en denrées alimentaires, en cas de suspension ou de retrait de l'autorisation délivrée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la chaîne alimentaire, auquel cas la suspension ou le retrait sont immédiats ;
11. en cas de non-respect des dispositions légales en matière de protection des consommateurs ;
12. en cas de refus de se conformer aux injonctions des services de police, des placiers ou des gardiens de la paix ;
13. en cas de non-respect des dispositions du présent règlement.

Les manquements au présent règlement sont constatés par le placier.

Le premier constat dans le chef du marchand en défaut fera l'objet d'un avertissement écrit sauf si les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège estiment que les faits reprochés sont de nature telle qu'ils impliquent directement un rapport au Collège.

Le deuxième constat effectué dans le chef du même marchand en défaut fera l'objet d'un rapport au Collège pour prise de décision de suspension ou retrait de l'emplacement fixe.

La décision de suspension ou de retrait est notifiée soit par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception soit par courrier électronique contre accusé de réception.

Par ailleurs, tout marchand qui néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions légales et/ou aux prescriptions du présent règlement pourra voir ses matériel, véhicule, étal et/ou marchandises enlevés à ses risques et périls et à ses frais par l'intervention des services de police.

#### **Article 12 - Activité ambulantes saisonnières.**

Une activité saisonnière est en général une activité portant sur des produits ou des services qui, par nature ou par tradition, ne sont vendus qu'au cours d'une période de l'année.

Les emplacements fixes qui sont attribués pour l'exercice des activités susmentionnées sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.

Pendant la période de non-activité, ces emplacements sont attribués au jour le jour.

### **Article 13 - Personnes assimilées habilitées à occuper des emplacements.**

Les emplacements sur les marchés publics attribués aux personnes désignées à l'article 4 peuvent être occupés :

1. par les personnes physiques qui exercent pour leur propre compte une activité ambulante et titulaires d'une « autorisation patronale », auxquelles un emplacement est attribué ;
2. par le responsable de la gestion journalière d'une personne morale à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une « autorisation patronale » ;
3. par les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaires d'une « autorisation patronale » pour l'exercice d'une activité ambulante en propre compte ;
4. par le (ou la) conjoint(e) ou le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement est attribué, titulaire d'une « autorisation patronale » pour l'exercice de l'activité ambulante en propre compte ;
5. par le démonstrateur, titulaire d'une « autorisation patronale », auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué conformément aux dispositions de l'article 35 de l'AR du 24 septembre 2006 ainsi que par le démonstrateur, titulaire d'une « autorisation de préposé A et B », exerçant une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne à laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué ;
6. par les personnes titulaires d'une « autorisation de préposé A » ou d'une « autorisation de préposé B » qui exercent une activité ambulante pour le compte ou au service de la personne physique ou morale visée aux points 1° à 4° ;
7. par les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des opérations visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 susmentionné, peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

Les personnes énumérées aux points 2° à 6° peuvent occuper l'emplacement attribué ou sous-loué à la personne physique ou morale pour le compte ou au service de laquelle elles exercent l'activité, en dehors de la présence à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ou sous-loué.

Les marchands ambulants ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle du marché. Une dérogation peut toutefois être accordée lors de circonstances exceptionnelles.

### **Article 14 - Cession d'un emplacement.**

§ 1er. La cession d'un emplacement est autorisée aux conditions suivantes :

1. lorsque le titulaire d'emplacement(s) cesse ses activités ambulantes en qualité de personne physique ou décède ou lorsque la personne morale cesse ses activités ambulantes. En cas de cessation, le cédant ou ses ayants droit transmettent un document servant de preuve de la radiation de son activité ambulante auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
2. et pour autant que le(s) cessionnaire(s) soi(en)t titulaire(s) d'une autorisation

patronale d'activités ambulantes et qu'il(s) poursuive(nt) la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé, à moins que le Collège des Bourgmestre et Echevins n'autorise une modification de spécialisation. Une telle modification de la spécialisation doit être demandée par lettre recommandée au Collège. Dans les deux cas (maintien de la spécialisation ou modification de spécialisation autorisée), le cessionnaire doit disposer de l'autorisation appropriée pour l'exercice d'activités ambulantes.

3. pour autant que les dispositions du présent règlement restent respectées ;
4. et que le Collège ait donné son accord préalable à la reprise de l'emplacement concerné ;
5. l'entreprise du cessionnaire ne peut pas disposer, à la suite de la reprise, de plus d'un emplacement par marché et ce pour tous les marchés se déroulant sur le territoire de la Commune.

En cas de cession irrégulière, l'emplacement fixe sera retiré immédiatement et définitivement à son titulaire sur décision du Collège.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la cession d'emplacement(s) est autorisée entre :

1. époux, en cas de séparation de fait
2. époux, en cas de séparation de corps
3. époux, en cas de divorce
4. cohabitant légaux, à la fin de leur cohabitation légale

À condition que :

1. le cédant ou le cessionnaire présente à la commune un document attestant de la situation mentionnée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup> ;
2. le cessionnaire réponde aux conditions mentionnées au paragraphe 1er, 2<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup>.

Le commerçant ambulant personne physique qui désire transférer son activité dans le cadre d'une personne morale en informera au préalable le Collège, qui l'autorisera à continuer à occuper son emplacement seulement après vérification du respect des conditions imposées par l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes. En cas de changement de la forme de sa personne morale, le commerçant ambulant constitué en personne morale devra en informer au préalable le Collège qui l'autorisera à continuer à occuper son emplacement seulement après vérification du respect des conditions imposées par l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes.

Le Collège devra aussi être informé en cas de changement de raison sociale ou de forme juridique de la société ou lorsque le fonds de commerce de cette dernière passe dans le chef d'une personne physique.

#### **Article 15 - Horaires.**

##### 1. Circulation :

Toute circulation sur l'aire du marché est interdite entre 06h00 et 15h00 dans le périmètre du marché de la place Saint-Josse et entre 06h00 et 15h00 dans le périmètre du marché du Nord, sauf intervention des services de secours et exception faite des véhicules affectés à la vente sur le marché conformément aux paragraphes suivants.

##### 1. Installation :

Pour les marchands fixes, l'accès des véhicules à l'aire des marchés, leur déchargement

et le montage des échoppes ne pourront se faire que dans les deux heures précédant l'ouverture du marché, pour autant que la signalisation nécessaire ait été mise en place par les services de police, soit :

- Pour le marché du Nord: à 06h00
- Pour le marché de la Place Saint-Josse : à 06h00

Le Collège pourra éventuellement, dans l'intérêt de l'organisation des marchés, imposer une heure d'arrivée différente à certains marchands. Les marchands fixes sont tenus d'être opérationnels à l'heure d'ouverture des marchés ce qui emporte l'obligation d'avoir terminé les opérations de déchargement, du montage de l'échoppe, de l'installation de l'éventuel camion-magasin et d'avoir assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché. Les marchands fixes bénéficient de la réservation de leur emplacement jusqu'à l'heure d'ouverture du marché. Au-delà, l'emplacement non occupé ou la partie d'emplacement non occupée sera, sous la direction de la personne ou du fonctionnaire désigné(e) par le Collège, attribué pour ce jour-là aux marchands occasionnels.

Les marchands occasionnels doivent être présents à 08h00 pour les opérations de tirage au sort pour le marché de la Place Saint-Josse. Pour le marché du Nord, la présence est requise à 08h00.

Les marchands occasionnels sont tenus d'avoir terminé les opérations de déchargement et assuré l'évacuation de tout véhicule non autorisé à stationner dans le périmètre du marché :

- a) sur le marché du Nord pour 09h00
- b) sur le marché de la Place Saint-Josse pour 09h00

Conformément à l'article 2 du présent règlement, les horaires susmentionnés sont valables sans préjudice des prérogatives du Collège des Bde prévoir d'autres emplacements et/ou horaires de marchés.

1. Libération des emplacements :

Les lieux devront être libérés de toute occupation :

- a) sur le marché du Nord dès 14h30 et au plus tard à 15h00 ;
- b) sur le marché de la Place Saint-Josse dès 14h30 et au plus tard à 15h00.

Les marchands ne peuvent délaisser leur emplacement et quitter le marché pendant la durée de celui-ci que dans des cas de circonstances exceptionnelles dûment motivés et, dans tous les cas, après accord de la personne ou du fonctionnaire désigné(e) par le Collège.

**Article 16 - Profondeur des emplacements et matériel autorisé.**

Sauf dérogations du Collège pour les vendeurs de plantes et fleurs et de fruits et légumes, les emplacements auront une profondeur maximale de 4 mètres.

Aucun article ni aucune marchandise ne pourra être installé ou présenté à la vente en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Aucun matériel - panneau publicitaire, mange-debout, poids ou autres, etc.

- ne pourra être installé en dehors de la profondeur précitée et de l'alignement des camions (hors auvents) et échoppes. Seuls les commerces proposant à la vente des produits de bouche sont autorisés à installer des mange-debout.

#### **Article 17 – Emprise du marché public.**

Les places sont exprimées en mètres linéaires selon les situations particulières des emprises de chaque marché public. La distance entre marchands ambulants placés sur des rangées parallèles devra être conforme aux exigences des services de sécurité. Les marchands ambulants respecteront les places qui leur sont attribuées et la libre circulation de la clientèle dans les allées. Les étalages ne pourront dépasser les limites précisées par le concessionnaire ou de son préposé.

Il est interdit aux marchands ambulants :

- de placer dans les échoppes des toiles ou écrans quelconques susceptibles d'empêcher la vue vers les emplacements voisins. Les commerces au droit desquels ils sont situés doivent rester visibles ;
- de placer à la devanture des étals des denrées pouvant souiller les vêtements des passants ;
- d'augmenter la longueur et/ou la profondeur des échoppes par le placement d'allonges ;
- d'enfoncer des crochets dans le sol ;
- d'encombrer de marchandises ou de matériel les parties du marché réservées à la circulation ;
- de se tenir dans ces parties pour solliciter la clientèle ;
- d'avoir une hauteur d'auvents inférieure à 2m20 du sol.

Pour le reste, les marchands ambulants se conformeront aux injonctions du concessionnaire ou de son préposé.

## **CHAPITRE 2. DISPOSITIONS RELATIVES A LA TENUE DES MARCHES PUBLICS ET DES ACTIVITES AMBULANTES SUR LE DOMAINE PUBLIC**

#### **Article 18 – Définition.**

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par « activité ambulante » : la vente, l'offre en vente ou l'exposition, en vue de la vente de produits et accessoirement de services, au consommateur, effectuée par un marchand ambulant en dehors des établissements mentionnés dans son immatriculation à la Banque Carrefour des entreprises ou par une personne ne disposant pas d'un établissement du genre. Dans le présent règlement, sont désignés sous le terme « support mobile de vente » : les foodtrucks et les services trucks (= type d'ambulant mobile et déplaçable à tout moment) ; la remorque-restaurant (= véhicule routier sans moteur, tiré par un véhicule tracteur déposé à un moment T et dégagé plus tard dans la journée) ; la charrette à bras légère. Cette liste de supports mobiles de vente n'est pas exhaustive.

#### **Article 19 – Exclusions.**

Ne sont pas visées par le présent règlement :

- les ventes effectuées dans le cadre de manifestations soumises à un autre règlement communal (brocantes, braderies, foires, etc.) ;
- les activités ambulantes qui ne sont pas soumises au champ d'application de

l'arrêté royal du 24/9/2006 (article 6 à 12).

**Article 20 - Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements.**

Les personnes qui répondent aux conditions d'obtention (cf. article 4) et d'occupation d'emplacements sur le marché public (cf. article 13) peuvent obtenir et occuper des emplacements sur le domaine public.

**Article 21 - Exigence d'identification en cas d'exercice d'activités ambulantes sur le domaine public.**

§1. Toute personne, qui exerce une activité ambulante sur les marchés publics de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, doit s'identifier, si elle exerce son activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur celui-ci. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls.

§2. Le panneau comporte les mentions suivantes :

1. soit le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée;
2. la raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale;
3. selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas située en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé;
4. le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère).

**Article 22 - Suppression définitive d'emplacement.**

Un préavis d'un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'un marché ou d'une partie de ses emplacements. En cas d'absolue nécessité tels que, et sans que cette énumération ne soit exhaustive, l'exécution de travaux publics ou privés ne pouvant souffrir d'aucun retard, lié à des motifs de salubrité ou de sécurité publique, ou plus généralement tout motif lié à l'intérêt général, ce délai n'est pas d'application. Cette disposition est applicable quel que soit le nombre d'emplacements concernés par cette suppression. Cette décision ne pourra donner lieu à aucune indemnité quelconque au bénéfice du marchand fixe.

**Article 23 - Modification des lieux.**

Si la disposition des lieux doit être modifiée, le titulaire devra adapter son échoppe en conséquence, déplacer son camion-magasin, ou s'installer au nouvel endroit qui lui sera désigné par les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège, sans qu'il puisse réclamer une indemnité.

**Article 24 - Catégories de produits.**

Les spécialisations pouvant être commercialisées sur les marchés communaux sont réparties au sein des catégories suivantes:

1. Produits de bouche salés à consommation immédiate;
2. Produits de bouche sucrés à consommation immédiate;
3. Produits de bouche "Spécialités du monde": spécialités orientales, égyptiennes, grecques, turques ;
4. Produits alimentaires: crèmerie, fromagerie et dérivés;

5. Produits alimentaires: boucherie, charcuterie, salaison, volaille crue et dérivés;
6. Produits alimentaires: poissonnerie et dérivés;
7. Produits alimentaires: volailles rôties et dérivés;
8. Produits alimentaires: épices, condiments, olives, fruits secs;
9. Produits alimentaires: boulangerie & pâtisserie :
10. Produits alimentaires: confiserie et biscuits;
11. Produits alimentaires "biologiques et/ou labellisés";
12. Produits alimentaires: alimentation spécialisée (italiennes, turques,.) et autres produits alimentaires non repris dans les catégories 4 à 11;
13. Fruits et légumes;
14. Plantes et fleurs;
15. Vêtements prêt-à-porter pour hommes, femmes et enfants;
16. Lingerie (sous-vêtements pour hommes, femmes et enfants, ainsi que chaussettes, vêtements de nuit et de sorties de bain, maillots de bains, collants, etc.) ;
17. Accessoires de mode (chaussures, sacs, ceintures, portefeuilles, bijoux, montres, foulards, gants, couvre-chefs, parapluies, lunettes solaires et articles apparentés);
18. Accessoires et nourriture pour animaux;
19. Linge de maison (nappes cirées et en tissus, draps de lits, essuies, etc.);
20. Parfums, produits cosmétiques et de soins corporels;
21. Articles ménagers et électroménagers, outillage, accessoires électriques, électroniques et informatiques, GSM;
22. Loisirs (jeux, jouets, livres, articles de librairie et de papeterie, articles d'écriture, cartouches d'encre, CD's, Dvd's, et articles apparentés.);
23. Articles de décoration de la maison ;
24. Articles de sport;
25. Articles de merchandising, produits dérivés;
26. Démonstration ;
27. Boissons consommables sur place

Le Collège peut, dans un souci d'harmonisation et de cohérence, modifier ces catégories de spécialisation. Au sein d'un même emplacement, il est interdit de commercialiser des produits relevant de catégories différentes. Les commerçants fixes qui vendent des produits de bouche sont toutefois également autorisés à vendre des produits de la catégorie 27.

A titre transitoire, les commerçants qui ont été dûment autorisés à vendre des produits relevant de catégories différentes continueront à bénéficier personnellement de cette autorisation. En cas de cessation de l'emplacement, le cessionnaire ne bénéficiera donc pas de cette mesure transitoire et devra choisir une seule catégorie

#### **Article 25 - Changement de produit ou service.**

La vente, ne serait-ce que momentanée, d'un autre produit ou service que celui pour lequel l'emplacement a été attribué, est interdite.

Tout titulaire d'une autorisation communale qui désire changer de produit ou service, pour autant que l'autre produit ou service ne soit pas exclu par l'autorisation patronale, doit au préalable en solliciter l'autorisation auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins par lettre recommandée.

S'il est fait droit à sa demande, l'intéressé devra accepter une éventuelle mutation d'emplacement.

#### **Article 26 - Vente de boissons.**

Les boissons doivent être servies dans des verres ou gobelets cautionnés.

#### **Article 27 - Endommagement de la chaussée et des terre-pleins.**

Il est interdit aux exposants d'endommager le revêtement de la chaussée ou des terre-

pleins et des trottoirs notamment par l'implantation de piquets, clous, crampons ou autres objets de même nature, ou d'y faire de quelconques marques au sol.

Le matériel utilisé par les commerçants ambulants et occasionnels offrira toutes les garanties de solidité afin de pouvoir résister aux intempéries, aux mouvements de foule et autres incidents inhérents aux marchés publics.

Il est interdit aux marchands de porter atteinte aux parterres floraux, aux pelouses et aux fosses d'arbre notamment en y entreposant du matériel et/ou en y stationnant, même partiellement, remorques et/ou véhicules.

Le poids de tous support mobile de vente (cf. article 18) qu'il soit chargé ou pas, est limité à un maximum de 3.500 kg sur toute l'aire du marché.

### **Article 28 - Propreté et nettoyage.**

§1. Il est strictement interdit aux marchands d'entreposer marchandises, caisses, le long des immeubles riverains du marché.

§2. Conformément aux articles du Règlement Général de Police relatifs à la propreté de l'espace public, et particulièrement conformément à l'article 17, chaque marchand doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de maintenir son emplacement et ses abords immédiats en parfait état de propreté en tout temps et particulièrement avant qu'il quitte son emplacement. Dans tous les cas, les marchands restent responsables de la propreté de leur emplacement.

§3. Le marchand ambulant doit assurer l'enlèvement et l'évacuation adéquate de tout déchet dans le respect des réglementations en vigueur relative au tri sélectif des déchets. Il est défendu aux marchands de quitter le marché sans emporter les caisses et vidanges généralement quelconques et sans avoir rassemblé les débris de légumes, papiers, emballages, etc dans des contenants suffisamment résistants.

§4. Les marchands ambulants qui offrent des produits en dégustation ou qui vendent des produits alimentaires destinés à être consommés immédiatement ou qui vendent des produits susceptibles de générer des déchets sur le marché ont l'obligation de disposer des poubelles accessibles au public dans leur emplacement. Ils veilleront à entretenir et à vidanger cette poubelle autant que de besoin.

§5. Tous les déchets, caissettes, cartonnages, débris, papiers et autres emballages jonchant le sol de l'emplacement et ses abords, devront être ramassés et évacués par le marchand avant qu'il ne quitte son emplacement. Il est strictement interdit de déverser tout résidu alimentaire ou tout liquide tel que graisses, huiles, eaux usées et ce, tant sur le trottoir, que sur la chaussée, dans les avaloirs, dans les haies ou au pieds des arbres.

§6. En cas de non-respect d'une des obligations visées aux alinéas précédents, et notamment lorsqu'un commerçant ambulant ou occasionnel abandonnera son emplacement ou ses abords immédiats souillés ou couverts de déchets quelconques, la remise en état des lieux sera aux frais du commerçant en défaut, et ce, sans préjudice de l'application de toute autre disposition prévue par le présent règlement, par le règlement taxe en matière de propreté publique en vigueur sur le territoire de la Commune ou par le règlement Général de Police.

### **Article 29 - Interdiction de distribution des sacs plastiques à usage unique sur les marchés publics.**

Le sac plastique à usage unique est défini comme le sac d'une épaisseur égale ou inférieure à 50 microns ( $\mu\text{m}$ ) et composé de matières d'origine fossiles ou renouvelables, munis de anses.

La distribution de sacs plastique à usage unique à la clientèle est interdite pour tous sacs destinés à l'emballage de marchandises utilisés dans l'espace de vente des marchands ambulants, conformément à l'article article 4.6.2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets et ses modifications ultérieures.

Les sacs plastiques à usage unique très légers destinés à l'emballage alimentaire



vendues au détail, humides ou contenant des liquides susceptibles de couler sont autorisés pour autant que le sac soit biosourcé et compostable à domicile, conformément à l'article 2§1 de l'arrêté ministériel du 14 septembre 2017 précisant les types de sacs plastiques dérogeant à l'interdiction d'utilisation des sacs plastiques à usage unique visé à l'article 4.6.2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets et ses modifications ultérieures.

### **Article 30 - Hygiène.**

Les opérations de vente et d'offres en vente de biens ou de services ne peuvent avoir lieu que sur les marchés publics et aux endroits du domaine public pour lesquels une autorisation préalable a été délivrée et exclusivement pendant les heures fixées pour chacun d'eux.

Il est interdit de porter atteinte en quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées pour la vente, mises en vente ou vendues.

Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour en éviter les souillures et en assurer la conservation.

Les commerçants respecteront les normes d'hygiène en vigueur et observeront pour eux-mêmes les règles d'une propreté rigoureuse. Ils veilleront notamment à respecter les dispositions reprises dans le Règlement (CE) n° 852/2004 du 29 avril 2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires et ses annexes, en particulier le chapitre VIII de l'annexe II intitulé « Hygiène personnelle », ainsi que dans l'arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires, et ses modifications ultérieures.

### **Article 31 - Loyauté de la vente.**

Hormis les limites d'une publicité normalement admissible et variable selon la nature des produits mis en vente, les commerçants et leurs préposés ne peuvent attirer d'une manière exagérée l'attention du public. A cet effet, tout emploi de microphone ou installations sonores est interdit sauf ceux destinés aux démonstrateurs.

### **Article 32 - Vente d'animaux.**

Conformément à la loi du 14 août 1986 sur la protection et au bien-être des animaux, l'exposition, la livraison, la mise en vente de chiens et de chats est interdite dans le marché. La vente ambulante d'autres animaux vivants est soumise à l'agrément du Ministre qui a la protection animale dans ses attributions, conformément à l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant les conditions de commercialisation des animaux.

### **Article 33 - Ordre public.**

Il est interdit d'apporter des entraves à la liberté des échanges commerciaux et de troubler l'ordre public ou les bonnes mœurs de quelque manière que ce soit, en ce compris la vente de produits à caractère pornographique, raciste ou xénophobe.

Il est également interdit toute forme de racolage.

Les marchands ne pourront être en état d'ivresse, ni sous l'emprise de produits stupéfiants.

### **Article 34 - Passages réservés aux véhicules de sécurité.**

Lorsqu'il arrête le plan des marchés, le Collège prévoit des passages réservés aux véhicules de sécurité. Ces passages doivent être maintenus libres en permanence. En cas d'intervention des services de secours, les marchands ambulants sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour leur libérer un passage immédiatement; ils ne peuvent se prévaloir d'un quelconque dommage. Ils doivent être implantés de telle

sorte que la voirie présente une largeur libre minimale de 4m. En aucun cas, les marchands ambulants et leurs clients ne peuvent encombrer le passage des piétons dans les allées du marché et a fortiori le passage des personnes moins valides. L'administration communale de Saint-Josse-ten-Noode décline toute responsabilité en cas de non-respect de ces normes.

### **Article 35 - Installations.**

Tout marchand fixe doit solliciter au préalable l'autorisation expresse au Collège pour l'installation d'un camion-magasin en lieu et place d'une échoppe. Par camion-magasin, il convient d'entendre le véhicule servant directement à la vente et spécialement agencé à cet effet. Ce véhicule devra être compris dans le périmètre attribué au marchand et respecter l'alignement des installations réservées à la vente. Le commerçant ne peut y accrocher que des bâches transparentes de manière à ne pas occulter les emplacements voisins. Le Collège appréciera la situation en tenant compte des répercussions éventuelles sur les autres commerces ainsi que sur la facilité de circulation, la sécurité publique et la configuration des lieux.

Toute voie de circulation piétonne doit comporter un cheminement libre de tout obstacle d'une largeur minimale d'1m50 d'un seul tenant et d'une hauteur minimale de 2,20m.

Tout marchand ambulant, fixe ou occasionnel, doit veiller à ce que son installation se fasse dans le calme et à ne pas générer de nuisances sonores intempestives. De même, il doit veiller à ce que l'utilisation de son emplacement ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publique.

Les marchands qui utilisent un câblage électrique placé au sol veilleront à ce que ce câblage ne soit pas une entrave au passage des piétons et des personnes à mobilité réduite.

Les barrières Nadar qui servent à délimiter et sécuriser le marché ne peuvent en aucun cas être utilisées ou empruntées par les marchands sans autorisation.

### **Article 36 - Installations de cuisson et installations électriques.**

#### Installations de cuisson :

Les appareils de cuisson ainsi que les conduits d'évacuation qui les desservent, doivent être disposés de manière à présenter toutes les garanties de sécurité. Ils doivent être placés sur un socle ou une aire en matériau incombustible et mauvais conducteur de la chaleur, dans un endroit aisément accessible et bien ventilé; ils seront éloignés autant que possible des sorties. Les appareils de gaz doivent satisfaire aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. L'utilisation d'appareils de cuisson n'est autorisée que dans des installations spécialement équipées à cette fin. Ces installations seront contrôlées par un organisme accrédité pour la norme NBN D51.006 selon la périodicité prescrite. Le certificat sera tenu à la disposition en cas de contrôle. Un extincteur à poudre polyvalente d'1/2 unité d'extinction conforme aux normes de la série NBN-EN-3 sera installé dans chaque échoppe utilisant des appareils de cuisson tels que friteuses, rôtissoires, appareils à hot-dogs, à beignets, à croustillons, etc. Il sera placé de manière à être accessible en toutes circonstances. Il sera contrôlé par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance des extincteurs portatifs, et ce annuellement (NBN S21050).

#### Installations électriques :

Toutes les installations électriques utilisées par un marchand seront réalisées conformément aux lois et règlements relatifs à cette matière. Le marchand tiendra à disposition en cas de contrôle le rapport d'inspection du contrôle légal et obligatoire de ses installations. Tous les appareils producteurs de force motrice et sources d'énergie, qu'ils soient simplement portables ou fixés sur un véhicule aménagé à cet effet, devront satisfaire aux prescriptions légales en vigueur de sorte que leur fonctionnement ne gêne personne et qu'il ne présente aucun danger d'incendie. Ils

devront, en outre, être protégés convenablement afin d'éviter tout accident. Les frais éventuels de raccordement et de consommation d'électricité seront à charge des commerçants ambulants et ce conformément au règlement taxe qui cible la matière.

#### **Article 37 - Responsabilité - Assurances.**

Le marchand ambulant assume l'entière responsabilité des accidents, survenus à lui-même, à ses préposés, à son personnel ainsi qu'aux tiers, sur le marché, du fait :

1. de l'occupation du marché par toute marchandise, toute installation, tout véhicule, tout matériel lui appartenant ou dont il a la disposition ;
2. de l'exploitation qui est faite du marché.

Le marchand ambulant est responsable envers l'administration communale des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, aux chaussées, terre-pleins, trottoirs, arbres, espaces verts, bancs, fontaines ou aux équipements publics qui se trouvent sur l'emplacement ou aux abords du marché.

Les auteurs de toute dégradation de quelque nature sont susceptibles de poursuites légales.

L'autorisation d'établir des dépôts de marchandises ou d'objets quelconques sur et pendant la tenue des marchés communaux n'implique aucunement la garde et la conservation de ces dépôts.

Le paiement de la taxe n'entraîne pas une obligation pour l'administration communale d'établir à cet égard une surveillance spéciale.

Les marchands ambulants doivent souscrire les polices d'assurances nécessaires pour couvrir tous les risques découlant de l'occupation d'un emplacement sur le marché, et de l'exploitation qui en est faite. La police d'assurance devra contenir une clause par laquelle la compagnie contractante reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et s'engage à garantir tous risques et obligations en résultant. La compagnie s'engage à informer l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode de toute modification, suspension, résiliation de la police et à n'en faire usage que 30 jours après la notification ainsi faite à l'administration communale par courrier recommandé. Le titulaire de l'emplacement devra communiquer à l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode une copie certifiée conforme de la police avant toute occupation des lieux ; le fonctionnaire de l'administration communale de Saint-Josse-Ten-Noode pourra - à tout moment - exiger qu'une copie lui soit montrée.

#### **Article 38 - Personnel communal.**

Pour l'application du présent règlement, les titulaires d'un emplacement devront se conformer aux instructions données par les personnes ou fonctionnaires désignés par le Collège.

### **CHAPITRE 3. DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 39 - Compétence du placier.**

Le placier a le pouvoir de contrôler les documents démontrant l'autorisation et l'identité des personnes qui exercent une activité ambulante.

Il a également les pouvoirs les plus étendus visant à organiser le marché public en exécution du présent règlement ou des délibérations du Collège.

#### **Article 40 - Taxe sur l'occupation du domaine public à l'occasion des marchés.**

La taxe pour occuper un emplacement sur un marché fait l'objet d'un règlement taxe particulier. Les occupants d'un tel emplacement sont tenus au paiement de la taxe conformément à ce règlement. Le(s) éventuel(s) marchand(s) ambulant(s) désigné(s)

par le Collège pour assurer le placement de leurs collègues sur le marché bénéficiera(ont) de l'exonération du droit de place.

#### **Article 41 - Sanctions.**

Sans préjudice de l'application de sanctions prévues par d'autres lois, décrets, ordonnances ou règlements, toute infraction au présent règlement permettra au Collège des Bourgmestre et Echevins de suspendre l'autorisation d'accès à un emplacement, pour une durée de 1 à 3 mois. Cette mesure ne sera appliquée que lorsqu'une mise en demeure adressée par lettre recommandée sera restée sans effet. En cas de récidive, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra prononcer l'exclusion définitive du marchand ambulante.

Au cas où un acte de violence serait commis par un marchand ambulante à l'encontre d'un tiers, le Collège des Bourgmestre et Echevins invitera le marchand ambulante à se présenter à sa prochaine réunion, par lettre recommandée. Après l'avoir entendu au cours de cette réunion, le Collège aura la liberté d'exclure immédiatement et définitivement ce marchand de tous les marchés et emplacements sur le domaine public ten-noodois. Cette décision sera notifiée par lettre recommandée. Dans l'attente de cette décision du Collège, le marchand ayant commis un acte de violence pourra être interdit temporairement de présence sur les marchés et emplacements sur le domaine public ten-noodois.

En cas de suspension ou d'exclusion, les sommes versées par le marchand ambulante resteront propriété de l'Administration communale, et aucune indemnité ne pourra être réclamée.

#### **Article 42 - Entrée en vigueur du présent règlement.**

Le présent règlement est envoyé au Service Public Régional de Bruxelles – Bruxelles Economie et Emploi (Pl. Saint-Lazare 2, 1035 Bruxelles à 1035 Bruxelles) dans le mois qui suit son adoption et entre en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication.

---

### **Reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein ; wijziging**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante- en

kermisactiviteiten, inzonderheid artikelen 8 tot 10, en latere wijzigingen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten, inzonderheid artikelen 23 tot 44, en latere wijzigingen ;

Gelet op het Ministerieel besluit van 21 november 2014 houdende delegatie van bevoegdheid en handtekening inzake de toepassing van de normen betreffende de toegang tot het beroep aan de ambtenaren-generaal van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid artikel 2 punt 1° ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 08 september 2019 tot vaststelling van Boek 1 betreffende de elektrische installaties op laagspanning en op zeer lage spanning, Boek 2 betreffende de elektrische installaties op hoogspanning en Boek 3 betreffende de installaties voor transmissie en distributie van elektrische energie ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 13 juli 2014 betreffende levensmiddelenhygiëne en latere wijzigingen ;

Gelet op de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen en latere wijzigingen ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen, en latere wijzigingen ;

Gelet op het Ministerieel besluit van 14 september 2017 dat de soorten plastic zakken nader omschrijft die afwijken van het gebruiksverbod van de plastic zakken voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4.6.2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen ;

Gelet op het Gemeenschappelijk Algemeen Politiereglement voor alle 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 9 september 2020 ;

Overwegende dat krachtens artikel 8, § 1, van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante- en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld door een gemeentelijk reglement ;

Overwegende dat krachtens artikel 9, § 1 van de wet van 25 juni 1993 de organisatie van ambulante- en kermisactiviteiten op het openbare domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt vastgelegd door een gemeentelijk reglement ;

Overwegende dat de Gemeente een register van de aanvragen moet bijhouden, de standplaatsen met abonnementen moet toewijzen en alle maatregelen dient te nemen van opschorting of intrekking van vergunningen ;

Overwegende de problematiek in verband met het afval veroorzaakt door de markten ;

Overwegende dat de wijziging van het reglement tot doel heeft bepaalde punten te verduidelijken en andere te preciseren ;

Dat de wijziging van het reglement tevens tot doel heeft de geldende reglementering uit te voeren inzake de selectieve afvalsortering en het verbod op de verdeling van zakken bestemd voor de verpakking van goederen die worden gebruikt in de verkooppriimte van straatverkopers ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht ;

Gelet op het reglement betreffende de ambulante activiteiten op de markten en op het openbaar domein van 17 december 2007 en latere wijzigingen ;

Overwegende de overdracht van een project op 26 juni 2023 aan de Minister belast met Economische Transitie en Wetenschappelijk Onderzoek Mevrouw Barbara Trachte ;

Overwegende dat een advies werd uitgebracht door de voornoemde Minister op 18 juli 2023 en dat deze opmerkingen werden geïntegreerd in het reglement ;

Beslist :

Om zijn reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein te wijzigen als volgt :

## **HOOFDSTUK 1. ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP DE OPENBARE MARKTEN**

### **Artikel 1 – Definities.**

### Markt :

1. Een « markt » is een manifestatie die ingericht werd of vooraf toegestaan door de Gemeente, die in de openbare ruimte op vastgestelde plaatsen en tijdstippen personen verenigt die er producten en diensten verkopen.

### Handelaar :

1. Wordt beschouwd als een « vaste handelaar » de ambulante handelaar aan wie een vaste standplaats voor onbepaalde duur werd toegekend.
2. Wordt beschouwd als een "gelegenheidshandelaar": de ambulante handelaar die occasioneel op de markten staat en aan wie een losse standplaats wordt toegekend volgens de beschikbaarheid van de markt.
3. Wordt beschouwd als een "handelaar - standwerker": de ambulante handelaar van wie de activiteit uitsluitend bestaat uit de verkoop van producten of diensten waarvan hij de kwaliteit aanprijst en het gebruik uitlegt, door middel van argumenten en/of demonstraties gericht op een betere bekendheid bij het publiek om zodoende de verkoop ervan te promoten.

### Privé-gebruik :

Privé-gebruik vormt een uitzondering op het publieke karakter van het domein. Daaruit volgt dat er steeds een uitdrukkelijke toelating vereist is. De toelatingen om het publieke domein tijdelijk voor privédoeleinden te gebruiken, worden op precaire en herroepbare basis toegekend. Iedere bezetting van de openbare ruimte bedoeld in dit reglement moet vooraf worden goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

## **Artikel 2 – Plaatsen, dagen en uren van de markten.**

De Gemeente organiseert de volgende openbare markten op het openbaar domein :

### 1. NAAM : **Markt van het Sint-Joostplein**

PLAATS : Tweekerkenstraat en Sint-Joostplein op de esplanade gelegen tussen de Tweekerkenstraat.

DAG : Donderdag

UREN :

- Vertrek van de voertuigen die niet deelnemen aan de verkoop : om 6u
- Aankomst van de vaste handelaars : om 6u
- Plaatsing van de gelegenheidshandelaars : om 8u
- Opening van de verkoop voor het publiek : om 9u
- Sluiting van de verkoop voor het publiek : om 14u30
- Vertrek van de ambulante handelaars : om 15u

### 2. NAAM : **Markt Noordwijk**

PLAATS : Vooruitgangstraat, Sint-Lazarusplein, Victoria Regina Square, Passage Rogier, Brabantstraat, Rogierplein, Weidestraat, Plantenstraat, Linnéstraat, Pachecolaan, Tunnels Noordplein

DAG : Zaterdag

UREN :

- Vertrek van de voertuigen die niet deelnemen aan de verkoop : om 6u
- Aankomst van de vaste handelaars : om 6u
- Plaatsing van de gelegenheidshandelaars : om 8u
- Opening van de verkoop voor het publiek : om 9u
- Sluiting van de verkoop voor het publiek : om 14u30

· Vertrek van de ambulante handelaars : om 15u

Binnen de grenzen van dit reglement kan het College van Burgemeester en Schepenen nieuwe markten oprichten, met name op andere dagen en/of plaatsen dan deze vermeld in dit reglement.

Het is verboden om op het grondgebied van de gemeente Sint-Joost-ten-Node een « markt » op te richten, te organiseren of te houden, behalve op de plaatsen, dagen en uren aangeduid door dit reglement of door het College van Burgemeesters en Schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node.

### **Artikel 3 – Plan en specialisaties van de markten.**

Openbare markten zijn voorbehouden voor de verkoop, te koop aanbieding of uitstalling met het oog op de verkoop van producten en/of diensten, behalve wanneer het diensten betreft die behoren tot beroepen waarvan de activiteiten onderworpen zijn aan door de overheid goedgekeurde deontologische regels

Het College van Burgemeester en Schepenen is belast met het goede verloop van de markt. Het College :

- Hecht zijn goedkeuring aan het plan van de markten ;
- Hecht zijn goedkeuring aan de eventuele specialisaties van de standplaatsen ;
- Hecht zijn goedkeuring aan de eventuele technische specificaties van de standplaatsen ;
- Kan het aantal standplaatsen voorbehouden voor de verkoop van bepaalde producten beperken ;
- Kan zones voorzien bestemd voor bepaalde producten ;
- Kan de categorieën van producten bepalen die worden aanvaard op de markten.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie, betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit plan worden geraadpleegd bij de dienst Middenstand tijdens de kantooruren.

Het College kan de locatie van de standplaatsen wijzigen wanneer het belang van de markt dit rechtvaardigt. Eveneens kan het standplaatsen tijdelijk en zonder voorafgaande kennisgeving of vergoeding verwijderen in functie van dwingende noden van openbaar belang. Bij wijze van voorbeeld, maar niet beperkend, kunnen deze noden zijn :

1. De uitvoering van privé-, openbare-, gemeentelijke en andere werken en – *a fortiori*- werken die een onmiddellijke en onvoorziene executie vereisen om redenen van volksgezondheid en veiligheid of op grond van een politiebevel;
2. Iedere uitvoering van maatregelen van algemeen belang of wegens overmacht

Tijdens de uitvoering van bouwplaatsen en/of kermessen kan het College, in functie van de beschikbare openbare ruimte, een markt geheel of gedeeltelijk verplaatsen naar de onmiddellijke omgeving van de gebruikelijke locatie. Tijdens deze verhuizing worden vaste handelaars toegelaten in volgorde van anciënniteit van aanwezigheid op de betrokken markt, zonder dat de overtollige handelaars aanspraak kunnen maken op een vergoeding.

Voor gevallen waarin het reglement niet voorziet, wordt een besluit genomen door de bevoegde gemeentelijke overheid binnen de grenzen van de wetgeving.

#### **Artikel 4 – Voorwaarden betreffende de toekenning van standplaatsen.**

§1. Een standplaats op de openbare markt kan enkel worden toegewezen :

- aan natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen en

houder zijn van een "machtiging als werkgever" ;

- aan rechtspersonen die dezelfde activiteit uitoefenen; de standplaatsen worden aan hen

toegewezen via de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijkse

bestuur van de vennootschap en houder is van de reglementaire "machtiging als

werkgever" ;

- de verantwoordelijken voor occasionele verkoopacties zonder commercieel karakter,

met een menslievend, sociaal, cultureel, educatief, sportief doel of met als doel de

verdediging en promotie van de natuur, de dierenwereld, de ambacht of streekproducten,

naar behoren toegestaan in overeenstemming met de bepalingen van artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten. De verantwoordelijken dienen in het bezit te zijn van een vergunning afgeleverd door de Gemeente.

§2. Een ambulante handelaar mag maximaal één standplaats verkrijgen op dezelfde markt.

#### **Artikel 5 — Verhouding vaste standplaatsen —standplaatsen op dagbasis.**

De standplaatsen op de openbare markt worden toegewezen :

- hetzij op vaste basis (maximum 95 % van het totaal aantal standplaatsen)
- hetzij op dagbasis (minimum 5 % van het totaal aantal standplaatsen).

Van de standplaatsen die vast worden toegewezen wordt prioriteit gegeven aan standwerkers ten belope van /of van het totaal aantal standplaatsen van de markt.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan voor elke markt een maximum aantal standplaatsen vaststellen dat voor een bepaald type product wordt voorbehouden.

#### **Artikel 6 — Toewijzingsregels voor standplaatsen op dagbasis (gelegenheidshandelaars).**

De standplaatsen worden dagelijks toegewezen en dit door middel van loting, desgevallend door middel van specialisatie. De houder van een machtiging van de werkgever moet aanwezig zijn bij de toewijzing van de standplaats.

De handelaars kunnen zich op de door het College van Burgemeester en Schepenen vastgestelde tijdstippen melden voor de plaatsing van gelegenheidshandelaars en een standplaats toegewezen krijgen binnen de beperking van de beschikbare plaatsen of eventueel op een niet gebruikte standplaats van een vaste verkoper die niet bezet is op het reglementaire uur. In dat geval zullen de personen of ambtenaren aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen rekening houden met de specialisatie



uitgeoefend door de aanvrager.

Een vaste handelaar, die om de in de artikelen 9 en 11 genoemde redenen moet worden geschorst, mag niet als gelegenheidshandelaar deelnemen aan één van de openbare markten voor de duur van de schorsing van zijn vaste standplaats.

Een handelaar die gebruik wenst te maken van gasinstallaties zal geen enkele occasionele standplaats toegewezen krijgen, tenzij hij aan de marktmeester een conformiteitsattest van hun gasinstallaties van minder dan een jaar oud kan voorleggen, afgeleverd door een erkende keuringsinstantie. Elke handelaar die een mobiele gasfles op de markt wil gebruiken, moet zich uitrusten met een operationele poederblusser.

Een dergelijke locatie mag enkel worden toegewezen in overeenstemming met de door de DBDMH opgelegde verplichtingen (<https://be.brussels/dbdmh/een-evenement-organiseren>);

## **Artikel 7 — Toekenningsregels voor vaste standplaatsen op de openbare markten.**

### **§1 Beschikbaarheid en kandidaatstelling voor vaste standplaats.**

Indien een vast toe te kennen standplaats beschikbaar is, wordt dit aangekondigd door de publicatie van een bekendmaking op het gemeentelijke aanplakbord en via de website van de Gemeente.

De aanvragen kunnen ingediend worden als gevolg van een bekendmaking van beschikbaarheid of op ieder ander moment.

Ze moeten worden ingediend door een persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstbewijs, hetzij per aangetekende brief met ontvangstbewijs, hetzij per e-mail tegen ontvangstbewijs naar één van de adressen vermeld in § 3 van dit artikel.

### **§ 2 Spontane kandidaturen.**

De kandidaturen kunnen op ieder moment spontaan worden ingediend.

Om geldig te zijn, moeten kandidaturen aan de volgende voorwaarden voldoen :

- door overhandiging van een brief tegen ontvangstbewijs,
- via een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs,
- of via e-mail tegen ontvangstbewijs worden gericht aan één van de adressen vermeld in § 3 van dit artikel ;
- de volgende inlichtingen en bijgevoegde documenten bevatten:
  - 1° de naam, de voornaam, het adres en de telefonische gegevens van de aanvrager (natuurlijke of rechtspersoon), alsook zijn eventueel e-mailadres ;
  - 2° voor een natuurlijke persoon: het rijksregisternummer, een kopie van de identiteitskaart (recto verso)
  - 3° voor een rechtspersoon: een afschrift van de bijgewerkte statuten van de vennootschap, of van de rechtspersoon ;
  - 4° het integrale uittreksel met de gegevens van de onderneming afgeleverd door de Kruispuntbank van Ondernemingen (met vermelding van de ambulante activiteit(en)), desgevallend een BTW-nummer ;
  - 5° de vermelding van de gewenste markt en/of marktdag ;
  - 6° de lijst en de aard van het/de te koop aangeboden product(en) en/of dienst(en) of eventueel de vermelding "standwerker";
  - 7° indien vereist de vergunning van het FAVV in geval van verkoop van voedingswaren;
  - 8° de inschrijving van de winkelvrachtwagen en/of de aanhangwagen bij de verkoop van vis, vlees en afgeleide producten ;
  - 9° het gebruikte type materiaal (marktkraam, parasols, winkelvrachtwagen, aanhangwagen, ...) en de afmetingen van deze laatste ;
  - 10° het gelijkvormigheidattest in geval van gebruik van elektriciteit- en/of gasinstallaties;
  - 11° bij een seizoensgebonden activiteit: de vermelding van de gewenste

activiteitsperiode ;

12° de gewenste oppervlakte ;

13° een recente foto van het marktkraam ;

14° een kopie van de machtiging als werkgever voor de uitoefening van reglementaire ambulante activiteiten (elektronische kaart) afgeleverd aan de aanvrager.

Indien de bovengenoemde formaliteiten niet worden nageleefd, wordt de aanvraag niet in behandeling genomen.

Na ontvangst van de aanvraag wordt onmiddellijk een ontvangstbevestiging naar de kandidaat gestuurd met vermelding van het registratienummer en het recht van de kandidaat om het kandidaatsregister te raadplegen.

### **§ 3. Correspondentie.**

Voor de toepassing van dit reglement dienen brieven en kennisgevingen verplicht te worden verzonden naar volgend adres :

1. Gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node, Dienst Middenstand, Tweekerkenstraat 131, 1210 Sint-Joost-ten-Node ;
2. Of per mail naar volgend adres : [middenstand@sjtn.brussels](mailto:middenstand@sjtn.brussels)

### **§ 4. Register van de kandidaten.**

Alle kandidaturen worden bij hun ontvangst één na één in een register opgetekend.

Kandidaten moeten hun kandidatuur bij de dienst Middenstand per gewone post en/of e-mail bevestigen om aan het begin van elk kalenderjaar en in ieder geval vóór 1 februari in het register te kunnen ingeschreven blijven. Deze bevestiging moet op dezelfde wijze als de aanvraag worden ingediend. Indien de aanvraag niet binnen de termijn wordt bevestigd, vervalt deze.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie, betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden geraadpleegd, op afspraak bij de dienst Middenstand tijdens de kantooruren.

### **§ 5. Rangorde van toewijzing van standplaatsen.**

Wanneer een vaste standplaats beschikbaar wordt, zullen de kandidaturen als volgt in het register gerangschikt worden met het oog op de toewijzing van de standplaats, rekening houdend met eventuele specialisaties:

1. aan de standwerkers voor zover men nog niet tot 5 % van het totaal aantal standplaatsen geraakt is ;
2. op basis van de kandidaturen, met een prioriteit voor de volgende categorieën:
  - a) aan de kandidaten die een aanvraag indienden ten gevolge van de afschaffing van de standplaats die ze bezetten op een van de markten van de Gemeente of indien de Gemeente een vooropzeg gegeven heeft ten gevolge van de afschaffing van een markt of een gedeelte van de standplaatsen ervan ;
  - b) aan de ambulante handelaar die een vaste standplaats heeft aangevraagd, “externe kandidaat” genoemd.

Standplaatsen worden binnen elke categorie toegewezen, waar nodig op basis van locatie en specialisatie, in chronologische volgorde van ontvangst van de aanvragen.

Als twee of meerdere aanvragen uit dezelfde categorie op hetzelfde ogenblik worden ingediend, dan zal de rangschikking als volgt plaatsvinden :

- a. afgezien van de categorie van externe kandidaten, wordt prioriteit gegeven aan de aanvrager die het meeste anciënniteit heeft op de gemeentelijke markten; als de anciënniteit niet kan vastgesteld worden dan wordt de

- prioriteit bepaald op basis van loting;
- b. voor de externe kandidaten wordt de prioriteit bepaald door loting.

## **§ 6. Aankondiging van de toewijzing van standplaatsen.**

De toewijzing van de standplaats wordt meegedeeld aan de aanvrager:

- hetzij per aangetekende brief via de post met ontvangstbewijs ;
- hetzij per brief die persoonlijk wordt overhandigd tegen ontvangstbewijs ;
- hetzij per e-mail met ontvangstbewijs.

Een kopie van dit reglement zal bij het gunningsbesluit worden gevoegd van een standplaats bekendgemaakt aan de aanvrager.

## **§ 7. Register van vast toegekende standplaatsen.**

Een plan of register wordt bijgehouden en vermeldt voor elke vast toegekende standplaats :

- 1° de naam, voornaam, het adres van de persoon of de tussenpersoon aan wie de standplaats werd toegekend ;
- 2° in voorkomend geval, de firmanaam van de rechtspersoon aan wie de standplaats werd toegekend en het adres van de maatschappelijke zetel ;
- 3° het ondernemingsnummer en desgevallend het BTW-nummer ;
- 4° de producten en/of diensten die te koop worden aangeboden ;
- 5° in geval van verkoop van voedingswaren het attest van het FAVV ;
- 6° in voorkomend geval, de hoedanigheid van de standwerker ;
- 7° de datum van toewijzing van de standplaats en de duur van het Gebruiksrecht ;
- 8° als de activiteit seizoensgebonden is, de activiteitsperiode;
- 9° de prijs van de standplaats, behalve als deze op een uniforme wijze werd vastgelegd ;
- 10° in voorkomend geval, de naam en het adres van de overdrager en de datum van overdracht.

Overeenkomstig het gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke gemeenschapscommissie en de Franse gemeenschapscommissie, betreffende de openbaarheid van bestuur in de Brusselse instellingen, kan dit register steeds worden geraadpleegd, op afspraak bij de dienst Middenstand.

## **Artikel 8 – Duur van de vaste standplaats.**

Een vaste standplaats wordt toegekend voor een onbepaalde duur.

## **Artikel 9 – Opschorting van de vaste standplaats.**

De houder van een vaste standplaats kan de standplaats opschorten voor een voorzienbare periode van minstens een maand, als hij zich in de situatie bevindt dat hij zijn beroepsactiviteit niet kan uitoefenen:

- door ziekte of ongeval aangetoond door een medisch attest ;
- door een geval van overmacht naar behoren aangetoond ;
- om sociale redenen naar behoren aangetoond.

De opschorting vangt aan op de dag dat de Gemeente geïnformeerd is van de onmogelijkheid en houdt op te bestaan ten laatste 5 dagen na de bekendmaking van de herneming van de activiteiten.

De houder van de standplaats recupereert zijn standplaats op het einde van de

schorsingsperiode.

De opschorting houdt de opschorting in van de wederzijdse verplichtingen die voortvloeien uit het contract.

Gedurende de periode van de opschorting, zal de standplaats op dagbasis toegewezen worden.

Aanvragen tot opschorting moeten aan de Gemeente worden bekendgemaakt per persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstbewijs, of per aangetekende brief met ontvangstbewijs, of per e-mail tegen ontvangstbewijs, vergezeld van alle bewijsstukken.

#### **Artikel 10 –Afstand doen van de vaste standplaats.**

De houder van de vaste standplaats kan hiervan afstand doen :

1. na het stopzetten van de ambulante handelsactiviteiten, door middel van een vooropzeg van minstens 30 dagen ;
2. als hij definitief niet in staat is zijn activiteit uit te oefenen om de redenen vermeld in artikel 9 van dit reglement. In dat geval is geen opzegging verschuldigd.

Na overlijden van de natuurlijke persoon die de activiteit voor eigen rekening uitoefent, kunnen de

rechthebbenden van de natuurlijke persoon zonder vooropzeg afstand doen van de vaste standplaats

waarvan hij houder was, of deze overnemen.

Aanvragen tot opschorting van een vaste standplaats bedoeld in artikel 9 van dit reglement en aanvragen tot hervatting of opzegging bedoeld in dit artikel worden gemeld aan de dienst Middenstand :

1° op één van de adressen vermeld in artikel 7§3 van dit reglement :

- per aangetekende brief bij de post met ontvangstbewijs of
- via e-mail tegen ontvangstbewijs ;

2° per brief persoonlijk overhandigd tegen ontvangstbewijs.

#### **Artikel 11 –Schorsing/intrekking van de vaste standplaats.**

De vaste standplaats kan in volgende gevallen door het College van Burgemeester en Schepenen geschorst of ingetrokken worden:

1. in geval van herhaaldelijke niet-betaling of laattijdige betaling van het standgeld ;
2. in geval van faillissement ;
3. in geval van afwezigheid gedurende drie opeenvolgende weken zonder de Gemeente of de marktmeester hiervan voorafgaand op de hoogte te brengen of gedurende de eerste week van afwezigheid ;
4. in geval van afstaan van een vaste standplaats aan een derde zonder aan de voorwaarden gestipuleerd in artikel 14 van onderhavig gemeentelijk reglement te voldoen ;
5. het verkopen van andere goederen dan deze die op het gunningsbesluit van de vaste standplaats vermeld zijn ;
6. verstoring van de openbare orde of dronkenschap ;
7. indien een marktkraam niet voldoet aan de hygiëne- en veiligheidsnormen ;
8. indien de handelaar plastic wegwerpzakken uitdeelt aan zijn klanten ;
9. indien de Gemeente ter plaatse moet vaststellen dat er niet wordt schoongemaakt en dat kisten, kratten, verpakkingen, leeggoed en afval van welke aard ook worden achtergelaten ;
10. voor de handelaars in voedingswaren, bij een schorsing of intrekking van de vergunning afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van

de Voedselketen. De schorsing of de intrekking wordt onmiddellijk van kracht ;

11. niet-naleving van de wettelijke bepalingen inzake bescherming van de consumenten ;
12. weigeren zich te schikken naar het uitdrukkelijk bevel van de politiediensten, de marktmeesters, of de gemeenschapswachten;
13. in geval van niet-naleving van de bepalingen van dit reglement.

Overtredingen van dit reglement worden vastgesteld door de marktmeester.

Na de eerste vaststelling wordt een schriftelijke waarschuwing gegeven aan de handelaar die in gebreke blijft, tenzij de personen of ambtenaren aangewezen door het College van oordeel zijn dat de aangeklaagde feiten van dien aard zijn dat zij onmiddellijk een rapport aan het College vereisen.

De tweede vaststelling van dezelfde handelaar die in gebreke blijft, zal het voorwerp uitmaken van een rapport aan het College voor een besluit tot opschorting of intrekking van de vaste standplaats.

Het besluit tot opschorting of intrekking wordt ter kennis gebracht per aangetekende brief met ontvangstbewijs of per e-mail tegen ontvangstbewijs.

Bovendien kan van elke handelaar die de wettelijke voorschriften en/of dit reglement niet naleeft of weigert na te leven, zijn uitrusting, voertuig, kraam en/of goederen op eigen risico en op eigen kosten worden verwijderd door optreden van de politiediensten.

#### **Artikel 12 – Seizoensgebonden ambulante handelsactiviteiten.**

Een seizoensgebonden activiteit is een activiteit die steunt op producten of diensten die, door hun aard of traditie, enkel gedurende een bepaalde periode van het jaar verkocht worden.

De vaste standplaatsen die worden toegekend voor de uitoefening van bovenvermelde activiteiten worden gedurende de periode van niet-activiteit geschorst.

Gedurende de periode van niet-activiteit worden deze standplaatsen op dagbasis toegekend.

#### **Artikel 13 – Personen die gemachtigd zijn om standplaatsen te bezetten.**

De standplaatsen op de openbare markten toegekend aan personen aangeduid in artikel 4 kunnen bezet worden :

1. door natuurlijke personen die voor eigen rekening een ambulante activiteit uitoefenen en houders van een "werkgeversvergunning", waaraan een standplaats wordt toegekend ;
2. door de verantwoordelijke van het dagelijks beheer van een rechtspersoon waaraan de standplaats wordt toegekend, houder van een "werkgeversvergunning" ;
3. door de vennoten van de fysieke natuurlijke persoon aan wie de standplaats werd toegekend en die houder is van een "werkgeversvergunning" voor het uitoefenen van een ambulante handelsactiviteit voor eigen rekening ;
4. door de echtgeno(o)t(e) of wettelijk samenwonende van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats werd toegekend en die houder is van een "werkgeversvergunning" voor het uitoefenen van een ambulante handelsactiviteit voor eigen rekening;
5. door de standwerker, die houder is van een "werkgeversvergunning", aan wie het tijdelijk gebruik van de standplaats werd onderverhuurd conform de voorschriften van artikel 35 van het koninklijk besluit van 24 september 2006 en door de standwerker die houder is van een "toestemming van aangestelde A en B", die een ambulante handelsactiviteit uitoefent voor de rekening of in dienst van de persoon aan wie de standplaats werd toegekend of

- onderverhuurd ;
6. door de personen die houder zijn van een "toestemming van aangestelde A" of van een "toestemming van aangestelde B" die een ambulante handelsactiviteit uitoefenen voor de rekening van of in dienst van de natuurlijke persoon of rechtspersoon bedoeld in punten 1° tot 4° ;
  7. door personen die verkopen van niet-commerciële aard realiseren in het kader van de verrichtingen bedoeld in artikel 7 van voormeld koninklijk besluit van 24 september 2006 kunnen de standplaats bezetten die werd toegewezen aan de verantwoordelijke voor de verrichting. In voorkomend geval kunnen zij deze bezetten zonder de aanwezigheid van deze laatste.

De personen opgesomd in punten 2° tot 6° mogen de standplaats innemen die werd toegekend of onderverhuurd aan de natuurlijke- of rechtspersoon, voor wiens rekening of in wiens dienst ze de activiteit uitoefenen, buiten de aanwezigheid van de persoon aan wie of door de tussenkomst van wie de standplaats werd toegekend of onderverhuurd.

Ambulante handelaars mogen de markt niet verlaten tot het officiële einde van de markt, maar in uitzonderlijke omstandigheden kan een afwijking worden toegestaan.

#### **Artikel 14 – Overdracht van de standplaats.**

§ 1. De overdracht van de standplaats is toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1. Wanneer de houder van de standplaats(en) zijn ambulante handelsactiviteiten stopzet als natuurlijke persoon of overlijdt of als de rechtspersoon de ambulante handelsactiviteiten staakt. In het geval van overdracht, geven de overdrager of zijn rechthebbenden een document dat dienst doet als bewijs van schrapping van zijn ambulante handelsactiviteit bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ;
2. voor zover degenen aan wie deze overdracht gebeurt, houder zijn van een werkgeversvergunning voor ambulante handelsactiviteiten en de specialisatie verder zetten van diegene die zijn standplaats overdraagt. Een eventuele wijziging van de specialisatie moet per aangetekend schrijven bij het College van Burgemeester en Schepenen aangevraagd worden. In beide gevallen (behoud van de specialisatie of aanpassing van de toegestane specialisatie), moet diegene aan wie de standplaats overgedragen wordt, beschikken over de gepaste toestemming voor het uitoefenen van ambulante handelsactiviteiten ;
3. voor zover de bepalingen van dit reglement nageleefd blijven ;
4. en dat het College zijn voorafgaand akkoord heeft gegeven voor de overname van de betreffende standplaats ;
5. de onderneming van de persoon die afstand doet van de standplaats kan, na de overname, niet meer dan over één standplaats per markt beschikken en dit voor alle markten die plaatsvinden op het gemeentelijk grondgebied.

In geval van onregelmatige overdracht zal de vaste standplaats onmiddellijk en definitief worden ingetrokken bij zijn houder op beslissing van het College.

§ 2. In afwijking van § 1, kan de overdracht van standplaats(en) toegestaan worden tussen:

1. echtgenoten, in geval van feitelijke scheiding,
2. echtgenoten, in geval van scheiding van tafel en bed,
3. echtgenoten, in geval van echtscheiding,
4. wettelijke samenwonenden, aan het eind van hun wettelijk samenwonen.

Op voorwaarde dat :

1. de overdrager of de verkrijger aan de gemeente een document overhandigt

met de situatie beschreven in paragraaf 2, lid 1 ;

2.de overnemer voldoet aan de voorwaarden, opgesomd in paragraaf 1, 2° tot 5°

De ambulante handelaar natuurlijke persoon die zijn activiteit wil overdragen in het kader van een rechtspersoon, brengt het College daar vooraf van op de hoogte. Het College zal hem pas toestemming geven om zijn standplaats verder in te nemen na controle van de naleving van de opgelegde voorwaarden in het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten. Indien het statuut van rechtspersoon van de ambulante handelaar wijzigt, dan moet de ambulante handelaar die over deze rechtspersoon beschikt het College hiervan op voorhand op de hoogte brengen, dat hem (haar) de toelating zal geven om de standplaats te blijven gebruiken, enkel na raadplegen van het respecteren van de voorwaarden opgelegd door het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende het beoefenen en het organiseren van ambulante activiteiten.

Het College moet ook worden ingelicht bij een verandering van handelsnaam of rechtsvorm van de onderneming of wanneer de handelszaak van die onderneming aan een natuurlijke persoon wordt overgedragen.

### **Artikel 15 - Uurroosters.**

#### **1. Verkeer :**

Alle verkeer op de marktzone is verboden tussen 06u00 en 15u00 in de perimeter van de markt van het Sint-Joostplein en tussen 06u00 en 15u00 in de perimeter van de markt van de Noordwijk, behalve voor interventie van de hulpdiensten en uitgezonderd voertuigen bestemd voor de verkoop op de markt overeenkomstig de volgende paragrafen.

#### **2. Installatie :**

De vaste handelaars krijgen pas twee uur vóór de opening van de markt toegang tot de marktzones met hun voertuigen om te lossen en hun marktkramen op te stellen, op voorwaarde dat de politiediensten de vereiste signalisatie hebben geplaatst, hetzij :

- Voor de markt in de Noordwijk: om 06u00
- Voor de markt op het Sint-Joostplein : om 06u00

Het College zal eventueel, in het belang van de organisatie van de markten, een verschillend aankomstuur kunnen opleggen aan bepaalde handelaars. De vaste handelaars moeten klaar zijn bij het opengaan van de markten. Ze moeten het lossen, het opstellen van de marktkraam en de installatie van de eventuele winkelvrachtwagen dus hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst. De standplaats van de vaste handelaars wordt gereserveerd totdat de markt opengaat. Daarna zal de niet-ingenomen standplaats of het niet-ingenomen deel van de standplaats onder leiding van de persoon of de ambtenaar aangeduid door het College, voor die dag aan gelegenheidshandelaars worden toegewezen.

De gelegenheidshandelaars moeten om 08u00 aanwezig zijn voor de loting voor de markt van het Sint-Joostplein. Voor de markt van de Noorwijk is de aanwezigheid vereist om 08u00.

De gelegenheidshandelaars moeten het lossen hebben beëindigd en elk voertuig dat niet in de marktzone mag parkeren, hebben verplaatst :

a) op de markt van de Noordwijk vóór 09u00

b) op de markt van het Sint-Joostplein: vóór 09u00

Overeenkomstig artikel 2 van dit reglement gelden bovenvermelde uurroosters onverminderd het voorrecht van het College om te voorzien in andere locaties en/of tijdstippen van de markten.

1. Vrijmaken van de standplaatsen :

De marktzone moet volledig vrij zijn :

a) op de markt van de Noordwijk vanaf 14u30 en ten laatste om 15u00 ;

b) op de markt van het Sint-Joostplein vanaf 14u30 en ten laatste om 15u00.

Handelaars mogen hun locatie niet opgeven en de markt tijdens de markturen verlaten, tenzij in uitzonderlijke omstandigheden naar behoren gemotiveerd, en in alle gevallen, na akkoord van de persoon of de ambtenaar aangeduid door het College.

**Artikel 16 : Diepte van de standplaatsen en toegestaan materiaal.**

Buiten de afwijkingen die het College toestaat voor de verkopers van planten, bloemen, fruit en groenten, zijn de standplaatsen maximaal 4 meter diep.

Geen enkel product mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktkramen worden uitgesteld of te koop worden aangeboden. Geen enkel materiaal – reclamebord, statafel, gewicht enz. – mag buiten de voormelde diepte en de aangewezen lijn voor de vrachtwagens (zonder luifels) en marktkramen worden opgesteld. Alleen handelaars die etenswaren te koop aanbieden, mogen statafels plaatsen.

**Artikel 17 – Indeling van de openbare markt.**

De plaatsen worden uitgedrukt in strekkende meters volgens de individuele ligging van iedere markt.

De afstand tussen de ambulante handelaars geplaatst in parallelle rijen zal conform moeten zijn met de eisen van de veiligheidsdiensten.

De ambulante handelaars dienen de plaatsen die hun worden toegekend, en de vrije doorgang van de klanten in de gangen te eerbiedigen.

De uitstallingen mogen de grenzen niet overschrijden die door de concessiehouder of door zijn aangestelde werden bepaald.

Het is de ambulante handelaars verboden :

- om binnen de kramen zeilen of schermen van welke aard ook, aan te brengen die het zicht op de omliggende kramen belemmert. De handelszaken waar zij voor staan moeten zichtbaar blijven ;
- om vooraan de kramen goederen te plaatsen die de kledij van de voorbijgangers kunnen besmeuren ;
- om de kramen in de lengte of in de breedte uit te breiden door toevoeging van verlengsels ;
- om haken in de grond te slaan ;
- om de delen van de markt bedoeld voor het verkeer te versperren door goederen of materieel ;



- om zich in zijn delen op te houden om klanten te ronselen ;
- om dekzeilen te hebben die minder dan 2,20 m. hoog zijn vanaf de grond.

Voor het overige moeten ambulante handelaars de bevelen van de concessiehouder of zijn aangestelde opvolgen.

## **HOOFDSTUK 2. BEPALINGEN BETREFFENDE DE ORGANISATIE VAN OPENBARE MARKTEN EN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP HET OPENBARE DOMEIN**

### **Artikel 18 – Definities.**

§1/ Voor de toepassing van dit reglement wordt onder "ambulante activiteit" het volgende verstaan: de verkoop, het te koop aanbieden of uitstallen met het oog op de verkoop van producten en bijkomstig van diensten, aan de consument, door een ambulante handelaar buiten de vestigingen vermeld in zijn inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen of door een persoon die niet over een dergelijke vestiging beschikt.

In onderhavig reglement wordt met "mobiel verkoopmiddel" bedoeld : foodtrucks en servicetrucks (= soort van ambulant en op ieder ogenblik verplaatsbaar transportmiddel); restaurant-trailers (= wegvoertuig zonder motor, dat wordt gesleept door een trekker en dat op een bepaald moment wordt gestationeerd en later in de dag weer wordt weggehaald); handkarren. Deze lijst van mobiele verkoopmiddelen is niet exhaustief.

### **Artikel 19 – Uitsluitingen.**

Worden niet bedoeld in dit reglement :

- verkopen tijdens manifestaties die aan een ander gemeentereglement onderworpen zijn (rommelmarkten, braderijen, beurzen, enz.) ;
- ambulante activiteiten die niet aan het toepassingsgebied van het Koninklijk - Besluit van 24/09/2006 (artikel 6 tot 12) onderworpen zijn.

### **Artikel 20 – Voorwaarden betreffende toewijzing en inname van de standplaatsen.**

De personen die voldoen aan de voorwaarden tot het verkrijgen (cf. artikel 4) en innemen van de standplaatsen op de openbare markt (cf. artikel 13) kunnen standplaatsen op het openbaar domein verkrijgen en innemen.

### **Artikel 21 – Vereiste van identificatie in geval van uitoefening van ambulante activiteiten op het openbare domein.**

§1. Elke persoon die een ambulante activiteit uitoefent op de openbare markten van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node moet zich identificeren met behulp van een leesbaar bord, dat goed zichtbaar op het kraam of voertuig moet worden aangebracht, indien hij de activiteit uitoefent in een kraam of een voertuig. Dit bord moet eveneens geïnstalleerd worden door de aangestelden indien ze alleen werken.

§2. Het bord bevat de volgende vermeldingen:

1. hetzij de naam en de voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als natuurlijke persoon voor eigen rekening of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt uitgeoefend; hetzij de naam en de voornaam van de persoon die het dagelijkse bestuur van de rechtspersoon waarneemt of voor wiens rekening of in wiens dienst de activiteit wordt

- uitgeoefend ;
2. de handelsnaam van de onderneming en/of de commerciële benaming ;
  3. naargelang het geval, de gemeente waar de maatschappelijke zetel van de onderneming zich bevindt of, indien deze zich niet in België bevindt, het land en de gemeente waar deze zich bevindt ;
  4. het inschrijvingsnummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen (of de identificatie die deze vervangt als het om een buitenlandse onderneming gaat).

#### **Artikel 22 – Definitieve opheffing van een standplaats.**

Er wordt een opzegging van één jaar gegeven aan de houders van de standplaatsen bij definitieve opheffing van een markt of een deel van de standplaatsen. Om dringende redenen zoals, maar zonder dat deze opsomming uitputtend is, de uitvoering van dringende openbare of private werken in het kader van de openbare gezondheid of veiligheid of meer algemeen ieder motief dat verband houdt met het algemeen belang, wordt deze termijn niet toegepast. Deze bepaling is van toepassing ongeacht het aantal standplaatsen waarop deze opheffing betrekking heeft. Deze beslissing geeft de vaste handelaar geen recht op een vergoeding.

#### **Artikel 23 – Plaatswijziging.**

Bij een herindeling van de marktzone moet de standplaatshouder zijn marktkraam daaraan aanpassen, zijn winkelvrachtwagen verplaatsen of op een nieuwe plaats gaan staan die hem wordt aangewezen, door de personen of ambtenaren aangeduid door het College, zonder dat hij een vergoeding kan eisen.

#### **Artikel 24 – Productcategorieën.**

De specialisaties die op de gemeentelijke markten mogen worden verkocht, worden onderverdeeld in de volgende categorieën :

1. Zoute eetwaren voor onmiddellijke consumptie ;
2. Zoete eetwaren voor onmiddellijke consumptie;
3. Eetwaren "wereldspecialiteiten": Oosterse, Egyptische, Griekse, Turkse ... specialiteiten ;
4. Voedingsproducten: zuivel, kaas en afgeleide producten ;
5. Voedingsproducten: vlees, charcuterie, gepekelde producten, rauw gevogelte en afgeleide producten ;
6. Voedingsproducten: vis en afgeleide producten ;
7. Voedingsproducten: gebraden gevogelte en afgeleide producten ;
8. Voedingsproducten: specerijen, kruiden, olijven, gedroogde vruchten ;
9. Voedingsproducten: brood en gebak ;
10. Voedingsproducten: suikergoed en koekjes ;
11. "Biologische en/of gelabelde" voedingsproducten ;
12. Voedingsproducten: gespecialiseerde voeding (Italiaans, Turks ...) en andere voedingsproducten die niet in de categorieën 4 tot 11 zijn opgenomen ;
13. Fruit en groenten ;
14. Planten en bloemen ;
15. Confectiekleding voor mannen, vrouwen en kinderen ;
16. Lingerie (ondergoed voor mannen, vrouwen en kinderen ; kousen, nachtkleding, badjassen, badpakken, panty's enz.) ;
17. Modeaccessoires (schoenen, handtassen, riemen, portefeuilles, juwelen, horloges, sjaals, wanten, hoofddekseis, paraplu's, zonnebrillen en verwante producten) ;
18. Accessoires en voeding voor dieren ;
19. Linnengoed (afwasbare en stoffen tafellakens, beddengoed, handdoeken enz.) ;
20. Parfum, cosmetica en verzorgingsproducten ;
21. Huishoudproducten en -elektro, gereedschap, elektrische, elektronische en

- computeraccessoires, gsm's ;  
22.Vrije tijd (spelletjes, speelgoed, boek- en papierhandelproducten, schrijfbenodigdheden, inktbuisjes, cd's, dvd's en verwante producten);  
23.Binnenhuisdecoratie ;  
24.Sportartikelen ;  
25.Merchandisingartikelen, afgeleide producten ;  
26.Demonstraties ;  
27. Dranken ter plaatse te benutten.

Het College kan die specialisatiecategorieën wijzigen om ze te harmoniseren en coherent te maken. Op eenzelfde standplaats mogen geen producten uit verschillende categorieën worden verkocht. Vaste handelaars die levensmiddelen verkopen mogen echter ook producten van categorie 27 verkopen.

Als overgangsmaatregel zullen de handelaars die geldig gemachtigd werden om producten uit verschillende categorieën te verkopen, die machtiging verder blijven genieten ten persoonlijke titel. Bij de overdracht van de standplaats, heeft de overnemer geen recht op deze overgangsmaatregel en moet hij één categorie kiezen.

#### **Artikel 25 – Wijziging van product of dienst.**

De verkoop, zelfs tijdelijk, van een ander product of een andere dienst dan die waarvoor de standplaats is bestemd, is verboden.

Elke houder van een gemeentelijke vergunning die het product of de dienst wil wijzigen, op voorwaarde dat het andere product of de andere dienst niet wordt uitgesloten door de werkgeversvergunning, moet vooraf per aangetekende brief een vergunning aanvragen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Als het verzoek wordt ingewilligd, moet de belanghebbende een eventuele verandering van standplaats aanvaarden.

#### **Artikel 26 – Drankverkoop.**

Dranken moeten opgediend worden in statiegeldglazen of – bekers.

#### **Artikel 27 – Beschadiging van de rijweg en verhoogde bermen.**

De exposanten mogen de wegverharding of verhoogde bermen niet beschadigen, onder meer door piketten, nagels, krammen of andere soortgelijke voorwerpen in de grond te slaan of om het even welke grondmarkering aan te brengen.

Het materiaal dat door de ambulante en gelegenheidshandelaars wordt gebruikt, moet alle waarborgen betreffende stevigheid bieden om bestand te zijn tegen slechte weersomstandigheden, de drukte van de menigte en andere incidenten die inherent zijn aan de openbare markten.

Het is verboden dat de handelaars schade toebrengen aan de bloemenperken, aan de grasvelden en aan de voet van de bomen door er in het bijzonder materiaal te deponeren en/of er - zelfs tijdelijk - te parkeren: voertuigen en/of aanhangwagens.

Het gewicht van alle mobiele verkoopmiddelen (cf. artikel 18), al dan niet geladen, is beperkt tot maximaal 3.500 kg over het hele marktgebied.

#### **Artikel 28 – Netheid en reiniging.**

§1. Het is strikt verboden voor de handelaars om goederen, kisten, lege kratten neer te zetten langs de aanpalende gebouwen van de markt.

§2. Overeenkomstig de artikelen van het Algemeen Politierglement met betrekking tot de netheid van de openbare ruimte, en in het bijzonder in overeenstemming met artikel 17, moet elke handelaar alle nodige maatregelen nemen om zijn standplaats en de onmiddellijke omgeving ervan op elk moment en in het bijzonder voor het verlaten van zijn standplaats in perfecte staat van netheid te houden. De handelaars blijven in elk geval verantwoordelijk voor de netheid van hun standplaats.

§3. De ambulante handelaar moet zorgen voor de verwijdering en de correcte opruiming van al het afval in naleving van de geldende reglementering inzake selectieve afvalsortering. Het is de handelaars verboden de markt te verlaten zonder kratten en afval van welke aard dan ook mee te nemen en zonder groenteresten, papier, verpakkingen, enz. in voldoende stevige bakken te hebben verzameld.

§4. Ambulante handelaars die producten aanbieden om te proeven of die voedingsproducten verkopen die bestemd zijn voor onmiddellijke consumptie of die producten verkopen die afval kunnen veroorzaken op de markt, zijn verplicht om op hun standplaats afvalbakken te plaatsen die toegankelijk zijn voor het publiek. Zij moeten deze afvalbakken onderhouden en indien nodig legen.

§5. Alle afval, blikjes, karton, etensresten, papier en andere verpakkingen die rondslingeren op de grond van de standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan, moeten door de handelaar worden opgeruimd en verwijderd voordat hij zijn standplaats verlaat. Het is strikt verboden etensresten of vloeistoffen als vet, olie, afvalwater enz. achter te laten aan de voet van bomen, op de voetpaden, de openbare weg, in de rioolputten en hagen.

§6. Bij niet-naleving van een van de verplichtingen zoals beschreven in de voorgaande alinea's, en meer bepaald wanneer een ambulante of gelegenheidshandelaar zijn standplaats of de onmiddellijke omgeving ervan bevuilt of bedekt met om het even welk afval achterlaat, worden de kosten om de standplaats te laten reinigen aan de in gebreke blijvende handelaar aangerekend, en dat onverminderd de toepassing van alle andere vastgelegde bepalingen in dit reglement, in het belastingreglement inzake openbare netheid van kracht op het gemeentelijk grondgebied of in het Algemeen politiereglement.

#### **Artikel 29 – Verbod op het verdelen van plastic zakken voor eenmalig gebruik op openbare markten.**

De plastic zak voor eenmalig gebruik wordt gedefinieerd als een zak met een dikte van 50 micron ( $\mu\text{m}$ ) of minder en vervaardigd van materialen van fossiele of hernieuwbare oorsprong, met handvatten.

Het verdelen van plastic zakken voor eenmalig gebruik aan klanten is verboden voor alle zakken bestemd voor de verpakking van goederen die in de verkooppunt van ambulante handelaars worden gebruikt, overeenkomstig artikel 4.6.2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen.

De plastic zakken voor eenmalig gebruik bestemd voor de verpakking van voedingswaren die in de kleinhandel verkocht worden die vochtig zijn of vloeistoffen bevatten die kunnen vloeien, voor zover de zak biogebaseerd en thuis composteerbaar is, overeenkomstig artikel 2§1 van het ministerieel besluit van 14 september 2017 dat de soorten plastic zakken nader omschrijft die afwijken van het gebruiksverbod van de plastic zakken voor eenmalig gebruik bedoeld in artikel 4.6.2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen en latere wijzigingen.

#### **Artikel 30 – Hygiëne.**

De verkoop en het te koop aanbieden van goederen of diensten mag enkel plaatsvinden op openbare markten en op plaatsen van het openbare domein waarvoor vooraf toestemming werd verleend en uitsluitend tijdens de voor elk daarvan vastgestelde uren.

Het is verboden om op de een of andere manier afbreuk te doen aan de hygiëne en gezondheid van de vervoerde voedingswaren die worden uitgestald voor verkoop, te koop worden aangeboden of worden verkocht.

Alle nodige maatregelen moeten worden genomen om vervuiling te voorkomen en de

bewaring ervan te garanderen.

De handelaars dienen de geldende hygiënenormen na te leven en voor zichzelf strikt de netheidregels in acht te nemen. Ze waken er met name over om de bepalingen te respecteren vermeld in het Reglement (CE) nr. 852/2004 van 29 april 2004 van het Parlement en van de Raad van 29 april 2004 inzake levensmiddelenhygiëne en in het bijzonder hoofdstuk VIII van bijlage II « Persoonlijke hygiëne » alsook het K.B. van 13 juli 2014 betreffende de levensmiddelenhygiëne, en latere wijzigingen.

### **Artikel 31 – Eerlijkheid van verkoop.**

Binnen de beperkingen van normaal toelaatbare en diverse reclame volgens de aard van de te koop aangeboden producten mogen de handelaars en hun aangestelden niet op een buitensporige manier de aandacht trekken van het publiek. Daarbij is elk gebruik van een microfoon of geluidsinstallatie verboden, tenzij voor de demonstrateurs.

### **Artikel 32 – Verkoop van dieren.**

Overeenkomstig de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de dieren is de tentoonstelling, de levering, het te koop aanbieden van honden en katten op de markt verboden. De ambulante verkoop van andere levende dieren is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister die de dierenbescherming in zijn bevoegdheden heeft, overeenkomstig het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de voorwaarden inzake de verhandeling van dieren.

### **Artikel 33 – Openbare orde.**

Het is verboden de handelsvrijheid te belemmeren en de openbare orde of de goede zeden op welke manier dan ook te verstoren, met inbegrip van de verkoop van producten van pornografische, racistische of xenofobische aard.

Iedere vorm van aanklappen is eveneens verboden.

Handelaars mogen niet in een staat van dronkenschap verkeren, noch onder invloed zijn van verdovende middelen.

### **Artikel 34 – Doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten.**

Wanneer het College het plan van de markten vaststelt, moet het voorzien in doorgangen voor voertuigen van de hulpdiensten. Die doorgangen moeten altijd worden vrijgehouden. Bij een interventie van de nooddiensten moeten de ambulante handelaars alle nodige maatregelen nemen om hen onmiddellijk doorgang te verlenen; ze kunnen geen aanspraak maken op enige schadevergoeding. Ze moeten zo zijn opgesteld dat de rijweg minimaal een vrije doorgang heeft van 4 meter. In geen geval mogen ambulante handelaars noch hun klanten de lanen van de markt belasten laat staan de doorgang van personen met beperkte mobiliteit bemoeilijken. Het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node wijst alle aansprakelijkheid af bij niet-naleving van deze normen.

### **Artikel 35 – Installaties.**

Elke vaste handelaar moet vooraf de uitdrukkelijke toestemming van het College vragen voor de installatie van een winkelvrachtwagen in plaats van een marktkraam. Met winkelvrachtwagen wordt bedoeld: het voertuig dat rechtstreeks voor de verkoop dient en daarvoor speciaal is ingericht. Dit voertuig moet binnen de standplaats blijven die aan de handelaar is toegekend en de aangewezen lijn voor de installaties bestemd voor verkoop volgen. De handelaar mag alleen transparante zeilen gebruiken om de naburige standplaatsen niet te verbergen. Het College zal de situatie soeverein beoordelen, rekening houdend met de eventuele gevolgen op de andere handelszaken, de vlotte

doorgang, de openbare veiligheid en de indeling van de markt.

Elke voetgangerszone moet een vrije doorgang bieden van minimum een aaneenliggende breedte van 1m50 en een minimale hoogte van 2m20.

Elke ambulante handelaar (vaste- of gelegenheidshandelaar) moet ervoor zorgen dat zijn installatie rustig wordt opgebouwd en dat deze geen geluidshinder voortbrengt. Tevens mag het gebruik van zijn standplaats de anderen geen schade kan berokkenen en geen gevaar zijn voor de veiligheid, gezondheid of openbare rust.

De handelaars, die een elektrisch snoer over de grond gebruiken, zullen zorgen voor een veilige doorgang van de voetgangers en mindervaliden.

De nadarafsluitingen, die dienen om de markt af te bakenen en te beveiligen, mogen onder geen enkel voorwendsel gebruikt of ontleend worden door de handelaars, zonder toelating.

## **Artikel 36 – Kookapparatuur en elektrische installaties.**

### **1. Kookapparatuur :**

De kookapparaten en de afvoerleidingen die ermee in verbinding staan, moeten zo zijn geplaatst dat ze volkomen veilig zijn. Ze moeten op een sokkel of oppervlak in onbrandbaar en slecht warmtegeleidend materiaal worden geplaatst, op een gemakkelijk toegankelijke en goed verluchte plaats; ze staan zo ver mogelijk van de uitgangen. Gastoestellen moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en de ermee verbonden besluiten. Het gebruik van kooktoestellen is alleen toegestaan in installaties die speciaal daartoe werden uitgerust. Die installaties worden gecontroleerd door een geaccrediteerde instelling voor de norm NBN D51.006 volgens de voorgeschreven periodiciteit. Het certificaat moet ter beschikking worden gehouden bij controle. Een polyvalent blustoestel met halve bluseenheid in overeenstemming met de normen van de reeks NBEN-3 wordt geplaatst in elk marktkraam dat gebruikmaakt van kooktoestellen zoals frietketels, spitten, apparaten voor hotdogs, beignets, oliebolletjes enz. Het wordt zo geplaatst dat het in alle omstandigheden toegankelijk is. Het wordt jaarlijks gecontroleerd door een bevoegde persoon van een gekwalificeerd bedrijf voor het onderhoud van draagbare blusapparaten (NBN S21050).

### **2. Elektrische installaties :**

Alle door de handelaar gebruikte elektrische installaties zullen conform zijn met de relevante

wetgeving en reglementen. De handelaar zal in geval van controle het inspectieverslag betreffende de wettelijke en verplichte inspectie van zijn toestellen ter beschikking houden. Alle toestellen voor drijfkracht en energiebronnen, zowel enkel draagbaar als vaste in een daarvoor aangepast voertuig, moeten voldoen aan de daarvoor wettelijk vastgestelde en in gebruik zijnde normen, opdat hun werking geen belemmering geven aan personen en opdat hun aanwezigheid geen aanleiding kan vormen tot brand. Bovendien moeten zo beveiligd zijn ten einde elk ongeval te vermijden. De aansluiting- en verbruikskosten voor elektriciteit vallen ten laste van de ambulante handelaars in overeenstemming met het desbetreffende retributiereglement.

## **Artikel 37 – Aansprakelijkheid - Verzekeringen.**

De ambulante handelaar is volledig aansprakelijk voor ongevallen waarvan hijzelf, zijn

aangestelden, zijn personeel en derden op de markt het slachtoffer worden door

toedoen van:

1. de inname van de markt door alle koopwaar, elke installatie, elk voertuig, alle materiaal dat aan hem toebehoort of waarover hij beschikt;
2. de exploitatie van de markt.

De ambulante handelaar is aansprakelijk tegenover het gemeentebestuur voor de schade die wordt veroorzaakt door een fout of nalatigheid van hemzelf of zijn personeel, aan de wegen, verhoogde bermen, voetpaden, bomen, banken, fontein en of openbare voorzieningen die zich op de standplaats of in de onmiddellijke omgeving van de markt bevinden.

De daders van elke beschadiging van welke aard ook kunnen wettelijk worden vervolgd. De toestemming om koopwaar of om het even welke voorwerpen neer te zetten op en tijdens het houden van de gemeentelijke markten houdt niet in dat ze worden bewaakt en bewaard. De betaling van de standplaatsvergoeding wil niet zeggen dat het gemeentebestuur daar speciaal toezicht op houdt.

De ambulante handelaars moeten de nodige verzekeringspolissen nemen als dekking voor alle risico's die voortvloeien uit de inname van de standplaats op de markt, en het gebruik dat ervan wordt gemaakt. De polis moet een clausule bevatten waarin de contracterende maatschappij erkent te hebben kennisgenomen van dit reglement en zich ertoe verbindt alle eruit voortvloeiende risico's en verplichtingen te waarborgen. De maatschappij verbindt zich ertoe het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node in te lichten over elke wijziging, opschorting, opzegging van de polis en er pas gebruik van te maken 30 dagen na de kennisgeving per aangetekende brief aan het gemeentebestuur. De houder van de standplaats moet het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node een eensluidend verklaard afschrift van de polis bezorgen vóór de inname van de standplaats; de ambtenaar van het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node kan op elk moment vragen om daarvan een kopie voor te leggen.

#### **Artikel 38 – Gemeentepersoneel.**

Voor de toepassing van dit reglement moeten de houders van een standplaats zich schikken naar de instructies van de personen of ambtenaren die het College heeft aangesteld.

### **HOOFDSTUK 3. SLOTBEPALINGEN**

#### **Artikel 39 – Bevoegdheid van de marktmeester.**

De marktmeester heeft de bevoegdheid om de documenten te controleren die de toelating en de identiteit aantonen van de personen die een ambulante activiteit uitoefenen.

Hij heeft tevens de meest uitgebreide bevoegdheden om de openbare markt te organiseren in uitvoering van dit reglement of van de beraadslagingen van het College.

#### **Artikel 40 – Belasting op de bezetting van het openbare domein tijdens markten.**

De belasting om een standplaats op een markt te bezetten is onderworpen aan een bijzonder belastingreglement.

De bezetters van een dergelijke standplaats zijn verplicht om belasting te betalen overeenkomstig dit reglement. De eventuele ambulante handelaar(s) die door het College is/zijn aangewezen om de plaatsing van hun collega's op de markt te waarborgen, zal/zullen genieten van de vrijstelling van plaatsrecht.

#### **Artikel 41 – Sancties.**

Onverminderd de toepassing van sancties voorzien door andere wetten, decreten,

verordeningen of reglementen, zal elke inbreuk op dit reglement het College van Burgemeesters en Schepenen toelaten om de toegang tot een standplaats voor een periode van 1 tot 3 maanden te schorsen. Deze maatregel zal enkel worden toegepast wanneer een aangetekende ingebrekestelling zonder gevolg is gebleven. In geval van herhaling kan het College van Burgemeester en Schepenen de definitieve verwijdering van de ambulante handelaar beslissen.

Indien een ambulante handelaar geweld pleegt tegen een derde, zal het College van Burgemeester en Schepenen de ambulante handelaar per aangetekende brief uitnodigen om zich te melden op zijn volgende vergadering. Na hem tijdens deze vergadering te hebben gehoord, zal het College de vrijheid hebben om deze handelaar onmiddellijk en definitief uit te sluiten van alle markten en standplaatsen op het Tennoodse openbare domein. Dit besluit zal per aangetekende brief worden bekendgemaakt. In afwachting van deze beslissing van het College kan de handelaar die een gewelddadige handeling heeft gepleegd, tijdelijk worden verbannen van markten en standplaatsen op het Tennoodse openbare domein. In geval van opschorting of uitsluiting blijven de door de ambulante handelaar betaalde sommen eigendom van het Gemeentebestuur en kan er geen enkele schadevergoeding worden geëist.

#### **Artikel 42 – Inwerkingtreding van dit reglement.**

Dit reglement wordt verzonden naar de Gewestelijke Overheidsdienst van Brussel – Brussel Economie en Werkgelegenheid (Sint-Lazarusplein 2, 1035 Brussel) binnen de maand die volgt op de goedkeuring ervan en treedt in werking op de vijfde dag die volgt op de bekendmaking.

---

27.09.2023/A/0004     **AIS ; accord de collaboration entre la Commune et l' AIS Saint-Josse.**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à l'article 7, 3° de l'Ordonnance du 12 février 1998 portant création des agences immobilières sociales, tel que modifié par l'Ordonnance du 21 décembre 2001, l'ASBL AIS DE SAINT-JOSSE et la Commune de Saint-Josse-ten-Noode sont tenues de conclure un accord de collaboration.

Cet accord de collaboration a pour objet d'organiser les rapports entre l' AIS et la Commune afin de permettre à l' AIS de réaliser les objectifs en vue desquels celle-ci a été constituée.

Cet accord de collaboration est conclu pour une durée déterminée de cinq ans, renouvelable, prenant cours le 1er janvier 2023.

Afin d'aider l' AIS à réaliser son objet social conformément à ses statuts, la Commune verse à l' AIS un subside annuel, sous réserve d'inscription budgétaire et d'approbation du budget par le Conseil communal et les autorités de tutelle.

La Commune met à disposition de l' AIS des logements communaux dans le cadre d'un mandat de gestion.

Les loyers demandés par la Commune ne dépasseront pas les plafonds, à indexer, fixés par l' AG de la Région de Bruxelles-Capitale du 28.02.2008 organisant les AIS (art.14).

A ce jour, la Commune a conclu un mandat de gestion avec l' AIS pour 10 logements.

En conséquence, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à adopter l'accord de collaboration entre l' AIS et la Commune versé en annexe.



**Régie communale autonome de Saint-Josse-ten-Noode ; approbation des comptes annuels et désignation du commissaire réviseur.**

Le Conseil communal,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale et ses articles 12, 13,14 et 16 ;  
Vu la délibération du Conseil d'administration du 20 juin 2023 de la Régie Communal de Saint-Josse-ten-Noode ;  
Vu le contrat de gestion du 15 septembre 2021 entre la commune et la RCA ;  
Considérant que la délibération mieux reprise ci-dessus arrête provisoirement les comptes annuels 2022 de la RCA, approuve son rapport d'activité 2022 contenant l'évaluation du contrat de gestion et entend le rapport du Commissaire-réviseur ;  
Considérant que Monsieur LECOQ, représentant de DGST & PARTNERS, Commissaire-réviseur, a procédé au contrôle légal des comptes et les a présentés au conseil d'administration ;  
Qu'il résulte de cette présentation que les comptes donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la RCA ;  
Qu'au 31 décembre 2022, le total du bilan s'élève à 5.714.252,16 € et le compte de résultat se solde par un bénéfice de l'exercice 2022 de 54.252,43 € (affecté à la réserve disponible), soit un montant supérieur à celui de 2021 ;  
Qu'il résulte de ce qui précède que tous les indicateurs de solvabilité sont bons, tant au niveau des fonds propres, des liquidités que de la rentabilité ;  
Vu la délibération du Conseil d'administration du 16 mars 2023 de la Régie Communal de Saint-Josse-ten-Noode ;  
Vu le marché public de services ayant pour objet ; » mission de révisorat d'entreprise conformément au titre VII du livre IV du code des sociétés » ;  
Considérant que le mandat de DGST & PARTNERS, commissaire-réviseur a pris fin le 31 décembre 2022, qu'à ce titre il y a lieu de désigner un nouveau commissaire-réviseur et pour lequel un nouveau marché public de services mieux repris ci-dessus, a été lancé ;  
Considérant le rapport d'examen des offres du 22 février 2023 et sur base de la sélection qualitative, il y a lieu d'attribuer le marché à Joel BOUAKICHA ;  
Considérant qu'il appartient au Conseil de se prononcer sur les points précités ;

Décide :

Art.1 : d'entendre le rapport d'activité 2022 contenant l'évaluation du contrat de gestion et le rapport 2022 du Commissaire-réviseur.

Art.2 : d'approuver les comptes annuels 2022 de la RCA.

Art.3: de décharger les administrateurs dans le cadre de leur gestion en 2022.

Art.4 : de désigner le commissaire réviseur Joel BOUAKICHA.

---

**Autonome gemeentelijke regie ; goedkeuring van de jaarrekening en benoeming van de commissaris-revisor.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten en artikelen 12, 13,14 en 16 ;  
Gelet op de beraadslaging van de Raad van bestuur van 20 juni 2023 van de Gemeentelijke Regie van Sint-Joost-ten-Node ;  
Gelet op de beheerovereenkomst van 15 september 2021 tussen de gemeente en het AGB ;

Overwegende dat voornoemde beraadslaging de jaarrekening 2022 van het AGB voorlopig goedkeurt, zijn activiteitenverslag 2022 met de evaluatie van de beheerovereenkomst goedkeurt en het verslag van de Commissaris-revisor aanhoort ;  
Overwegende dat de heer LECOQ, vertegenwoordiger van DGST & PARTNERS, Commissaris-revisor, is overgegaan tot de wettelijke controle van de rekeningen en deze heeft voorgelegd aan de Raad van Bestuur ;

Dat op basis van deze presentatie de rekeningen een getrouw beeld geven van het patrimonium en de financiële situatie van het AGB ;

Dat op 31 december 2022 het balanstotaal 5.714.252,16 € bedroeg en de resultatenrekening een overschot van 54.252,43 € (toegewezen aan de beschikbare reserve) vertoonde op het dienstjaar 2022, wat hoger is dan het overschot van 2021 ;

Dat uit het bovenstaande volgt dat alle indicatoren van solvabiliteit goed zijn, zowel op het vlak van eigen fondsen, liquiditeit als rentabiliteit ;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van Bestuur van 16 maart 2023 van de Gemeentelijke Regie van Sint-Joost-ten-Node ;

Gelet op de overheidsopdracht voor diensten met als voorwerp "opdracht van bedrijfsrevisorat overeenkomstig Titel VII van Boek IV van het Wetboek van Vennootschappen";

Overwegende dat het mandaat van DGST & PARTNERS, commissaris-revisor, op 31 december 2022 is afgelopen, dat er bijgevolg een nieuwe commissaris-revisor moet worden aangesteld en waarvoor een nieuwe overheidsopdracht voor diensten, zoals hierboven vermeld, werd gelanceerd ;

Overwegende het onderzoeksverslag van de offertes van 22 februari 2023 en op basis van de kwalitatieve selectie, dient de opdracht te worden gegund aan Joel BOUAKICHA;

Overwegende dat het aan de Raad is om over de bovengenoemde punten te beslissen;

Beslist :

Art.1: het activiteitenverslag 2022 met de evaluatie van de beheerovereenkomst en het verslag 2022 van de Commissaris-revisor te horen.

Art.2: de jaarrekening 2022 van het AGB goed te keuren.

Art.3: kwijting te verlenen aan de bestuurders voor hun beheer in 2022.

Art.4: Joel BOUAKICHA te benoemen als commissaris-revisor.

---

27.09.2023/A/0006

**Vêtements de travail, de chaussures et d'équipements de sécurité pour l'année 2024 - Reconductible tacitement 3 fois ; Approbation des conditions et du mode de passation ; Procédure ouverte.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 (procédure ouverte) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2023/4410 relatif au marché “Vêtements de travail, de chaussures et d'équipements de sécurité pour l'année 2024 - Reconductible tacitement 3 fois ” établi par le Département administratif des marchés publics ;

Considérant que ce marché est divisé en :

- \* Lot 1 (Personnel Technique ), estimé à 75.543,02 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 1 (Personnel Technique ), estimé à 75.543,02 € (21% TVA comprise) ;
- ;
- \* Reconduction 2 (Personnel Technique ), estimé à 75.543,02 € (21% TVA comprise) ;
- ;
- \* Reconduction 3 (Personnel Technique ), estimé à 75.543,02 € (21% TVA comprise) ;
- ;
- \* Lot 2 (Chaussures de sécurité ), estimé à 16.353,25 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 1 (Chaussures de sécurité ), estimé à 16.353,25 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 2 (Chaussures de sécurité ), estimé à 16.353,25 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 3 (Chaussures de sécurité ), estimé à 16.353,25 € (21% TVA comprise) ;
- \* Lot 3 (Equipements de sécurité ), estimé à 14.129,11 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 1 (Equipements de sécurité ), estimé à 14.129,11 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 2 (Equipements de sécurité ), estimé à 14.129,11 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 3 (Equipements de sécurité ), estimé à 14.129,11 € (21% TVA comprise) ;
- \* Lot 4 (Equipement de protection pour soudeurs ), estimé à 1.376,86 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 1 (Equipement de protection pour soudeurs ), estimé à 1.376,86 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 2 (Equipement de protection pour soudeurs ), estimé à 1.376,86 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 3 (Equipement de protection pour soudeurs ), estimé à 1.376,86 € (21% TVA comprise) ;
- \* Lot 5 (Technicien(ne)s de surface ), estimé à 5.639,57 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 1 (Technicien(ne)s de surface ), estimé à 5.639,57 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 2 (Technicien(ne)s de surface ), estimé à 5.639,57 € (21% TVA comprise) ;
- \* Reconduction 3 (Technicien(ne)s de surface ), estimé à 5.639,57 € (21% TVA comprise) ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 452.167,24 € (21% TVA comprise) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que cette estimation dépasse les seuils d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles appropriés du budget ordinaire de l'exercice 2024 et suivants ;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2023/4410 et le montant estimé du marché "Vêtements de travail, de chaussures et d'équipements de sécurité pour l'année 2024 - Reconductible tacitement 3 fois ", établis par le Département administratif des marchés publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 452.167,24 € (21% TVA comprise).
- de passer le marché par la procédure ouverte.
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux articles appropriés du budget ordinaire de de l'exercice 2024 et suivants.

---

**Levering van werkkledij, schoenen en veiligheidsuitrusting voor de jaar 2023 - Stilzwijgend verlengbaar 3 maal ; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze ; Openbare procedure.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36 (openbare procedure) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Levering van werkkledij, schoenen en veiligheidsuitrusting voor de jaar 2023 - Stilzwijgend verlengbaar 3 maal" een bestek met nr. 2023/4410 werd opgesteld door het Administratief departement overheidsopdrachten;

Overwegende dat deze opdracht als volgt is opgedeeld:

\* Perceel 1 ( Technisch personeel), raming: 75.543,02 € (21% BTW inclusief);

- \* Verlenging 1 ( Technisch personeel), raming: 75.543,02 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 2 ( Technisch personeel), raming: 75.543,02 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 3 ( Technisch personeel), raming: 75.543,02 € (21% BTW inclusief);
- \* Perceel 2 ( Veiligheidschoenen), raming: 16.353,25 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 1 ( Veiligheidschoenen), raming: 16.353,25 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 2 ( Veiligheidschoenen), raming: 16.353,25 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 3 ( Veiligheidschoenen), raming: 16.353,25 € (21% BTW inclusief);
- \* Perceel 3 ( Veiligheidsuitrusting), raming: 14.129,11 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 1 ( Veiligheidsuitrusting), raming: 14.129,11 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 2 ( Veiligheidsuitrusting), raming: 14.129,11 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 3 ( Veiligheidsuitrusting), raming: 14.129,11 € (21% BTW inclusief);
- \* Perceel 4 ( Beschermingsuitrusting voor lassers ), raming: 1.376,86 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 1 ( Beschermingsuitrusting voor lassers ), raming: 1.376,86 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 2 ( Beschermingsuitrusting voor lassers ), raming: 1.376,86 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 3 ( Beschermingsuitrusting voor lassers ), raming: 1.376,86 € (21% BTW inclusief);
- \* Perceel 5 ( Schoonmakers / schoonmaakster ), raming: 5.639,57 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 1 ( Schoonmakers / schoonmaakster ), raming: 5.639,57 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 2 ( Schoonmakers / schoonmaakster ), raming: 5.639,57 € (21% BTW inclusief);
- \* Verlenging 3 ( Schoonmakers / schoonmaakster ), raming: 5.639,57 € (21% BTW inclusief);

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 452.167,24 € (21% BTW inclusief);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat deze raming de limieten van de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt ingeschreven is op de betreffende artikelen van de gewone begroting van dienstjaar 2024 en volgende ;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023/4410 en de raming voor de opdracht “ Levering van werkkledij, schoenen en veiligheidsuitrusting voor de jaar 2023 - Stilzwijgend verlengbaar 3 maal”, opgesteld door het Administratief departement overheidsopdrachten. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 452.167,24 € (21% BTW inclusief).
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.
- deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
- om deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op de betreffende artikelen van de gewone begroting van dienstjaar 2024 en volgende.

**Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises ».**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 2, 6° et 47 §2 qui dispensent les pouvoirs adjudicateurs de l'obligation d'organiser eux-mêmes une procédure de passation lorsqu'ils recourent à une centrale d'achat et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant le marché passé par l'Bruxelles Environnement, marché ayant pour objet « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises », valant également centrale d'achat pour les communes et les villes ;

Considérant le Cahier Spécial des Charges 2022K0258 « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » rédigé par Bruxelles Environnement ;

Considérant que la présente centrale d'achat est ouverte à l'ensemble des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que ces fournitures peuvent se faire via cette centrale d'achat passée par Bruxelles Environnement ;

Considérant que le fait d'adhérer à une centrale d'achat permet d'effectuer des économies d'échelle ;

Considérant qu'il n'y a pas d'obligation pour la commune de passer commande via Bruxelles Environnement et que la commune reste libre d'organiser elle-même un marché public ;

Considérant qu'en cas de commande auprès de la société adjudicataire, la commune est responsable des délais de paiement pour ses propres commandes et de l'exécution du marché public ;

Considérant qu'en cas d'incident dans le cadre de l'exécution ou de litige à naître entre l'adjudicataire et la commune, la commune sera tenue de prendre les mesures nécessaires auprès de l'adjudicataire suite à cet incident ou ce litige ;

Considérant que les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins de l'administration communale ;

Considérant que le montant estimé global du marché valant centrale d'achat s'élève à 3.025.000,76€ TVA comprise ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense peuvent être inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2023 et suivants, aux articles se terminant par 123/02 et 124/02 ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'adhérer au marché « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises» valant centrale d'achat pour l'ensemble

des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Décide :

- d'approuver l'adhésion de la commune de Saint-Josse-ten-Noode au « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » valant centrale d'achat pour l'ensemble des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour les années 2013 et suivantes, passé par Bruxelles Environnement ;
- d'approuver les conditions établies dans le cadre du marché et d'adhérer sans réserve au Cahier Spécial des Charges 2022K0258 « Fourniture d'articles de bureau et de papeterie durables destinés aux membres du personnel de Bruxelles Environnement sous la forme d'une centrale d'achat pour les administrations bruxelloises » ;
- de respecter le secret des affaires et la confidentialité. Aucun prix ne pourra être diffusé en dehors des formalités à accomplir dans le cadre des procédures de droit administratif ;
- de payer directement les commandes à l'adjudicataire dans les délais prévus par le cahier spécial des charges, et ne fera en aucun cas supporter des non paiements à Bruxelles Environnement. De même, les éventuels intérêts dus en cas de retard de paiement resteront exclusivement à charge de la commune ;
- d'inscrire les crédits suffisants aux articles se terminant par \*\*\*/123/02 et \*\*\*\*124/02 du budget ordinaire de l'exercice 2023 et suivants ;
- de collaborer activement dans toute demande d'évaluation du dispositif ;

---

**Aansluiting van de gemeente Sint-Joost-ten-Noode bij de aankoopcentrale “Levering van duurzame kantoor- en papierbenodigheden bestemd voor de personeelsleden van Leefmilieu Brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de Brusselse besturen”.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen ; Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, inzonderheid artikelen 2, 6° en 47 §2, die de aanbestedende overheden vrijstelt van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren wanneer ze een beroep doen op een aankoopcentrale en artikel 43 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen ;

Overwegende de opdracht gegund door Leefmilieu Brussel, opdracht met als voorwerp « levering van duurzame kantoor- en papierbenodigheden bestemd voor de personeelsleden van leefmilieu brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de brusselse besturen. », tevens geldende als aankoopcentrale voor de steden en de gemeenten ;

Overwegende het Bijzonder Bestek 2022K0258 « levering van duurzame kantoor- en papierbenodigheden bestemd voor de personeelsleden van leefmilieu brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de brusselse besturen. » opgesteld door

Leefmilieu Brussel ;

Overwegende dat deze aankoopcentrale geopend is voor alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze leveringen kunnen worden uitgevoerd via deze aankoopcentrale gegund door Leefmilieu Brussel ;

Overwegende dat aansluiten bij een aankoopcentrale toelaat om schaalvoordelen te verwezenlijken ;

Overwegende dat er geen verplichting is voor de gemeente om een bestelling te plaatsen via Leefmilieu Brussel en dat de gemeente vrij blijft om zelf een overheidsopdracht te organiseren ;

Overwegende dat in geval van bestelling bij de opdrachtnemende firma, de gemeente verantwoordelijk is voor de betalingstermijnen voor haar eigen bestellingen en voor de uitvoering van de overheidsopdracht ;

Overwegende dat in geval van een incident in het kader van de uitvoering of een geschil dat zou ontstaan tussen de opdrachtnemer en de gemeente, de gemeente de nodige maatregelen zal dienen te nemen bij de opdrachtnemer ingevolge dit incident of geschil ;

Overwegende dat de bestelbonnen zullen worden opgesteld naargelang de noden van de verschillende departementen van het gemeentebestuur ;

Overwegende dat het totale geraamde bedrag van de opdracht geldend als aankoopcentrale 3.025.000,76 € incl. BTW ;

Overwegende dat de kredieten die deze uitgave mogelijk maken kunnen worden ingeschreven op de gewone begroting van dienstjaar 2023 en volgende, op artikels eindigend met 123/02 en 124/02 ;

Overwegende dat wordt voorgesteld, rekening houdende met de voornoemde elementen, om aan te sluiten bij de overheidsopdracht « levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van leefmilieu brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de brusselse besturen.» geldend als aankoopcentrale voor alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Beslist :

- om de aansluiting goed te keuren van de gemeente Sint-Joost-ten-Node bij de overheidsopdracht « levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van leefmilieu brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de brusselse besturen.» geldend als aankoopcentrale voor alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de jaren 2023 en volgende, gegund door Leefmilieu Brussel;

- om de voorwaarden goed te keuren vastgesteld in het kader van de opdracht en zonder voorbehoud aan te sluiten bij Bijzonder Bestek 2022K0258 «levering van duurzame kantoor- en papierbenodigdheden bestemd voor de personeelsleden van leefmilieu brussel in de vorm van een aankoopcentrale voor de brusselse besturen » ;

- om het bedrijfsgeheim en de vertrouwelijkheid te respecteren. Er zal geen enkele prijs mogen worden verspreid buiten de te vervullen formaliteiten in het kader van de administratiefrechtelijke procedures ;

- om de bestellingen rechtstreeks aan de opdrachtnemer te betalen binnen de termijnen voorzien door het bijzonder bestek, en zal in geen enkel geval niet-betalingen ten laste doen komen van Leefmilieu Brussel. Eveneens zullen eventuele verschuldigde interesten in geval van laattijdige betaling uitsluitend ten laste blijven van de gemeente ;

- om de voldoende kredieten in te schrijven op artikels eindigend met 123/02 en 124/02 van de gewone begroting van dienstjaar 2023 en volgende ;

- om actief mee te werken aan iedere vraag tot evaluatie van de apparatuur ;

- om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de



Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aansluiting te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de ondertekening van de hierbij gevoegde aansluitingsovereenkomst.

---

27.09.2023/A/0008 **Association de droit public « Les Cuisines Bruxelloises » – Adaptation du prix des potages et des repas scolaires 2023-2024.**

Le Conseil communal,

Vu que le Conseil d'Administration des Cuisines Bruxelloises en sa séance du 25 avril 2023 a approuvé le principe d'une **indexation** du prix des potages et des repas scolaires pour l'année scolaire 2023-2024 ;

Vu que les prix de vente de la commune de Saint-Josse-ten-Noode se traduisent de la façon suivante, en arrondissant l'affichage à deux décimales :

Saint-Josse-ten-Noode	Prix de vente actuel HTVA	Augmentation de prix de 11,41%	Nouveau prix HTVA	Prix de vente actuel TVAC
Maternelle	3,09 €	0,36 €	3,45 €	3,65 €
Primaire	3,26 €	0,38 €	3,64 €	3,85 €
Adulte	3,63 €	0,42 €	4,05 €	4,29 €
Potage au litre	1,23 €	0,14 €	1,37 €	1,45 €

Vu que les Cuisines Bruxelloises assurent l'encaissement des repas scolaires directement auprès des parents dont l'enfant fréquente les repas scolaires dans nos écoles ;

Vu que les tarifs facturés durant l'année scolaire 2022/2023 étaient les suivants :

Prix pratiqués auprès des parents - décision de la commune	Section	Intitulé	Tarif 2022/2023 TVAC
	Maternelle	Tarif commune de Saint-Josse	3,28 €
Ecoles communales de Saint-Josse-ten-Noode	Primaire	Tarif commune de Saint-Josse	3,46 €
	Adulte	Tarif commune de Saint-Josse	3,85 €

Considérant que le prix de vente aux parents dont les enfants fréquentent les repas scolaires sont fixés par la commune de Saint-Josse-ten-Noode, les Cuisines Bruxelloises doivent connaître la position de la commune sur les éventuelles nouvelles tarifications à appliquer ;

Décide :

D'approuver le principe une **indexation** du prix des potages et des repas scolaires pour la rentrée scolaire 2023-2024.

Exercices budgétaires : 2023

Article : 7030/124/23

---

**Publiekrechtelijke vereniging “De Brusselse Keukens” ; Aanpassing van de prijs van de soepen en de schoolmaaltijden 2023-2024.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het feit dat de Bestuursraad van de Brusselse Keukens in zitting van 25 april 2023 het principe heeft goedgekeurd van een **prijsindexering** van de schoolmaaltijden voor het schooljaar 2023-2024 ;

De verkoopprijzen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node zich als volgt, met afronding van de weergave op twee decimalen :

Sint-Joost-ten-Node	Actuele verkoopprijzen excl.BTW	Prijsverhoging van 11,41%	Nieuwe verkoopprijzen excl.BTW	Voorgestelde prijzen incl. BTW
Kleuter	3,09 €	0,36 €	3,45 €	3,65 €
Lager	3,26 €	0,38 €	3,64 €	3,85 €
Volwassene	3,63 €	0,42 €	4,05 €	4,29 €
Soep per liter	1,23 €	0,14 €	1,37 €	1,45 €

Wij herinneren eraan dat de Brusselse keukens de schoolmaaltijden rechtstreeks verhalen bij de ouders van wie het kind de schoolmaaltijden op onze scholen nuttigt.

De gefactureerde tarieven gedurende het schooljaar 2022/2023 waren de volgende :

Prijs gehanteerd bij de ouders-beslissing van de gemeente	Afdeling	Titel	Tarief 2022-2023 incl. BTW
	Kleuter	Tarief gemeente Sint-Joost	3,28 €
Gemeentescholen Sint-Joost-ten-Node	Lager	Tarief gemeente Sint-Joost	3,46 €
	Volwassene	Tarief gemeente Sint-Joost	3,85 €

Overwegende dat gezien de verkoopprijs aan ouders waarvan de kinderen schoolmaaltijden gebruiken, wordt vastgesteld door de gemeente Sint-Joost-ten-Node, de Brusselse Keukens het standpunt dienen te kennen van de gemeente over eventuele nieuwe toe te passen tarieven ;

Beslist :

Om het principe goed te keuren van een **prijsindexering** van de schoolmaaltijden voor het schooljaar 2023-2024.

Begrotingsjaar : 2023

Artikel : 7030/124/23

---

27.09.2023/A/0009 **Enseignement; projet "A L'Ecole"; prolongation de la convention de collaboration pour l'année civile 2023.**

Le Conseil communal,

Vu la Note de Politique Générale 2012-2018 adoptée par le Conseil communal ;  
Vu la mise en place au cours de l'année scolaire 2013-2014 du projet "A L'Ecole" au sein des 5 établissements scolaires fondamentaux communaux francophones ;

Vu également la mise en place d'un prestataire-ALE au sein du Lycée Guy Cudell et l'élargissement du dispositif à l'école fondamentale communale néerlandophone "Sint-Joost-aan-Zee" ;

Vu la globalisation de ces différents projets dans une même convention depuis le 1er janvier 2017 ;

Vu le souhait, depuis l'année civile 2020, d'élargir les prestations des prestataires-ALE de 10h à 12h, pendant les périodes hivernales, dans les 5 écoles fondamentales communales francophones afin de distribuer la soupe et d'effectuer le nettoyage du matériel nécessaire à la distribution de la soupe, ainsi que d'effectuer l'accompagnement des enfants à la piscine ;

Considérant qu'une nouvelle convention définissant les modalités de collaboration pour l'année civile 2023 a été réalisée ;

Vu que l'asbl para-communale A.I.S.S.J. est incluse dans ladite proposition de convention ;

Décide :

- D'approuver et de signer la nouvelle proposition tripartite entre l'Agence Locale pour l'Emploi de Saint-Josse-ten-Noode, la Commune et l'asbl A.I.S.S.J. permettant la poursuite du dispositif du projet "A L'Ecole" au sein des 7 établissements scolaires précités durant l'année civile 2022;
- De prendre en charge financièrement le projet ;
- D'imputer les dépenses aux articles budgétaires 7210/124/06, 7220/124/06, 7310/124/06 du budget ordinaire de l'exercice 2023.

---

**Onderwijs; project "Op School; verlenging van de samenwerkingsovereenkomst voor het dienstjaar 2023.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Algemene Beleidsnota 2012-2018 goedgekeurd door de Gemeenteraad ;

Gelet op het tot stand brengen in de loop van het schooljaar 2013-2014 van het project "Op School" binnen de 5 Franstalige gemeentelijke basisscholen ;

Gelet tevens op de aanstelling van een PWA-dienstverlener binnen het Guy Cudell Lyceum en de uitbreiding van de voorziening in de Nederlandstalige basisschool "Sint-Joost-aan-Zee" ;

Gelet op de globalisatie van deze verschillende projecten in een zelfde overeenkomst sedert 1 januari 2017 ;

Overwegende de wens, sinds het jaar 2020, om de prestaties van de PWA-dienstverleners uit te breiden van 10u tot 12u, gedurende de winterperiode, in de 5 Franstalige gemeentelijke basisscholen om de soep te verdelen en de reiniging van het materiaal uit te voeren dat nodig is voor de verdeling van de soep, alsook om de begeleiding van de kinderen naar het zwembad te verzekeren;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst met vaststelling van de

samenwerkingsmodaliteiten voor het kalenderjaar 2023 werd opgesteld ;  
Gezien de paracommunale vzw A.I.S.S.J. inbegrepen is in dit voorstel van  
overeenkomst ;

Beslist :

- Om de tripartiete overeenkomst goed te keuren en te ondertekenen tussen het Plaatselijk Tewerkstellingsagentschap van Sint-Joost-ten-Node, de Onderwijsdepartementen en de vzw A.I.S.S.J. die de voortzetting mogelijk maakt van het project "Op School" binnen de 7 voornoemde scholen gedurende kalenderjaar 2023;
- Om het project financieel ten laste te nemen ;
- Om de uitgaven te boeken op de begrotingsartikelen 7211/124-06, 7221/124-06 van de gewone begroting van dienstjaar 2023.

---

27.09.2023/A/0010 **Rue des Deux Eglises 103-111; Marché de travaux pour l'isolation des façades et des pignons et le remplacement des châssis de l'immeuble ; Approbation des conditions et du mode de passation.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 29 juin 2021 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Deux Eglises 103-111 - Marché de travaux pour l'isolation des façades et des pignons et le remplacement des châssis de l'immeuble" à Archigraph DM sprl, 11A, Place de la Gare à 1420 Braine l'Alleud ;

Considérant le cahier des charges N° 2023/4469 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Archigraph DM sprl, 11A, Place de la Gare à 1420 Braine l'Alleud ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 970.573,75 € (6% TVA comprise) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense fera l'objet d'une inscription au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 9220-724-60 ;  
Considérant que ce crédit sera financé par emprunt ;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2023/4469 et le montant estimé du marché "Deux Eglises 103-111 - Marché de travaux pour l'isolation des façades et des pignons et le remplacement des châssis de l'immeuble", établis par l'auteur de projet, Archigraph DM sprl, 11A, Place de la Gare à 1420 Braine l'Alleud. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 970.573,75 € (6% TVA comprise).
- de passer le marché par la procédure ouverte.
- de compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.
- de transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 9220-724-60.

---

**Tweekerkenstraat 103-111; Opdracht van werken voor de isolatie van de gevels en puntgevels en de vervanging van de ramen van het gebouw ; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 29 juni 2021 betreffende de gunning van de ontwerp-opdracht voor de opdracht "Tweekerkenstraat 103-111 – Opdracht van werken voor de isolatie van de gevels en puntgevels en de vervanging van de ramen van het gebouw." aan Archigraph DM sprl, 11A, Place de la Gare te 1420 Braine l'Alleud;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht een bestek met nr. 2023/4469 werd opgesteld door de ontwerper, Archigraph DM sprl, 11A, Place de la Gare te 1420 Braine l'Alleud;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 970.573,75 € (6% BTW inclusief);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel 9220-724-60 van de buitengewone begroting;

Overwegende dat deze uitgave zal worden gefinancierd door een lening;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2023/4469 en de raming voor de opdracht "Tweekerkenstraat 103-111 – Opdracht van werken voor de isolatie van de gevels en puntgevels en de vervanging van de ramen van het gebouw.", opgesteld door de ontwerper, Archigraph DM sprl, 11A, Place de la Gare te 1420 Braine l'Alleud. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 970.573,75 € (6% BTW inclusief).

- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

- deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

- de uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2023, op artikel 9220-724-60 van de buitengewone begroting.

---

27.09.2023/A/0011 **Marché pour l'acquisition et entretien d'un camion benne basculante polyvalent pour la Propreté Publique ; Approbation des conditions et du mode de passation; Procédure négociée directe avec publication préalable; estimation de 254.100,00 € TVAC.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 215.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;  
Vu qu'au mois de juillet de l'année 2022, un rapport avec le cahier de charge et avis de marché étaient proposés pour le Conseil et que ce point était passé en séance du 14 septembre 2022 ;  
Vu que pour des raisons de gestion interne au sein de notre département, le dossier n'a pu se poursuivre et proposons de le remettre pour un prochain Conseil ;  
Considérant le cahier des charges N° 2022/4268 relatif au marché "Marché pour l'acquisition et entretien d'un camion benne basculante polyvalent pour la Propreté Publique" établi par le Département des Travaux Publics ;  
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 254.100,00 € (21% TVA comprise) (pour la fourniture et les entretiens);  
Considérant qu'une partie des coûts sera subsidiée par l'autorité subsidiante de la Région de Bruxelles-Capitale - Bruxelles Propreté, pour un montant de 160.000,00 € ;  
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;  
Considérant que le crédit permettant cette dépense relative à l'acquisition du camion benne basculante polyvalent, estimé à 229.900,00 euros tva comprise est inscrit à l'article 8760-743-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, et sera financé par emprunt ;  
Considérant que le crédit permettant la dépense relative aux entretiens, estimé à 4.840,00 euros tva comprise par an pour ceux du camion à 3.630,00 euros tva comprise et la saleuse à 1.210,00 euros tva comprise du budget ordinaire des exercices 2024 et suivants à l'article 8760-127-06 et pour diverses fournitures (non encore précisé) à l'article 8760-127-02 sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2022/4268 et le montant estimé du marché "Marché pour l'acquisition et entretien d'un camion benne basculante polyvalent pour la Propreté Publique", établis par le Département des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 254.100,00 € (21% TVA comprise) (pour la fourniture et les entretiens);
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable ;
- de solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante de la Région de Bruxelles Capitale – Bruxelles Propreté pour un montant de 160.000,00 € ;
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;
- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;
- de financer cette dépense la dépense relative à l'acquisition du camion benne basculante polyvalent, estimée à 229.900,00 € TVAC à l'article 8760/743/53 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 pour la fourniture;
- de financer la dépense relative à l'acquisition du camion benne basculante polyvalent par emprunt pour la partie non couverte par le subside ;
- de financer la dépense relative aux entretiens, estimée 4.840,00 euros tva comprise par an pour ceux du camion à 3.630,00 euros tva comprise et la saleuse à 1.210,00 euros tva comprise du budget ordinaire des exercices 2024 et suivants à l'article 8760-127-06 et pour diverses fournitures (non encore précisé) à l'article 8760-127-02 sous réserve d'approbation du budget par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle.

---

**Opdracht voor de levering en onderhoud van een multifunctionele kiepwagen voor**

**de openbare netheid; Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze;  
Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;  
raming van 254.100,00 € btw inbegrepen.**

De Raad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 215.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn wijzigingen;

Gelet op het feit dat in juli 2022 een verslag met bestek en een aankondiging van de opdracht aan de Raad zijn voorgesteld en dat dit punt in de vergadering van 14 september 2022 is besproken;

Gelet het feit dat het dossier om redenen van intern beheer binnen onze dienst niet kon worden voortgezet en wij voorstellen het uit te stellen tot een volgende Raadsvergadering;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Opdracht voor de levering en onderhoud van een multifunctionele kiepwagen voor de openbare netheid” een bestek met nr. 2022/4268 werd opgesteld door Afdeling Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 254.100,00 € (21% BTW inclusief) (voor de levering en onderhouden);

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door instantie Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Brusselse netheid, voor een bedrag van 160.000,00 €;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het krediet dat deze uitgaven in verband met de aankoop van de multifunctionele kiepwagen mogelijk maakt, geraamd op 229.900,00 euro incl. btw, is opgenomen in artikel 8760-743-53 van de buitengewone begroting voor het jaar 2023, en met geleend geld zal worden gefinancierd;

Overwegende dat het krediet voor de uitgaven in verband met onderhoud, geraamd op 4.840,00 euro incl. BTW per jaar voor die van de vrachtwagen op 3.630,00 euro incl. BTW en de strooier op

1.210,00 euro incl. BTW van de gewone begroting van de begrotingsjaren 2024 en volgende in artikel 8760-127-06 en voor diverse (nog niet gespecificeerde) leveringen



in artikel 8760-127-02 onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid;

Beslist :

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2022/4268 en de raming voor de opdracht “Opdracht voor de levering en onderhoud van een multifunctionele kiepwagen voor de openbare netheid”, opgesteld door Afdeling Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 254.100,00 € (21% BTW inclusief) (voor de levering en onderhouden);
- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;
- een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Brusselse netheid voor een bedrag van 160.000,00 € BTW inclusief;
- de aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau;
- deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken;
- ter financiering van deze uitgaven de uitgaven in verband met de aankoop van de multifunctionele kiepwagen, geraamd op 229.900,00 euro BTW, opgenomen in artikel 8760/743/53 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2023 voor de levering;
- de uitgaven in verband met de aanschaf van de multifunctionele kiepwagen te financieren door leningen aan te gaan voor het gedeelte dat niet door de subsidie wordt gedekt;
- de uitgaven in verband met het onderhoud, geraamd op 4.840,00 euro incl. BTW per jaar voor die van de vrachtwagen op 3.630,00 euro incl. BTW en de zoutstrooier op 1.210,00 euro incl. BTW te financieren uit de gewone begroting voor de begrotingsjaren 2024 en volgende op artikel 8760-127-06 en voor diverse (nog niet gespecificeerde) leveringen op artikel 8760-127-02 onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de gemeenteraad en de toezichthoudende overheid.

---

27.09.2023/A/0012 **Règlement communal du parc canin ; approbation.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 17 mai 2023 adoptant le règlement communal relatif à la création d'un parc canin;

Vu l'arrêté d'annulation du 14 juin 2023 du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en son article 117 ;

Vu l'article 4 de la Loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, lequel dispose qu' « un *animal habituellement ou continuellement attaché ou enfermé doit pouvoir disposer de suffisamment d'espace et de mobilité, conformément à des besoins physiologiques et éthologiques* » ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant que l'article 110 du règlement précité prévoit que : « *Sauf réglementation ou signalisation particulière, les animaux doivent être maintenus par tout moyen, et au minimum par une laisse courte, à tout endroit de l'espace public, en ce compris dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.* » ;

Que l'article 111 dispose que : « *Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde même occasionnellement ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux : n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ; n'endommagent pas les plantations, fleurs, arbres, arbustes, bois de chauffe ou autres objets se trouvant sur l'espace public ; ne causent pas de tort aux autres animaux.* »

Que l'article 112 interdit sur l'espace public :

1. *« de laisser divaguer un animal quelconque. Les animaux divaguant seront placés conformément à la réglementation relative à la protection et au bien-être des animaux ;*
2. *[ ...]*
3. *de se trouver avec des animaux agressifs ou enclins à mordre des personnes ou d'autres animaux, s'ils ne sont pas muselés ou s'ils sont porteurs de maladies contagieuses. Cette disposition est également applicable dans les lieux accessibles au public ;*
4. *de se trouver avec un animal ou des animaux dont le nombre, le comportement ou l'état de santé pourrait porter atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique ;*
5. *d'exciter son chien à l'attaque ou à l'agressivité ou de le laisser attaquer ou poursuivre des passants, même s'il n'en résulte aucun mal ou dommage. Cette disposition ne s'applique pas aux services de police ;*
6. *de se trouver avec des animaux dangereux ou de les y exposer, même dans des cages ou véhicules fermés. Cette interdiction n'est pas applicable aux cirques ambulants traversant la commune ou autorisés à s'y installer. Par animal agressif ou dangereux, il faut entendre tout animal qui par la volonté du maître, par le manque de surveillance de celui-ci ou pour toute autre raison intimidante, inconfortable, provoque toute personne ou porte atteinte à la sécurité publique, à la commodité du passage et aux relations de bon voisinage ;*
7. *[ ...] » ;*

Que l'article 113 prévoit que « *sauf autorisation de l'autorité compétente, le dressage de tout animal est interdit sur l'espace public* » ;

Que l'article 115 dispose que « *le maître ou le gardien de l'animal est tenu de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public, à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet* » ;

Que l'article 117 interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires de jeux ;

Que l'article 119 interdit de relâcher des animaux domestiques sur la voie publique, dans les parcs, les pièces d'eau et les fontaines ;

Considérant que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode est la plus petite commune de la Région de Bruxelles-Capitale et la plus densément peuplée ;

Considérant le peu d'espaces verts dans certains quartiers de la Commune ;

Considérant que la plupart des espaces verts sont de petite taille ;

Considérant que les chiens représentent de nombreuses sources de bienfaits pour l'être humain, en particulier en ville, tant au niveau social, affectif, psychologique, que thérapeutique (remède au stress, à la dépression, amélioration de la condition physique...)

Considérant qu'une part importante des habitants de la Commune ne disposent pas de jardins ;

Qu'il convient par conséquent de créer un espace de liberté approprié pour chiens, dénommé ci-après « parc canin » ;

### **Décide :**

D'adopter le Règlement communal relatif à la création d'un espace de liberté pour chiens repris ci-après :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un espace de liberté pour chiens est créé au parc Traversière sis Rue Traversière 17, 1210 Bruxelles.

**Article 2.** L'accès au parc canin est libre et gratuit. Le parc canin est accessible de 10h à 18h tous les jours.

Le parc n'est pas surveillé.

**Article 3. §1<sup>er</sup>.** Les chiens sont les seuls animaux autorisés dans le parc, conformément aux modalités définies ci-après.

**§2.** Ceux-ci sont âgés de minimum 3 mois, identifiés et enregistrés.

**§3.** Le parc canin est accessible à tout chien dont le comportement est socialement adapté aux autres chiens et aux humains.

**§4.** Les chiens considérés comme agressifs et/ou dangereux envers les autres chiens et/ou humains doivent obligatoirement porter une muselière.

Cette obligation s'applique pour :

- a. Tout chien ayant déjà provoqué des morsures ayant notamment justifié le dépôt d'une plainte.
- b. Tout chien qui grogne et montre les dents sur une durée continue.
- c. Tout chien qui se débat de son accompagnant.
- d. Tout chien qui adopte tout autre comportement menaçant ou violent envers les autres animaux ou les humains.

**§5.** En cas de comportement effectivement agressif et/ou dangereux, le chien peut être expulsé et interdit d'accès.

**Article 4.** Les chiens doivent être accompagnés d'une personne âgée de minimum 16 ans. Les enfants de moins de 16 ans doivent être accompagnés d'un adulte. Seuls les accompagnants des chiens peuvent accéder au parc canin (une personne par chien ou, à défaut, 2 personnes : un adulte accompagnant un enfant de moins de 16 ans).

Pour des raisons de sécurité, il est déconseillé d'amener de jeunes enfants au parc canin.

Les professionnels canins ne peuvent donner des leçons dans le parc canin.

**Article 5. §1<sup>er</sup>.** La limite maximale dans le parc canin est fixée à 2 chiens par visiteur et à 10 chiens présents en même temps dans le parc canin.

**§2.** L'entrée et la sortie du parc canin se font grâce à un sas de sécurité. Il est demandé aux visiteurs de :

- S'assurer que le sas reste toujours bien fermé par au moins une porte.
- Garder son chien en laisse jusqu'à l'intérieur du sas et le libérer à cet endroit lorsque les deux portes sont fermées.
- Ouvrir la porte qui donne sur le parc uniquement lorsque son chien est calme et qu'il n'y a pas d'autres chiens à proximité.

Seul un chien à la fois peut se trouver dans le sas. Par exception, deux chiens peuvent se trouver en même temps dans le sas pour autant qu'ils appartiennent tous deux au même accompagnant.

**Article 6. §1<sup>er</sup>.** La personne accompagnant le chien doit demeurer en tout temps dans le parc, avoir une laisse en sa possession, rester en contrôle de son chien et l'avoir constamment sous sa surveillance.

Chaque chien doit porter un collier qui permettra à son accompagnant de le rattacher

en laisse en cas de nécessité. Tout collier pouvant blesser le chien qui le porte ou les autres chiens (collier à piques, étrangleur, électrique, ...) est strictement interdit.

§2. Toute violence physique ou verbale vis-à-vis d'un chien est interdite.

§3. La personne accompagnant le chien doit s'assurer que le comportement de son animal n'incommode pas les autres propriétaires. Tout chien montrant des signes d'agressivité ou de mal-être doit être sorti du parc immédiatement et en douceur.

**Article 7.** Les poussettes, landaus, vélos, trottinettes ou autres véhicules ne sont pas autorisés dans le parc canin.

**Article 8.** L'Administration communale de Saint-Josse décline toute responsabilité en cas d'accident ou incident de quelque nature que ce soit qui pourrait subvenir dans ou aux abords du parc canin.

La personne accompagnant le chien est pleinement responsable de son chien et des éventuels accidents, incidents ou dégradations qu'il peut provoquer.

Le propriétaire du chien doit être correctement assuré pour son animal .

**Article 9. §1<sup>er</sup>.** Les chiens doivent être correctement identifiés et enregistrés (puce/tatouage et médaille). La personne accompagnant le chien doit être capable de présenter le passeport de l'animal à la demande d'un agent qualifié.

§2. Les chiens doivent être exempts de maladies contagieuses et/ou parasitaires. Tout chien pénétrant dans le parc canin doit avoir été correctement traité contre les parasites internes et externes et doivent être en ordre de vaccination.

§3. Les femelles en chaleur ne sont pas admises dans le parc.

**Article 10. §1<sup>er</sup>.** Toute nourriture humaine et canine est interdite dans le parc à l'exception des biscuits d'éducation et de récompenses.

§2. Il est strictement interdit de fumer et de consommer de l'alcool dans le parc canin. Aucun contenant en verre n'est autorisé.

§3. Les jouets pour chiens sont tolérés mais devront être rangés en cas de conflit entre chiens.

§4. Le parc canin n'est pas pourvu de point d'eau. La personne accompagnant le chien est tenu de prévoir de l'eau pour son animal.

**Article 11.** Tout accompagnant d'un chien qui utilise le parc canin doit :

- S'assurer de maintenir les lieux dans un état de propreté et jette ses déchets dans la poubelle prévue à cet effet.
- Enlever immédiatement les matières fécales produites par son chien en utilisant un sac et les jeter dans les poubelles prévues à cet effet. Le parc canin dispose d'un distributeur de sachets.
- S'assurer que son chien ne cause pas de dommages en creusant des trous. Dans le cas où l'animal a un tel comportement, son responsable doit remettre en état le terrain en rebouchant les trous.

**Article 12.** En accédant au parc canin, les utilisateurs reconnaissent avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter toutes les dispositions.

Tout manquement au présent règlement sera évalué par l'Administration communale et des conséquences pourraient être applicables dont, et de manière non-limitative, l'interdiction d'accès temporaire ou définitive au parc canin.

**Article 13.** Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour suivant sa

---

## **Gemeentelijk reglement van het hondenpark ; goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op zijn beraadslaging van 17 mai 2023 waarbij een gemeentelijk reglement betreffende de inrichting van een hondenpark goedgekeurd wordt;

Gelet het vernietigingsbesluit van 14 juni 2023 van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op artikel 4 van de Wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de dieren, waarin wordt bepaald dat *« wanneer een dier gewoonlijk of voortdurend wordt vastgemaakt of opgesloten, moet het voldoende ruimte en bewegingsvrijheid krijgen, in overeenstemming met zijn fysiologische en ethologische behoeften »* ;

Gelet op het Gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten;

Overwegende dat artikel 110 van het voornoemde reglement voorziet dat : *« Behoudens bijzondere verordeningen of signalisatie moeten dieren op enigerlei wijze, en ten minste aan een korte lijn, worden gehouden op elke voor het publiek toegankelijke plaats in de openbare ruimte, met inbegrip van galerijen en doorgangen die op particuliere grond zijn gevestigd. »* ;

Dat artikel 111 bepaalt dat : *« De eigenaars van dieren of de personen die, al is het maar occasioneel, op de dieren letten, dienen erover te waken dat deze dieren : het publiek op geen enkele manier storen; aanplantingen, bloemen, bomen, struiken, brandhout of andere voorwerpen in de openbare ruimte niet beschadigen ; geen nadeel berokkenen aan andere dieren. »*

Dat artikel 112 bepaalt dat het verboden is in de openbare ruimte :

1. *« om het even welk dier te laten rondzwerven. Rondzwervende dieren worden geplaatst overeenkomstig de wet betreffende de bescherming en het welzijn van dieren ;*
2. *[ ...]*
3. *agressieve dieren of dieren die personen of andere dieren kunnen bijten, bij zich te hebben als ze geen muilband dragen of als ze drager zijn van besmettelijke ziekten. Deze bepaling is ook van toepassing op voor het publiek toegankelijke plaatsen ;*
4. *een dier of dieren bij zich te hebben waarvan het aantal, het gedrag of de gezondheidstoestand de openbare veiligheid of gezondheid in het gedrang zou kunnen brengen ;*
5. *zijn hond tot de aanval of tot agressiviteit op te hitsen of hem voorbijgangers te laten aanvallen of achtervolgen, ook al brengt dat geen enkel kwaad of schade teweeg. Deze bepaling is niet van toepassing op de politiediensten.;*
6. *zich er te bevinden met gevaarlijke dieren of deze te vertonen, zelfs in kooien of gesloten voertuigen. Dit verbod is niet van toepassing op rondtrekkende circussen die door een gemeente trekken of die de toelating hebben ontvangen om er zich te installeren. Onder agressief of gevaarlijk dier wordt verstaan, ieder dier dat, door toedoen van zijn baasje, door een gebrekkig toezicht door zijn baasje of om welke andere reden ook, een persoon intimideert, lastigvalt of uitdaagt of de openbare veiligheid, de vlotte doorgang en het goede nabuurschap schaadt.*
- 7.
8. *[ ...] » ;*

Dat artikel 113 voorziet dat « *behoudens toelating van de bevoegde overheid, is het africhten van een dier in de openbare ruimte verboden.* » ;

Dat artikel 115 bepaalt dat « *het baasje of de hoeder van het dier is verplicht om de uitwerpselen van het dier op een gepaste manier te verwijderen van de openbare ruimte, met uitzondering van de plaatsen die speciaal daarvoor zijn voorzien en ingericht.* » ;

Dat artikel 117 bepaalt dat het verboden is om gelijk welk dier naar speelpleinen mee te nemen

Dat artikel 119 bepaalt dat het verboden is om huisdieren op de openbare weg en in parken, waterpartijen en fonteinen los te laten lopen ;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Joost-ten-Node de kleinste gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is en de dichtst bevolkte ;

Overwegende de weinige groene ruimten in bepaalde wijken van de Gemeente ;

Overwegende dat de meeste groene ruimten klein zijn ;

Overwegende dat honden voor de mens, vooral in de stad, tal van voordelen bieden op sociaal, emotioneel, psychologisch en therapeutisch vlak (remedie tegen stress, depressie, verbetering van de fysieke conditie, ... ) ;

Overwegende dat een aanzienlijk deel van de inwoners van de Gemeente geen tuin heeft ;

Dat het bijgevolg aangewezen is een aangepaste losloopzone voor honden in te richten, hierna "hondenpark" genoemd ;

#### **Beslist :**

Om het hierna genoemde Gemeentelijk reglement betreffende de inrichting van een losloopzone voor honden vast te stellen:

**Artikel 1.** Een losloopzone voor honden wordt ingericht in het Dwarspark gelegen Dwarsstraat 17, 1210 Brussel.

**Artikel 2.** De toegang tot het hondenpark is vrij en gratis. Het hondenpark is alle dagen toegankelijk van 10u tot 18u.

Het park wordt niet bewaakt.

**Artikel 3. §1.** Honden zijn de enige dieren die in het park zijn toegestaan, overeenkomstig de hieronder vastgestelde voorwaarden.

**§2.** Ze moeten minstens 3 maanden oud, geïdentificeerd en geregistreerd zijn.

**§3.** Het hondenpark is toegankelijk voor elke hond waarvan het gedrag sociaal aangepast is aan andere honden en mensen.

**§4.** Honden die als agressief en/of gevaarlijk voor andere honden en/of mensen worden beschouwd, moeten verplicht een aangepaste muilkorf dragen.

Deze verplichting geldt voor :

a) Elke hond die reeds beten heeft veroorzaakt die hebben geleid tot het indienen van een klacht.

b) Elke hond die gromt en zijn tanden laat zien gedurende een aanhoudende periode.

c) Elke hond die tegenstribbelt tegen zijn begeleider.

d) Elke hond die dreigend of gewelddadig gedrag vertoont tegenover andere dieren of mensen.

**§5.** In geval van daadwerkelijk agressief en/of gevaarlijk gedrag kan de hond worden uitgezet en de toegang worden verboden.

#### **Artikel 4.**

Honden dienen te worden begeleid door een persoon van tenminste 16 jaar oud. Kinderen jonger dan 16 jaar moeten door een volwassene worden begeleid. Enkel begeleiders van honden mogen het hondenpark betreden (één persoon per hond of eventueel 2 personen: één volwassene die een kind jonger dan 16 jaar begeleidt).

Om veiligheidsredenen wordt afgeraden om jonge kinderen mee te nemen naar het hondenpark.

Hondenprofessionals mogen geen lessen geven in het hondenpark.

**Artikel 5. §1.** De maximale limiet is 2 honden per bezoeker en 10 honden die tegelijk mogen aanwezig zijn in het hondenpark.

**§2.** De in- en uitgang van het hondenpark is via een veiligheidssas. Bezoekers worden gevraagd om :

- Ervoor te zorgen dat het hek altijd door minstens één poort gesloten is.
- Hun hond aan de lijn te houden tot binnen de poort en hem daar los te laten wanneer beide poorten gesloten zijn.
- De poort van het park enkel te openen indien hun hond rustig is en er geen andere honden in de buurt zijn.

Er mag slechts één hond tegelijk in het veiligheidssas zijn. Bij wijze van uitzondering mogen zich twee honden tegelijk in het sas bevinden, mits ze beide toebehoren aan dezelfde begeleider.

**Artikel 6. §1.** De begeleider van de hond moet te allen tijde in het park blijven, een leiband bij zich hebben, de hond onder controle houden en voortdurend onder zijn toezicht houden.

Elke hond moet een halsband dragen waarmee de begeleider de hond indien nodig weer aan de lijn kan vastmaken. Elke halsband die de hond die hem draagt of andere honden kan verwonden (spijker- wurg- elektrische halsband, ...) is ten strengste verboden.

**§2.** Fysiek of verbaal geweld tegen een hond is ten strengste verboden.

**§3.** De begeleider van de hond dient ervoor te zorgen dat het gedrag van zijn dier de andere eigenaars niet hindert. Elke hond die tekenen van agressie of ongemak vertoont, moet onmiddellijk en met zachtheid uit het park worden verwijderd.

**Artikel 7.** Kinderwagens, buggy's, fietsen, steps of andere voertuigen zijn niet toegestaan in het hondenpark.

**Artikel 8.** Het Gemeentebestuur van Sint-Joost wijst alle verantwoordelijkheid af in geval van ongeval of incident van welke aard ook dat zich in of rond het hondenpark zou voordoen.

De begeleider van de hond is volledig aansprakelijk voor zijn/haar hond en voor alle eventuele ongevallen, incidenten of schade die deze zou kunnen veroorzaken.

De eigenaar van de hond moet naar behoren verzekerd zijn voor zijn dier.

**Artikel 9. §1.** Honden dienen correct geïdentificeerd en geregistreerd te zijn (chip/tatoeage en label). De begeleider van de hond moet op vraag van een bevoegde ambtenaar het paspoort van het dier kunnen tonen.

**§2.** Honden moeten vrij zijn van besmettelijke en/of parasitaire ziekten. Alle honden die het hondenpark binnenkomen, moeten naar behoren zijn behandeld tegen inwendige en uitwendige parasieten en moeten in orde zijn met hun vaccinatie.

**§3.** Loopse honden zijn niet toegestaan in het park.

**Artikel 10. §1.** Alle menselijke en hondenvoeding is in het park verboden, met uitzondering van trainings- en beloningskoeckjes.

§2. Het is ten strengste verboden te roken en alcohol te nuttigen in het hondenpark. Glazen verpakkingen zijn niet toegestaan.

§3. Speelgoed voor honden is toegestaan, maar moet worden opgeborgen in geval van een conflict tussen honden.

§4. Het hondenpark is niet uitgerust met een waterpunt. De begeleider van de hond is verplicht zijn dier van water te voorzien.

**Artikel 11.** Iedere begeleider van een hond die gebruik maakt van het hondenpark moet :

- Erop toezien dat het terrein in een goede staat van netheid wordt gehouden en zijn afval in de daarvoor bestemde vuilnisbak deponeren.
- De uitwerpselen van zijn hond onmiddellijk met een zakje verwijderen en in de daarvoor bestemde vuilnisbakken werpen. Het hondenpark beschikt over een zakjesverdeler.
- Ervoor zorgen dat zijn hond geen schade veroorzaakt door kuilen te graven. Indien het dier een dergelijk gedrag vertoont, moet zijn verantwoordelijke het terrein herstellen door de gaten weer op te vullen.

**Artikel 12.** Door het hondenpark te betreden, erkennen de gebruikers dit reglement te hebben gelezen en alle bepalingen ervan te aanvaarden.

Elke inbreuk op dit reglement zal door het Gemeentebestuur worden beoordeeld en er kunnen gevolgen aan verbonden zijn met inbegrip van, maar niet beperkt tot, een tijdelijk of definitief toegangsverbod tot het hondenpark.

**Artikel 13.** Dit reglement treedt in werking op de vijfde dag na de bekendmaking ervan.

---

27.09.2023/A/0013 **Service Petite Enfance ; Appel à projet conjoint VFS « Plan Cigogne » ;  
Introduction du projet de construction de la crèche de 28 places au sein de l'Îlot  
Cudell.**

Le Conseil,

Vu le décret du gouvernement de la Communauté française portant sur la réforme des milieux d'accueil du 21 février 2019;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 visant au soutien de l'accueil de l'enfance et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre approuvant le programme de contrat de quartier durable « Axe Louvain » ;

Vu la décision du Collège du 09 juillet 2019 approuvant l'avant-projet de restructuration partielle d'un îlot urbain nommé Îlot Cudell qui prévoit un programme complexe comprenant notamment la construction d'une crèche de 24 places ;

Considérant l'Appel public à projets conjoint pour le subventionnement de plus de 5200 places en crèches ;

Considérant qu'en cas de travaux de construction, d'agrandissement ou de transformation il y a lieu désormais, de prévoir des places en crèches par multiples de 7 ;

Considérant dès lors que les plans de la crèche Cudell ont été modifiés en conséquence par le bureau d'architecture et qu'ils prévoient 28 places au lieu de 24 et que ces derniers ont été communiqués à l'ONE ;

Considérant que le plan cigogne reprend au volet 1 ladite crèche et au volet 2, 10 places supplémentaires pour la crèche Reine Elisabeth ;



Considérant que lors de la dernière réunion en ligne que nous avons eue avec l'ONE, il nous a été annoncé qu'il y avait eu manifestement une erreur quant aux 10 places de Reine Elisabeth, et qu'il y a lieu de considérer que cette crèche n'est donc pas concernée par le plan cigogne ;

Considérant que lors de la dernière réunion avec l'ONE en date du 20 octobre 2022, le service communal en charge du projet a démontré sur base des plans, qu'il y a suffisamment d'espace pour que la crèche Cudell ait une capacité de 28 places ;

Considérant que l'ONE a dès lors conseillé que l'Administration demande que les 4 places soient prises en compte au volet 2 et qu'une demande de subvention soit introduite auprès de la COCOF ;

Considérant que tout le projet dans lequel s'inscrit cette crèche serait subventionné par BELIRIS à hauteur de 3.125.000,00 € (travaux et études pour la crèche, l'école et la salle de sports);

Considérant qu'au stade de l'Avant-projet pour dépôt du dossier de demande de permis d'Urbanisme datant du 6 mai 2019, l'estimation des travaux de construction de la crèche de l'Îlot Cudell était de 1.062.000,50 € HTVA au lieu de 1.062,50 € HTVA comme il avait été mentionné dans la délibération du 25 octobre 2022 suite à une erreur de frappe, et que cette estimation de 1.062.000,50 € HTVA serait incontestablement revue en raison de la crise que nous connaissons actuellement ;

Considérant que la participation de l'Administration communale pour tout le projet au sein duquel s'inscrit la crèche Cudell serait de 10% des montants engagés ;

Considérant que, compte tenu du fait que la crèche Cudell est reprise au volet 1 et qu'en principe il y a lieu de considérer que ce projet pourrait bénéficier du subsidé infrastructure, que ce soit pour les travaux de construction que pour l'équipement et le premier ameublement ;

Considérant qu'il y a lieu de solliciter une subvention au taux maximal subventionnable pour les 24 places et les 4 supplémentaires pour atteindre la capacité de 28 places ;

Considérant la promesse ferme de subvention signée avec Beliris en date du 6 décembre 2016 ;

Considérant que le montant estimatif de subsidé de Beliris pour la construction de la crèche serait de 814.800€ dont la moitié utilisée par le Bureau d'Etudes ;

Considérant que le planning estimatif des délais de réalisation de ce projet prévoit la fin des travaux avant le 31/12/2027 qui est l'échéance exigée dans le cadre du plan cigogne ;

Considérant que la décision d'introduire le projet devait se faire par internet pour le 31 octobre 2022 au plus tard et qu'il l'a été par décision du Collège du 08 septembre 2022 ;

Considérant que l'ONE a fait savoir par mail en date du 27 juin 2023 qu'il avait formulé sa proposition quant à la recevabilité et à la date d'ouverture des places mais qu'il fallait une délibération du Conseil et non du Collège ;

Décide :

-d'introduire le projet de la crèche de 28 places (24 inscrites au volet 1 et 4 supplémentaires au volet 2) à construire au sein de l'Îlot Cudell dans le cadre de l'Appel à projet conjoint VFS - Plan Cigogne ;

-de solliciter une subvention pour la construction de ladite crèche, au taux maximal de 95% auprès la COCOF, Département Infrastructure, pour les 24 places du volet 1 et des 4 du volet 2 ;

- de solliciter à la COCOF-Département Infrastructure, le subsidé pour l'équipement et le premier ameublement.

Le Conseil,

Vu l'accord conclu dans le secteur non-marchand entre le Gouvernement et les partenaires sociaux pour l'année 2022 ;

Vu que le Gouvernement de la Communauté française a également validé les modalités d'application de cet accord en date du 14 décembre 2022 ;

Vu que conformément à cet accord l'ONE a versé un subside exceptionnel de 200€ par équivalent temps plein de travailleur selon le cadastre du personnel complété au 31 octobre 2021 dans l'outil informatique « Mon équipe », augmenté de 2% pour couvrir les frais de gestion (soit 200 euros x 102% = 204 euros par équivalent temps plein ;

Considérant que le subside reçu pour les 6 crèches communales francophones s'élève à 15.626,39 euros ;

Vu l'objectif de cette subvention qui est de permettre aux milieux d'accueil notamment ceux relevant du secteur public, de mettre en œuvre une mesure au bénéfice de leur personnel pouvant consister en éco-chèques ou un autre avantage (chèques consommation, cartes cadeaux...);

Vu que les modalités d'octroi et d'utilisation d'un éco-chèque sont les suivantes :

-destiné à l'achat de produits et services à caractère écologique ;

-le nombre d'éco-chèques est calculé sur base des jours d'occupation pendant l'année civile concernée (prise en compte des jours habituels d'inactivité comme les jours fériés ou les week-ends entre deux contrats de travail; des jours d'incapacités de travail, les congés de circonstances, les jours pour lesquels le travailleur a perçu une rémunération...);

- les jours de congé de maternité et les jours d'incapacité de travail couverts par une indemnité (accident du travail, écartement, maternité, allaitement, maladies professionnelles) sont assimilés à des jours prestés;

Vu que les éco-chèques représentent un avantage exonéré de cotisations sociales et d'impôt si les conditions suivantes sont respectées (art. 19 de l'arrêté royal du 28 novembre 2009 pris en application de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs :

-l'octroi des éco-chèques doit être prévu dans une délibération du Conseil communal ;

-la délibération du Conseil communal doit fixer la valeur nominale d'un éco-chèque avec un montant maximum de 10,00 euros ;

-l'éco-chèque est délivré au nom du travailleur et doit figurer au compte individuel du travailleur ;

-l'éco-chèque doit mentionner sa durée de validité, limitée à 24 mois à partir de sa date d'émission ;

-l'éco-chèque ne peut être échangé partiellement ou totalement contre des liquidités ;

Vu les règles de base pour l'octroi des éco-chèques résultant de l'accord non-marchand 2022, le personnel bénéficiaire de la mesure est le personnel contractuel ou statutaire psycho-médico-social, le personnel d'accueil, que les prestations de ce personnel soient subventionnées ou non par l'ONE ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'ONE, il est loisible à chaque Pouvoir organisateur, sur base d'une décision de l'organe compétent, de diminuer le montant prévu pour en faire bénéficier l'ensemble du personnel de la crèche, l'important étant que la subvention soit affectée à un avantage au bénéfice du personnel ;

Considérant dès lors que la subvention reçue serait affectée à l'ensemble du personnel des crèches francophones (PMS, d'accueil, d'entretien et de cuisine) en tenant compte des jours prestés pendant l'exercice 2022 ;

-La valeur de l'avantage (la subvention couvrant un montant de 200 euros par ETP

majoré d'éventuels frais de gestion de 2%) doit être proratisée en fonction du temps de travail ainsi qu'en fonction de la période prestée en 2022 ; le montant maximal des éco-chèques étant de 200 euros par ETP ;

Considérant qu'aucune démarche n'est à effectuer en ce qui concerne l'obtention de la subvention exceptionnelle dans la mesure où le montant de 15.626,39 euros a déjà été versé par l'ONE ; qu'il couvre le montant global des éco-chèques à délivrer au personnel et de leurs frais de gestion et que le Pouvoir organisateur ne devra ni financer le delta ni rembourser un montant trop-perçu ;

Considérant que la mesure à mettre en œuvre doit l'avoir été au bénéfice du personnel au plus tard le 31 décembre 2023 et avoir fait l'objet d'une décision formelle du Conseil communal ;

Considérant que les bénéficiaires de ce subsidie exceptionnel ont été enregistrés dans le cadastre du personnel complété au 31 octobre 2021 dans l'outil informatique « Mon équipe » ;

Décide :

-d'octroyer des éco-chèques à l'ensemble du personnel (contractuel ou statutaire occupé toute l'année 2022) des crèches communales francophones (psycho-médico-social, d'accueil, d'entretien et de cuisine) en tenant compte des jours prestés pendant l'exercice 2022, pour un montant équivalent à 200,00 € au prorata de son horaire et compte tenu des conditions ci-haut citées ;

-de veiller à remplir les conditions prévues aux articles 19, §2, 14°, alinéas 2 et 3, 19quater, §§2 et 3 et 19quinquies, §§2 et 3 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, de telle sorte que les avantages prévus par la présente décision ne soient pas considérés comme rémunérations ;

-de faire signer une convention « éco-chèques » individuelle à chaque agent ;

-de fixer la distribution des éco-chèques au plus tard le 31 décembre 2023.

---

27.09.2023/A/0015

**Département Sports; Fixation des conditions d'octroi de l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif ; saison 2023-2024.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la décision du Conseil communal du 14 septembre 2022 relative aux conditions d'octroi de l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison 2022-2023 ;

Vu le montant de 130.000,00 euros prévu au budget 2023 à l'article budgétaire 7642/331/01 pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif ;

Vu la nécessité de fixer des conditions d'octroi pour la nouvelle saison 2023-2024 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide:

- De fixer les conditions d'octroi pour l'intervention communale dans les frais d'inscription des jeunes à un club sportif pour la saison 2023-

2024, et ce pour les jeunes âgés de 4 ans au moment de la demande ou maximum 18 ans au 31 mai 2024 et domiciliés dans la

Commune de Saint-Josse-ten-Noode.

- D'octroyer une intervention communale à concurrence de 75% du prix de l'affiliation à un club de sports, avec un montant maximum de 260,00 euros pour chaque jeune dont les parents bénéficient de revenus correspondant aux conditions d'allocations d'études secondaires.
- D'octroyer une intervention communale à concurrence de 75% du prix de l'affiliation à un club de sports, avec un montant maximum de 200,00 euros pour chaque jeune dont les parents bénéficient de revenus supérieurs correspondant aux conditions d'allocations d'études secondaires .
- De limiter le dépôt des dossiers au Département Sports dans une période comprise entre le 18 septembre 2023 et le 31 mai 2024 inclus.
- D'approuver chaque dossier à la condition que les documents repris ci-après accompagnent chaque demande :
  - ° la composition de ménage datant de moins de 3 mois
  - ° la preuve de paiement de l'affiliation au club
  - ° Une copie de l'avertissement extrait de rôle revenu de l'impôt 2021, exercice d'imposition 2022.

Ce document n'est pas à joindre à la demande de l'intervention communale si

- le montant de la cotisation au club est inférieur à 267,00 euros
  - le ménage bénéficie de revenus supérieurs aux conditions d'octroi d'allocations d'études secondaires et/ou ne souhaite pas remettre le document susmentionné. Dans ce cas, l'intervention communale sera limitée à un montant maximum de 200,00 euros
- De limiter l'intervention communale à un montant maximum de 200,00 euros au cas où le ménage ne peut fournir une copie de l'avertissement extrait de rôle.
- D'autoriser l'intervention communale uniquement pour les enfants qui ont leur résidence principal sur le territoire communal.
- De maintenir le système de paiement direct sur le compte bancaire du représentant légal du jeune .
- L'intervention communale s'inscrira dans les limites des crédits disponibles au budget soumis au Conseil communal et sera imputée à l'article 7642/331- 01 de l'exercice ordinaire 2023, et ce sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle afférente à la présente décision.

---

**Sportdepartement; Vaststelling van de toekenningsvoorwaarden van de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging ; seizoen 2023-2024.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 14 september 2022 betreffende de toekenningsvoorwaarden voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging voor het seizoen 2022-2023 ;

Gelet op het bedrag van 130.000,00 euro voorzien in de begroting 2023 op begrotingsartikel 7642/331/01 voor de gemeentelijke tussenkomst bij de inschrijvingskosten van jongeren bij een sportvereniging ;

Gelet op de noodzaak om toekenningsvoorwaarden vast te stellen voor het nieuwe seizoen 2023-2024 ;  
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Beslist:

- De voorwaarden vast te leggen voor het toekennen van een gemeentelijke bijdrage in de inschrijvingskosten van jongeren in een sportclub voor het seizoen 2023-2024, en dit voor jongeren die 4 jaar oud zijn op het moment van de aanvraag of maximum 18 jaar op 31 mei 2024 en gedomicilieerd zijn in de Gemeente Sint-Joost-ten-Node .
- Om een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen ten belope van 75% van het lidgeld voor een sportvereniging, met een maximumbedrag van 260,00 euro voor iedere jongere waarvan de ouders inkomens genieten die overeenstemmen met de voorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs .
- Om een gemeentelijke tussenkomst toe te kennen ten belope van 75% van het lidgeld voor een sportvereniging, met een maximumbedrag van 200,00 euro voor iedere jongere waarvan de ouders inkomens genieten die hoger dan de overeenstemmen met de voorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs .
- Om de indiening van dossiers bij het Departement Sport te beperken tot de periode van 18 september 2023 tot en met 31 mei 2024;
- Om elk dossier goed te keuren op voorwaarde dat de hieronder vermelde documenten bij iedere aanvraag worden gevoegd:
  - ° de gezinssamenstelling van minder dan 3 maanden geleden
  - ° het betalingsbewijs van aansluiting bij de vereniging
  - ° Een kopie van het aanslagbiljet inkomsten 2021, aanslagjaar 2022Dit document moet niet bij de aanvraag tot gemeentelijke tussenkomst worden gevoegd indien
  - Het bedrag voor de aansluiting bij de vereniging lager ligt dan 267,00 euro.
  - Het gezin inkomsten geniet die hoger liggen dan de toekenningsvoorwaarden voor studiebeurzen voor het secundair onderwijs en/of het voornoemde aanslagbiljet niet wenst in te dienen. In dat geval zal de gemeentelijke tussenkomst worden beperkt tot een maximumbedrag van 200,00 euro
- De gemeentelijke bijdrage te beperken tot maximaal 200,00 euro indien het gezin geen kopie van het aanslagbiljet kan voorleggen.
- Om het systeem te handhaven van rechtstreekse betaling op de bankrekening van de wettelijke verantwoordelijke van de jongere.
- De gemeentelijke bijdrage wordt toegekend binnen de grenzen van de beschikbare kredieten in de begroting die aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd en zal worden geboekt op artikel 7642/331-01 van de gewone begroting 2023, onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid met betrekking tot dit besluit.

---

27.09.2023/A/0016 **Musée Charlier : Convention de partenariat avec Femigra asbl pour l'organisation des séances Tai Chi à partir du 01.01.2024**

Le Conseil communal,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi communale;  
Vu le projet de convention de partenariat avec Femigra asbl pour l'organisation des séances Tai Chi les vendredi matins à partir du 01.01.2024;

Décide :

- d'approuver cette convention avec Femigra asbl;
- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer tous les documents y rapportant.

---

**Charliermuseum : Samenwerkingsovereenkomst met Femigra VZW voor de organisatie van Tai Chi-sessies vanaf 01.01.2024**

De Gemeenteraad,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet;  
Gezien het ontwerp van samenwerkingsovereenkomst met Femigra vzw voor de organisatie van Tai Chi-sessies op vrijdagochtend vanaf 01.01.2024

Beslist,

- het ontwerp van partnerschapsovereenkomst met Femigra vzw goed te keuren.
- het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen alle documenten die hierop betrekking hebben te ondertekenen.

---

27.09.2023/A/0017 **Cohésion sociale; Rapport d'activité de la coordination locale - Exercice 2022.**

Mesdames, Messieurs,

Conformément au Décret du 13 mai 2004 relatif à la Cohésion sociale, le rapport annuel portant sur l'application et l'évolution du contrat communal est établi.

Ce présent rapport est une synthèse des rapports des associations du Contrat communal pour leurs activités 2022. Il fait état des lieux :

- des difficultés rencontrées et des ressources mobilisées par les opérateurs ;
- des actions menées ;
- des recommandations et des besoins des opérateurs et de la coordination.

Ce rapport a également pour destinataires :

- le Conseil de l'Action sociale de la commune,
- le Centre régional d'appui en cohésion sociale (CRAcs),
- les services du Collège de la COCOF,
- la section « cohésion sociale » du Conseil consultatif francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé (COCOFS),
- les opérateurs associatifs du contrat communal.

Par conséquent, nous vous invitons, Mesdames, Messieurs, à prendre acte de ce rapport annuel 2023 relatif aux activités associatives réalisées en 2022 dans le cadre de la Cohésion sociale.

---

27.09.2023/A/0018 **Cohésion sociale; demandes d'agrément 2024-2028; proposition.**

Le Conseil,

Vu le Décret Cohésion sociale du 30 novembre 2018 et l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juin 2019 portant exécution de ce décret;  
Vu les modalités d'établissement d'agrément en Cohésion sociale pour le Quinquennat 2024-2028;

Vu que l'attribution des subsides se fera sous réserve de l'approbation du Collège de la CoCoF et des moyens financiers disponibles pour l'année 2024;

Vu la réception de 20 projets recevables, émis par 14 associations tennodoises;

Vu les propositions de subventionnement établis par le Service Cohésion Sociale de la CoCoF et la Coordination locale;

Vu la consultation pour avis des membres de la Concertation locale de Saint-Josse-ten-Noode le 14/09/2023;

Considérant l'avis favorable, en date du 14/09/23, de ladite Concertation locale pour 19 projets émis par 13 associations;

Considérant l'avis réservé, en date du 14/09/23, de ladite Concertation locale pour 1 projet émis par 1 association;

Décide,

d'avaliser l'avis de la Concertation locale de Saint-Josse-ten-Noode relatif à l'instruction de 20 projets émis par 14 ASBL dans le cadre des demandes d'agrément Cohésion sociale pour le quinquennat 2024-2028.

---

27.09.2023/A/0019 **C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode compte 2022; approbation.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant :  
Saint-Josse-ten-Noode, le 22 août 2023.

Mesdames, Messieurs,

Nous nous permettons de vous présenter le compte 2022 du CPAS de Saint-Josse-Ten-Noode.

En sa séance du 15 juin 2023, le Conseil du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode a arrêté son compte de l'exercice 2022.

En application de l'article 89§1 de la loi organique modifiée par l'ordonnance du 14 mars 2019, les comptes de l'exercice 2022 des C.P.A.S. doivent être soumis avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice au Conseil communal afin d'être arrêtés définitivement.

Le compte 2022 du CPAS de Saint-Josse-Ten-Noode se clôture par un résultat de trésorerie négatif s'élevant à

- 8.310.648,31 € pour un état de trésorerie négatif au 31 décembre 2021 au montant s'élevant encore à - 1.663.825,44 €, et à un résultat de l'exercice propre en boni de 588.515,47 €, auquel il faut rajouter les régularisations qui concernent la provision d'un fonds pour créance aléatoire à concurrence de 543.990,44 €, pour totaliser un résultat final de l'exercice propre en boni de 44.525,03 €.

Ce résultat de + 44.525,03 € est comptablement expliqué de la manière suivante :  
au service d'exploitation et d'investissement confondus du compte de l'exercice 2022, le total des droits constatés net est supérieur au total des engagements nets;  
ce même résultat est atteint en reprenant l'ensemble des recettes et des dépenses de l'exercice propre par catégorie, tout en tenant compte des mouvements des recettes et des dépenses reportés des exercices antérieurs ;  
la crise sanitaire suivie de la crise économique n'ont fait qu'accentuer les besoins en dépenses  
malgré les augmentations de recettes, le résultat en mali peut être expliqué par des recettes moins importantes que celles prévues à l'initial ;

Concernant le taux de réalisation par rapport aux derniers crédits prévus à l'exercice 2022, les dépenses de l'exercice 2022 sont réalisées à concurrence de 96,56 %, tandis que les recettes de l'exercice 2022 ont été réalisées à concurrence de 98,90 %, ce qui montre que les dépenses sont correctement contrôlées et que le taux de récupération des recettes est globalement tout autant respecté que ceux relatifs aux exercices précédents.

En vue de ces éléments, et en vertu de l'article 106 § 3 de la loi organique des CPAS (modifié par l'article 37 de l'ordonnance du 3 juin 2003), le résultat final de l'exercice propre de l'année 2022 du CPAS, à savoir le montant en boni de 44.525,03 €, devra être pris en compte par la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, notamment par la diminution de la dotation communale de l'exercice 2023.

Aussi, les enveloppes nécessaires à l'apurement de la dette comme le mali du compte de l'exercice 2020 sont prévues dans les reports de crédits engagés au budget communal de l'exercice 2021. La dotation communale 2023 vers le CPAS n'en tiendra pas compte.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous inviter à approuver le compte 2022 du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode tel qu'il se trouve versé au présent dossier accompagné des notes explicatives.

---

**O.C.M.W. van St-Joost-ten-Node; rekening 2022; goedkeuring.**

Volgens de dagorde dient volgend verslag te worden onderzocht :  
Sint-Joost-ten-Node, 22 augustus 2023.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij stellen u hierbij de rekening 2021 voor van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node.

In haar zitting van 15 juni 2023, heeft de Raad van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node haar rekening gestemd voor het dienstjaar 2022.

In toepassing van artikel 89§1 van de organieke wet gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, dienen de rekeningen van dienstjaar 2022 van de OCMW.'s vóór 30 juni volgend op de afsluiting van het dienstjaar te worden voorgelegd aan de Gemeenteraad teneinde definitief te worden goedgekeurd.



De rekening 2022 van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node wordt afgesloten met een negatieve financiële toestand van - 8.310.648,31 € voor een toestand van de thesaurie die negatief was op 31 december 2021 met een totaal dat nog - 1.663.825,44 € bedroeg, en met een resultaat op het eigen dienstjaar in boni van 588.515,47 €, waarbij de regularisaties van een provisie dienen te worden gevoegd van een fonds voor onzekere schuldvorderingen ten belope van 543.990,44 €, om een eindresultaat van het eigen dienstjaar in boni te bereiken van 44.525,03 € .

Dit resultaat van + 44.525,03 € kan boekhoudkundig als volgt worden verklaard :

- op de exploitatie- en investeringsdienst samen van de rekening van dienstjaar 2022 ligt het totaal van de netto vastgestelde rechten hoger dan het totaal van de netto vastleggingen ;
- dit zelfde resultaat wordt bereikt door alle ontvangsten en uitgaven van het eigen dienstjaar per categorie samen te nemen, rekening houdende met de bewegingen van de uitgestelde ontvangsten en uitgaven van de vorige dienstjaren ;
- de gezondheidscrisis gevolgd door de economische crisis hebben de noden aan uitgaven alleen maar vergroot
- ondanks de stijgingen van de ontvangsten kan het mali-resultaat worden verklaard door lagere ontvangsten dan oorspronkelijk verwacht;

Wat het uitvoeringspercentage betreft ten opzichte van de laatste kredieten voorzien op dienstjaar 2022, worden de uitgaven van dienstjaar 2022 gerealiseerd ten belope van 96,56 %, terwijl de ontvangsten van dienstjaar 2022 werden gerealiseerd ten belope van 98,90 %, hetgeen aantoont dat de uitgaven correct worden gecontroleerd en dat het inningspercentage van de ontvangsten globaal genomen even hoog is als dat van de vorige jaren.

Met het oog op deze elementen en krachtens artikel 106 §3 van de organieke wet van de OCMW's (gewijzigd door artikel 37 van de ordonnantie van 3 juni 2003), zal het eindresultaat van het eigen dienstjaar van het jaar 2022 van het OCMW, namelijk een bedrag in boni van 44.525,03 €, ten laste moeten worden genomen door de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, met name door de verlaging van de gemeentelijke dotatie van dienstjaar 2023.

Daarnaast werden de bedragen die nodig zijn voor de vereffening van de schulden zoals de mali voor het begrotingsjaar 2020 opgenomen in de overdracht van kredieten die voor het dienstjaar 2021 in de gemeentebegroting werden vastgelegd. In de gemeentelijke dotatie 2023 aan het OCMW zal hiermee geen rekening worden gehouden.

Bijgevolg hebben wij de eer, Mevrouwen, Mijne Heren, u uit te nodigen om de rekening 2022 van het OCMW van St-Joost-ten-Node goed te keuren, zoals toegevoegd bij het huidige dossier met de verklarende nota's.

---

27.09.2023/A/0020 **Budget communal pour l'exercice 2023.**

L'ordre du jour appelle l'examen du rapport suivant du Collège :  
Saint-Josse-ten-Noode, le 19 septembre 2023.

Mesdames, Messieurs,

Nous vous présentons le projet de budget communal pour 2023.

Conformément à l'article 96 de la Nouvelle Loi communale et à l'arrêté du 28 octobre

2005 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant la présentation du budget des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ce projet comprend :

- le budget ordinaire fonctionnel et économique ;
- le budget extraordinaire ;
- les tableaux récapitulatifs ;
- le descriptif du programme extraordinaire 2023 et ses modes de financement ;
- les annexes légales prévues par l'article 7 de l'arrêté 28 octobre 2005 cité ci-dessus, lesquelles comprennent la synthèse du budget 2023 (rapport visé à l'article 96 NLC) ainsi que l'avis de la Commission du Budget conformément à l'article 12 de l'A.R. du 12 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale ;
- les annexes prévues par la circulaire de l'autorité de tutelle régionale du 19 juillet 2022 relative à l'élaboration des budgets communaux pour l'année 2023, comprenant la note de politique budgétaire 2023.

Nous soumettons, Mesdames, Messieurs, ce projet de budget 2023 et ses annexes à votre vote.

---

### **Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2023.**

Volgens de dagorde dient volgend Collegeverslag onderzocht :  
Sint-Joost-ten-Node, 19 september 2023.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij stellen u het ontwerp voor van de gemeentelijke begroting 2023.

Overeenkomstig artikel 96 van de Nieuwe gemeentewet en het besluit van 28 oktober 2005 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de voorstelling van de begroting van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dit ontwerp omvat :

- de gewone functionele en economische begroting ;
- de buitengewone begroting ;
- de samenvattende tabellen ;
- de beschrijving van het buitengewoon programma 2023 en zijn financieringswijzen ;
- de wettelijke bijlagen voorzien door artikel 7 van het hierboven vermelde besluit van 28 oktober 2005, die de synthese bevatten van de begroting 2023 (verslag bedoeld in artikel 96 NGW) alsook het advies van de Begrotingscommissie overeenkomstig artikel 12 van het KB van 12 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit ;
- de bijlagen voorzien door de omzendbrief van de gewestelijke toezichthoudende overheid van 19 juli 2022 met betrekking tot de uitwerking van de gemeentelijke begrotingen voor het jaar 2023, met inbegrip van de beleidsnota van de begroting 2023.

Wij leggen u, Mevrouwen, Mijne Heren, dit ontwerp van begroting 2023 en zijn bijlagen ter stemming voor.

---

27.09.2023/A/0021 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3, 4 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup>a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions versées au dossier.

---

**Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3, 4 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de gevoegde beslissingen.

---

27.09.2023/A/0022 **Décisions relatives à l'article 249 de la Nouvelle loi communale; prise de connaissance et admission des dépenses.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil prend connaissance des décisions ci-après et décide d'approuver ces dépenses :

#014/22.08.2023/B/0179#

Sécurisation quartier Nord – acquisition d'uniformes et d'équipements de protection pour gardiens de la paix - Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/22.08.2023/B/0261#

Marché de travaux ; fourniture et pose de deux portails métalliques sur l'espace public, sis rue Verte n°50 et rue de la Prairie n°16 ; Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/22.08.2023/B/0294#

Crèche Joost-e-Fien: Adaptation de la grille d'entrée ; Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 249 de la Nouvelle loi communale.

#014/29.08.2023/B/0037#

Salle des sports Nelson Mandela – porte d'entrée vitrée – approbation d'engagement d'un bon de commande – application de l'article 249 de la NLC

---

**Beslissingen in toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;**

## **kennisname en goedkeuring van de uitgaven.**

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad neemt kennis van de hieronder beslissingen en keurt de uitgaven ervan goed :

#014/22.08.2023/B/0179#

Beveiliging van het noordelijke district - aanschaf van uniformen en beschermende uitrusting voor vredeshandhavers - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/22.08.2023/B/0261#

Opdracht voor werken; levering en plaatsing van twee metalen poorten in de openbare ruimte, gelegen aan de rue Verte nr. 50 en rue de la Prairie nr. 16; Goedkeuring van de gunning en de voorwaarden - Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

#014/22.08.2023/B/0294#

Kinderdagverblijf Joost-e-Fien: Aanpassing toegangspoort; Goedkeuring voorwaarden en gunning -Toepassing van artikel 249 de de Nieuwe Gemeentewet.

#014/29.08.2023/B/0037#

Sportzaal Nelson Mandela - glazen toegangsdeur – goedkeuring van een bestelling – Toepassing van artikel 249.

---

27.09.2023/A/0023

### **Motion en faveur d'un accueil égal et de qualité de la population aux services communaux; motion déposée par le groupe Liste du Bourgmestre.**

Le Conseil Communal,

Vu que le 9 mars 2023, l'avant-projet d'ordonnance a été approuvé en première lecture par le Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale ;

Considérant l'avis de brupartners.brussels adopté lors de l'assemblée plénière du 20 avril 2023 ;

Référençant le rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique en date du 3 août 2018 ;

Rappelant la note de politique générale 2018-2024, s'engageant à fournir une administration publique au service des citoyens, répondant à leurs attentes quotidiennes et tenant compte des particularités locales ;

Etant donné les caractéristiques socio-économiques et démographiques de la population de Saint-Josse ;

Vu la charte de l'utilisateur des services publics, entrée en vigueur le 22 janvier 1993, qui met en avant l'importance de l'accueil, de la qualité et de l'adaptabilité des services publics ;

Etant donné que cette charte stipule que les services publics doivent être accessibles dans le sens le plus large du terme, englobant davantage que les seules questions d'accessibilité physique et de proximité, tout en conservant leur pertinence. Il est également question de la clarté des textes et du bon contact entre les utilisateurs et les

services publics ;

Notant l'avis d'UNIA relatif à l'impact de la digitalisation des services (publics ou privés) daté du 3 février 2023, proposant un ensemble de recommandations visant à prévenir toute discrimination potentielle envers les groupes les plus vulnérables ;

Prenant en compte la numérisation croissante des administrations publiques à l'échelle mondiale ;

Reconnaissant les bénéfices potentiels de la numérisation en termes d'efficacité et de réduction des coûts ;

Conscient des néanmoins les inquiétudes légitimes concernant la protection des données personnelles et la confidentialité ;

Soulignant les éventuelles conséquences néfastes de la numérisation sur les individus marginalisés et vulnérables ;

Relevant les limites de la numérisation en matière d'accessibilité et d'inclusion sociale ;

Considérant l'importance de maintenir un équilibre entre l'utilisation des technologies numériques et la préservation des services administratifs traditionnels;

Constatant que le texte de l'avant-projet d'ordonnance dans sa forme actuelle ne pose pas ces garanties car il impose notamment la mise en ligne des administrations régionales et communales sans garantir le maintien d'un guichet physique accessible à tous et de services téléphoniques de qualité ;

Notant que cet avant-projet d'ordonnance ne répond pas aux enjeux de la problématique de l'accès au droit et aux services essentiels dans la Région Bruxelles-Capitale et en particulier à Saint-Josse-ten-Noode ;

Soulignant que pour garantir un accès effectif aux droits et aux services essentiels, une ordonnance exigeant des guichets physiques et des services téléphoniques accessibles et de qualité au niveau des services d'intérêt général, notamment au sein des services publics bruxellois est essentiel ;

Tenant compte de la mobilisation du secteur associatif au sujet des risques pour la cohésion sociale que porte l'ordonnance Bruxelles Numérique et des critiques exprimées à cet égard ;

Soulignant que cette motion vise à exprimer les préoccupations concernant la numérisation complète des administrations publiques et à mettre en évidence la nécessité d'un débat approfondi sur les enjeux qu'elle soulève ,

Demandons au Conseil :

- D'adopter une position d'équilibre entre les avantages potentiels de la numérisation et les préoccupations légitimes liées à l'accessibilité, à la confidentialité, à l'interaction humaine et à l'inclusion sociale.
- De souligner les limites de la numérisation. Bien qu'elle puisse offrir des avantages considérables, il est crucial de prendre en compte ses failles en termes d'accessibilité pour une partie importante de la population.
- De se prononcer en faveur du maintien des alternatives non numériques pour garantir l'accès de tous aux services publics.
- D'interpeller le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de garantir un accès en quantité suffisante et de qualité aux services physiques et téléphoniques, pour apporter un soutien adéquat aux vulnérables telles que les personnes âgées, les personnes analphabètes, aux individus en situation de handicap, aux personnes peu outillées en matière numérique, etc.
- De plaider auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en faveur de la mise en place de services adaptés qui ne nécessitent pas l'utilisation directe ou indirecte de technologies numériques ni la possession

d'appareils technologiques.

- De recommeren instamnt au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'envisager l'embauche de professionnels qualifiés, ayant la capacité de saisir les défis et de maîtriser les ressources à disposition, afin d'assister une population fréquemment en situation de vulnérabilité sociale par rapport à la moyenne de la société.
- D'attirer l'attention du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale sur le fait que la numérisation des administrations publiques implique la collecte et le stockage de grandes quantités de données sensibles concernant les citoyens.
- De plaider pour la mise en place prioritaire des mécanismes de protection robustes pour garantir la confidentialité et la sécurité de ces données, tout en renforçant la transparence quant à leur utilisation.
- De demander au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de préserver les interactions humaines. Les services administratifs traditionnels offrent souvent une interaction humaine directe, essentielle pour certaines personnes, notamment les personnes âgées, isolées ou en situation de handicap. La numérisation ne doit pas supprimer ces interactions, mais plutôt les compléter afin d'assurer un service équitable pour tous.
- De demander au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'évaluer les impacts sociaux dans la mesure où la numérisation complète des administrations publiques peut avoir des conséquences sociales significatives, surtout pour les personnes marginalisées ou vulnérables.
- De demander au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'encourager la participation démocratique pour tous quand on sait que l'un des biais de la numérisation a pour conséquence de parfois éloigner les citoyens du processus décisionnel ou favoriser certains groupes au détriment des autres.
- De plaider en faveur d'une consultation citoyenne et de l'établissement de mécanismes de participation démocratique pour garantir que les citoyens aient leur mot à dire dans les décisions relatives à la numérisation des administrations publiques.
- De soutenir l'option d'un débat éclairé et équilibré au sujet de la numérisation des administrations publiques, dans le but de préserver les valeurs fondamentales d'accessibilité, de confidentialité, d'interaction humaine et d'inclusion sociale au sein de nos sociétés.

---

**Motie ter bevordering van een gelijkwaardig en kwalitatief onthaal van de bevolking bij de gemeentediensten ; motie ingediend door de fractie Lijst van de Burgemeester.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het feit dat het voorontwerp van ordonnantie op 9 maart 2023 in eerste lezing werd goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ;

Overwegende het advies van brupartners.brussels aangenomen op de plenaire vergadering van 20 april 2023 ;

Verwijzend naar het rapport van de Hoge Commissaris voor de Mensenrechten van de Verenigde Naties over het recht op privacy in het digitale tijdperk van 3 augustus 2018 ;

Herinnerend aan de algemene beleidsnota 2018-2024, die zich ertoe verbindt om een openbaar bestuur ten dienste van de burgers te stellen, dat beantwoordt aan hun dagelijkse verwachtingen en rekening houdt met de lokale bijzonderheden ;

Overwegende de sociaaleconomische en demografische kenmerken van de bevolking

van Sint-Joost ;

Gelet op het handvest van de gebruiker van openbare diensten dat op 22 januari 1993 in werking trad en waarin het belang van het onthaal, de kwaliteit en het aanpassingsvermogen van de openbare diensten wordt benadrukt ;

Aangezien dit handvest bepaalt dat openbare diensten toegankelijk moeten zijn in de breedste zin van het woord, en dus meer omvatten dan enkel fysieke toegankelijkheid en nabijheid, terwijl ze relevant moeten blijven. Het is tevens gericht op de duidelijkheid van teksten en een goed contact tussen gebruikers en overheidsdiensten ;  
Kennis nemend van het advies van UNIA van 3 februari 2023 over de gevolgen van de digitalisering van (openbare of particuliere) diensten, waarin een reeks aanbevelingen wordt voorgesteld om mogelijke discriminatie van de meest kwetsbare groepen te voorkomen ;

Rekening houdend met de toenemende digitalisering van overheidsdiensten wereldwijd ;

Zich bewust zijnde van de potentiële voordelen van digitalisering op het vlak van efficiëntie en kostenvermindering ;

Zich niettemin realiserend dat er terechte bezorgdheid bestaat over de bescherming van persoonsgegevens en de persoonlijke levenssfeer ;

Wijzend op de mogelijke negatieve gevolgen van digitalisering voor gemarginaliseerde en kwetsbare personen ;

Vaststellend dat digitalisering haar grenzen heeft wat toegankelijkheid en sociale inclusie betreft ;

Overwegende het belang om een evenwicht te bewaren tussen het gebruik van digitale technologieën en het behoud van traditionele administratieve diensten ;

Vaststellend dat de tekst van het voorontwerp van ordonnantie in zijn huidige vorm deze garanties niet biedt, met name omdat gewestelijke en gemeentelijke overheden verplicht worden online te gaan zonder dat het behoud van een voor iedereen toegankelijk fysiek loket en kwalitatieve telefoondiensten worden gegarandeerd ;

Vaststellend dat dit voorontwerp van ordonnantie geen oplossing biedt voor de problemen in verband met de toegang tot het recht en de essentiële diensten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en in het bijzonder in Sint-Joost-ten-Node ;

Benadrukkend dat, om een effectieve toegang tot rechten en essentiële diensten te garanderen, een ordonnantie die toegankelijke en kwaliteitsvolle fysieke loketten en telefoondiensten voor diensten van algemeen belang vereist, in het bijzonder binnen de Brusselse overheidsdiensten, essentieel is ;

Rekening houdend met de mobilisatie van de vrijwilligerssector met betrekking tot de risico's voor de sociale cohesie die de ordonnantie Brussel Digitaal met zich meebrengt en de kritiek die in dit verband werd geuit ;

Erop wijzend dat het doel van deze motie is bezorgdheid te uiten over de volledige digitalisering van overheidsdiensten en de noodzaak te benadrukken van een diepgaand debat over de uitdagingen die ze vormt,

Wij vragen de Raad :

- Een evenwichtig standpunt in te nemen tussen de potentiële voordelen van digitalisering en de legitieme bezorgdheid over toegankelijkheid, vertrouwelijkheid, menselijke interactie en sociale inclusie.
- De grenzen van digitalisering te benadrukken. Hoewel digitalisering aanzienlijke voordelen kan bieden, is het van cruciaal belang rekening te houden met de tekortkomingen ervan wat betreft de toegankelijkheid voor een aanzienlijk deel van de bevolking.
- Zich uit te spreken voor het behoud van niet-digitale alternatieven om de toegang tot openbare diensten te garanderen voor iedereen.

- De Brusselse Hoofdstedelijke Regering op te roepen om een voldoende kwantitatieve en kwalitatieve toegang tot fysieke en telefonische diensten te garanderen, om kwetsbare groepen zoals ouderen, analfabeten, personen met een handicap, personen met weinig digitale middelen, enz. adequaat te ondersteunen.
- Bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te pleiten voor de invoering van aangepaste diensten die geen rechtstreeks of onrechtstreeks gebruik van digitale technologieën of het bezit van technologische toestellen vereisen.
- Er bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op aan te dringen om te overwegen gekwalificeerde professionals aan te werven die de uitdagingen aankunnen en de beschikbare middelen beheersen, om een bevolking bij te staan die zich vaak in een situatie van sociale kwetsbaarheid bevindt in vergelijking met het gemiddelde in de samenleving.
- De aandacht van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te vestigen op het feit dat de digitalisering van overheidsdiensten gepaard gaat met het verzamelen en opslaan van grote hoeveelheden vertrouwelijke gegevens over burgers.
- Te vragen om prioritair krachtige beschermingsmechanismen in te voeren om de vertrouwelijkheid en de veiligheid van deze gegevens te garanderen en tegelijkertijd de transparantie over het gebruik ervan te verhogen.
- De Brusselse Hoofdstedelijke Regering te vragen om de menselijke interactie te behouden. Traditionele administratieve diensten bieden vaak rechtstreekse menselijke interactie, die essentieel is voor sommige mensen, in het bijzonder ouderen, alleenstaanden of personen met een handicap. Digitalisering mag deze interacties niet elimineren, maar moet ze eerder aanvullen om een evenwichtige dienstverlening voor iedereen te verzekeren.
- De Brusselse Hoofdstedelijke Regering te vragen om de sociale impact te evalueren, aangezien de volledige digitalisering van de overheidsadministraties aanzienlijke sociale gevolgen kan hebben, in het bijzonder voor gemarginaliseerde of kwetsbare personen.
- De Brusselse Hoofdstedelijke Regering te vragen om democratische participatie voor iedereen aan te moedigen, aangezien een van de gevolgen van de digitalisering is dat burgers soms worden uitgesloten van het besluitvormingsproces of dat bepaalde groepen worden bevoordeeld ten nadele van andere.
- Te pleiten voor de raadpleging van de burgers en de invoering van mechanismen voor democratische participatie om ervoor te zorgen dat de burgers inspraak hebben in de beslissingen over de digitalisering van de overheidsdiensten
- De optie van een geïnformeerd en evenwichtig debat over de digitalisering van overheidsdiensten te ondersteunen, met als doel de fundamentele waarden van toegankelijkheid, vertrouwelijkheid, menselijke interactie en sociale integratie in onze samenlevingen te behouden.

---

27.09.2023/A/0024 **Collège du 11 juillet 2023 - point 19 ; Interpellation introduite par Mme Pauline Warnotte, Conseillère communale. (Complémentaire)**

---

27.09.2023/A/0025 **IPhones et iPads - suivi ; Interpellation introduite par Mme Pauline Warnotte,**



**Conseillère communale. (Complémentaire)**

---

27.09.2023/A/0026 **Etat des plaines de jeux de la Commune ; interpellation introduite par M. Rudolph Alexandre, Conseiller communal. (Complémentaire)**

---

27.09.2023/A/0027 **Rave party op het Rogierplein ; interpellatie ingediend door Dhr Frederic Roekens, Gemeenteraadslid. (Aanvullend)**

---

27.09.2023/A/0028 **Le marché hebdomadaire de fruits et légumes dans le Quartier Nord ; interpellation introduite par M. Safa AKYOL, Conseiller communal. (Complémentaire)**

---

27.09.2023/A/0029 **Le centre communal de dons en faveur des sinistrés au Maroc ; interpellation introduite par M. Safa AKYOL, Conseiller communal. (Complémentaire)**

---